



# TANT QU'IL Y AURA DES VÉLOS

*La pandémie de Covid-19 a provoqué un boom mondial de la demande, mais la production ne suit pas. Les raisons de cette pénurie, à travers l'exemple du Portugal.*



**SÉRIE D'ÉTÉ  
LA MUSIQUE  
QUI NOUS UNIT**

**CANADA —  
LE RÉCHAUFFEMENT  
CLIMATIQUE,  
C'EST MAINTENANT  
VU DE BELGIQUE —  
LES FRANÇAIS  
SONT SI  
EXASPÉRANTS**



**Afrique.**  
Kinshasa, cité  
magnétique





## Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles : quels que soient vos projets, nous mobilisons tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication qui nous ont permis d'être récompensés en 2020 pour la qualité de notre accompagnement dans la réalisation de vos projets\*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



LES TROPHÉES DE LA BANQUE  
2020



SATISFACTION  
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)

\*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe meilleurtaux.com). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - [orias.fr](https://www.orias.fr)) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### Tant qu'il y aura des vélos

p.32

Tous à bicyclette... Du moins, s'il en reste ! Depuis le début de la pandémie de Covid-19, les cyclistes ont envahi les rues des plus grandes villes du monde. Un boom impressionnant : aux États-Unis, les ventes de vélos ont augmenté de 77 % en un an, au Royaume-Uni, elles ont bondi de 45 %, en France de 25 %, selon le **Globe and Mail**... Mais aujourd'hui, le marché du vélo commence à coincer : ni les constructeurs ni les magasins n'avaient anticipé cet enthousiasme soudain pour les deux-roues. Résultat : des stocks insuffisants et des clients forcés de patienter. C'est ce que nous raconte l'article du quotidien **Diário de Notícias** qui ouvre notre

dossier cette semaine : "Tous les jours, on regarde les clients repartir bredouilles. On n'a pas de vélos, rien. Et impossible de savoir quand nous en recevrons", explique un marchand de Lisbonne. Le Portugal est le premier fabricant européen de vélos et ce qu'il s'y passe est emblématique de la crise de croissance que connaît ce secteur. Jamais le pays n'a produit autant de vélos qu'en 2020 et pourtant, cela ne suffit pas. La pénurie est mondiale. Elle est renforcée par des difficultés d'approvisionnement qui ne sont pas sans rappeler celles rencontrées pour les puces électroniques (voir notre dossier "En manque de puces" du 22 avril). "Le hic, déplore **Diário de Notícias**, c'est que ni le Portugal ni même l'Europe ne sont totalement indépendants pour la fabrication de bicyclettes. Malgré des usines de pointe, aux technologies avancées, certains composants ne sont fabriqués qu'en Asie." Parmi les goulets d'étranglement identifiés, le japonais Shimano. Ce groupe,

qui détient les deux tiers du marché mondial des dérailleurs et des freins, peine à répondre à la demande, écrit le **Financial Times**. Cela concerne les vélos haut de gamme, mais ce sont eux, aujourd'hui, qui sont particulièrement recherchés. Les vélos électriques, notamment, figurent parmi les meilleures ventes du moment et seront, selon **Diário de Notícias**, le moteur de la croissance du secteur. Cela ne va pas sans poser problème, à en croire le **Wall Street Journal**, qui a pu constater que sur les pistes cyclables, aux États-Unis, le courant ne passait pas toujours entre adeptes du coup de pédale et tenants de l'assistance électrique. Y aura-t-il des vélos pour tous cet été ? C'est la question que nous nous sommes posée à la faveur de ce numéro que nous avons voulu plus "léger" même si l'actualité, elle, ne s'arrête pas. Nous commençons ainsi nos deux séries d'été, la première consacrée aux villes africaines, avec cette semaine

un magnifique portrait de Kinshasa, cité magnétique, paru dans le quotidien suisse **Le Temps**. Dans les pages 360, l'été sera consacré à la musique qui nous unit. Nous l'avons vérifié avec la pandémie de Covid-19 : la musique nous rassemble malgré l'éloignement, explique **Die Zeit**. Dans une réflexion passionnante, l'hebdomadaire allemand s'interroge : la musique serait-elle un langage universel ? Un texte que je vous invite à lire et à partager. Comme cet autre article, très drôle lui, publié dans **La Libre Belgique**, où l'auteur décrypte sur un ton très mordant la relation "amour-haine" qui nous lie, nous si exaspérants Français, à nos voisins d'outre-Quiévrain. "Pour le Belge, la France est la grande sœur admirée, aimée, dans les bras de laquelle on se jette l'été venu ; la grande sœur si sûre d'elle aussi, un peu agaçante et qui – horreur – ne nous regarde qu'à peine", écrit Bosco d'Otreppe dans un texte publié après l'élimination de la France

à l'Euro 2021, une petite revanche pour certains supporters belges. Enfin, parmi les articles à ne pas manquer dans ce numéro, mais dans un tout autre registre malheureusement, il y a ce billet virulent du **Devoir** après la catastrophe de Lytton, au Canada. "La maison brûle, vraiment", avons-nous titré, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Un dôme de chaleur, des centaines de morts sans doute... "Le réchauffement climatique, ce n'est plus de la science-fiction", alerte le quotidien montréalais. Et si les gouvernements ont pu se mobiliser massivement face à la pandémie de Covid-19, alors ils doivent faire la même chose face au dérèglement climatique et agir maintenant. On ne dira pas le contraire.

#### En couverture :

Vélo : Dessin de **Darko Drljevic**, Montenegro + **Cartoon Movement**  
Musique : Dessin de **Maria Corte**, Espagne  
Kinshasa : Photo **Justin Makangara**/Fondation Carmignac



## Sommaire



MARTIRENA

HONGRIE p.10

### Une loi anti-LGBT passéiste

La loi du 15 juin prohibant la "promotion" de l'homosexualité et de la transidentité ne pourra empêcher les mentalités d'évoluer envers les LGBT, estime ce chroniqueur libéral.

CANADA p.18

### La maison brûle, vraiment!

Alors qu'une vague de chaleur sans précédent frappe l'Ouest canadien, **Le Devoir** appelle à sortir du déni climatique et à passer à l'action, comme cela a été le cas face au Covid-19.

360°

p.42

### MUSIQUE CETTE CHANSON QUI NOUS RASSEMBLE

La musique allège nos peines et nous permet de communier malgré la distance. Serait-elle un langage universel ? C'est la question que pose **Die Zeit**, dans le premier volet de notre série d'été sur la musique.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Daily Nation** Nairobi, quotidien.  
**Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne.  
**Le Devoir** Montréal, quotidien. **Diário de Notícias** Lisbonne, hebdomadaire.  
**Financial Times** Londres, quotidien.  
**Heti Villággazdaság** Budapest, hebdomadaire.  
**Koran Tempo** Jakarta, quotidien. **La Libre Belgique** Bruxelles, quotidien. **Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america/) Mexico, en ligne.  
**Polityka** Varsovie, hebdomadaire.  
**La Repubblica** Rome, quotidien.  
**Rossia v Globalnoï Politiké** Moscou, bimestriel. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



CORTE

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

### Afghanistan Une guerre pour rien

L'armée américaine et les troupes de l'Otan plient bagage. Sur un constat d'échec et en laissant le pays aller "droit à la catastrophe", déplore **The Observer**.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

**6. Afghanistan.** Une guerre pour rien

## D'un continent à l'autre

**10. Hongrie.** Une loi anti-LGBT passiste

## 12. Russie—Royaume-Uni.

Londres s'invite dans le conflit ukrainien

## 13. Italie. Rome, ville rouverte

**14. Vu de Belgique.** La France, ce grand voisin si exaspérant

**18. Canada.** La maison brûle, vraiment !

**22. Chili.** 365 jours pour écrire un nouveau pays

**24. RDC.** Kinshasa, la cité magnétique

**26. Tanzanie.** Samia Suluhu Hassan, une présidente qui redonne espoir

**28. Syrie.** Fuir à tout prix

l'enfer d'Al-Hol

**30. Japon.** Les rizières sans retour

## À la une

32. Tant qu'il y aura des vélos

## Transversales

**38. Économie.** Assis à mon bureau nomade

**39. Sciences.** Explorer Surtsey, où le vivant s'installe petit à petit

**40. Santé.** Variant Delta, c'est grave docteur ?

**41. Signaux.** Le prix inouï du médicament Aduhelm

## 360°

**42. Musique.** Cette chanson qui nous rassemble

**48. Architecture.** Ma nuit chez Franck Lloyd Wright

**50. Histoire.** La fabuleuse épopée du zèbre de guerre



## SUR NOTRE SITE

## Podcast. "Les Mots des autres" : Voyages, voyages

Depuis combien de temps rêvons-nous de partir ? Plus que jamais, nous sommes pris d'une folle envie de nous évader, et de préférence en faisant nos valises. Nostalgie des grands espaces ou du café en terrasse, spleen des terres inconnues ou des lieux familiers qu'on aimerait retrouver, l'impatience du départ se fait de plus en plus pressante. Dans ce troisième épisode de notre podcast "Les Mots des autres", découvrez comment les langues étrangères expriment cette envie d'ailleurs. À écouter sur notre site, ou sur votre application de podcast préférée (Apple Podcasts, Spotify, Podcast Addict, Deezer...)

## La France vue de l'étranger. Le Tour, toujours majestueux, mais trop lointain

Pour le quotidien britannique **The Telegraph**, suivre le Tour de France en pleine pandémie, c'est comme regarder une fête qui a lieu dans le jardin du voisin. C'est à la fois une joie d'observer ces "gladiateurs de l'asphalte", et une frustration de contempler de loin les paysages d'un pays "particulièrement magnifique", des pâles champs de blé normands se balançant dans la brise aux cols de montagne tortueux des Alpes.

**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**CHAQUE SAMEDI** Un tour du monde en cuisine

## Le Courrier des recettes

Une savoureuse recette de cuisine accompagnée d'un texte concocté par la presse étrangère sur le plat, son histoire et ses particularités.

CAROLE LYON - COURRIER INTERNATIONAL

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €  
**Actionnaire :** La Société éditrice du Monde  
**Président du directoire, directeur de la publication :** Arnaud Aubron  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire :** Claire Carrard  
**Conseil de surveillance :** Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** juillet 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

**Rédaction** 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax** général 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax** rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com  
**Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)  
**Responsable du numérique** Jeffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

**ÉDITION** Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 **JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 55), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Benjamin Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Parouss (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuque (Brésil), Martin Gauthier (Canada) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandlak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) **MOYEN-ORIENT** Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Anna Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), **MAGAZINE 360°** Marie Bétouil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérol, Julie Martin

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saïndon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diallya Konate (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malsherbes

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Julien Abirama, Juliette Allin, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Antoine Cuny-Le Callet, Marie Daoudal, Maddalena De Vio, Marion Doutreligne, Isabelle Gabrion, Elorri Laborde, Pauline Le Troquier, Clara Limouzin, Joséphine Maunier, Valentine Morizot, Blandine Mosnat, Éléonore Nicolas, Claire Olivés, Anne Romefort, Valentin Scholz, Nina Schreier, Manon Selli, Vincent Tarrière, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita, Yutao Zhang

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Boniclatz Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

**Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47** **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. **POSTMASTER :** Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €\*

RCO21BO003

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

https://abo.courrierinternational.com/ours2021

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ Accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

J'agis  
avec  
**ENGIE**

« Déménager ça a du bon,  
surtout quand  
ça se passe bien. »

**Pour votre contrat d'énergie<sup>(1)</sup>,  
souscrivez en toute simplicité.**

**Plus d'infos au 3101<sup>(2)</sup>  
ou sur [particuliers.engie.fr](https://particuliers.engie.fr)**

The logo for ENGIE, featuring a white curved line above the word "ENGIE" in a bold, white, sans-serif font.

**L'énergie est notre avenir, économisons-la!**

(1) Offre d'électricité et/ou de gaz naturel à prix de marché pour tout lieu de consommation situé en France métropolitaine, hors Corse, sur les zones géographiques où ENGIE commercialise des contrats de vente d'énergie auprès des clients particuliers.

(2) Service et appel gratuits.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651, © Getty Images.



# Afghanistan. Une guerre pour rien

Après près de vingt ans, l'armée américaine et les troupes de l'Otan plient bagage. Sur un constat d'échec et en laissant le pays aller "droit à la catastrophe", déplore *The Observer*.



—*The Observer* Londres

La guerre en Afghanistan, la plus longue qu'aient jamais menée les États-Unis, arrive à son terme – c'est en tout cas ce que Joe Biden devrait annoncer cette semaine. Avec elle prend fin aussi l'engagement militaire de la Grande-Bretagne et de l'Otan, qui avait débuté avec l'invasion du pays au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. En réalité, le conflit est tout sauf terminé. Il s'intensifie, même. La seule nouveauté, c'est que les alliés occidentaux ont décidé de facto de s'en laver les mains.

En fixant au 11 septembre le retrait inconditionnel des troupes américaines peu après son investiture, Joe Biden a donné le coup d'envoi à une ruée vers la sortie dans laquelle s'est engouffré tout ce qu'il reste des troupes de l'Otan, dont la majorité des forces britanniques. La plupart auront ainsi quitté dès le [4 juillet] le territoire afghan, sans tambour ni trompette, presque en catimini. Fête de l'indépendance des États-Unis, le 4 juillet pourrait ainsi entrer dans l'histoire aussi comme le jour de l'abandon de l'Afghanistan.

Au Royaume-Uni, il règne autour de cette déroute qui ne dit pas son nom un silence assourdissant. Il y a à cela des motifs de sécurité parfaitement justifiés, mais ce silence est aussi un silence gêné. Le gouvernement de Boris Johnson, suspendu aux faveurs de Washington, n'ose pas critiquer ouvertement Biden. Pourtant, les ministres comme le commandement militaire ne peuvent ignorer que ce départ, décidé unilatéralement et en l'absence de traité de paix et même d'accord de cessez-le-feu, relève de la dangereuse irresponsabilité.

Avec ce retrait occidental, l'Afghanistan reprend le chemin du terrorisme, du désordre et de la désintégration. Il va droit à la catastrophe. Et ce n'est pas un diagnostic posé uniquement par des observateurs de salon. Le général Austin Miller, à la tête des troupes américaines en Afghanistan, l'a dit la semaine dernière : pour lui, le chaos guette. "La guerre

**Le fait que Joe Biden n'ait consulté ni le Royaume-Uni, ni l'Otan, est rageant.**

✍ *Dessin d'Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.*

civile est certainement une issue plausible si la trajectoire actuelle n'est pas infléchi. Le monde devrait s'en inquiéter", a-t-il mis en garde.

L'ancien président afghan [2001-2014] Hamid Karzai n'est pas moins pessimiste. "Regardez où nous en sommes. C'est un désastre. Le pays est déchiré par un conflit. La souffrance est immense... Ceux qui sont arrivés ici il y a vingt ans au nom de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ont non seulement échoué dans cette tâche, mais en leur présence, l'extrémisme a prospéré. C'est ce que j'appelle un échec", a-t-il asséné.

Sur le terrain, les faits confirment ces sombres analyses. S'ils ont pris soin d'éviter tout affrontement avec les troupes de l'Otan sur le départ, les talibans ont multiplié ces dernières semaines les offensives territoriales et repris ainsi de nombreux districts. Au moins la moitié des campagnes afghanes est aujourd'hui revendiquée sinon contrôlée par les insurgés. Des capitales régionales, Kaboul comprise, pourraient bientôt tomber.

Le gouvernement du président Ashraf Ghani assiste en spectateur à la débâcle ou à la capitulation, un peu partout, de ses soldats formés et équipés par l'Otan. Devant cette incurie, des milices armées locales se reforment. Dans le nord, les groupes non pachtounes, majoritaires, menacent de reprendre comme dans les années 1990 leur combat contre les talibans.

Biden a assuré à Ashraf Ghani le mois dernier que les États-Unis continueraient à leur fournir un soutien financier et militaire. Pourtant, en l'absence de base américaine dans les pays voisins, l'aviation américaine et les drones ne pourront pas intervenir rapidement. Quoi qu'il en soit, assure le Pentagone, la première de ses priorités reste de repousser l'État islamique et Al-Qaïda, dont les djihadistes vont rapidement investir l'espace vacant laissé en Afghanistan.

La décision des Américains de jeter l'éponge a en privé horrifié les états-majors actuels et passés britanniques, conscients d'avoir consenti vingt années d'efforts sanglants et ingrats. Le général Nick Carter, chef d'état-major des armées [au Royaume-Uni] a déclaré avec tact que ce n'était "pas la décision que nous espérons". Le fait que Biden n'ait pas consulté le Royaume-Uni, qui s'était pourtant engagé aux côtés des États-Unis en 2001, ni l'Otan, est rageant.

Après l'échec des pourparlers de paix américains à Doha, le général Carter et les diplomates britanniques à Kaboul encouragent discrètement une coopération politique et militaire entre le gouvernement afghan et le Pakistan, qui est un soutien de poids des Talibans et aussi leur mentor. Biden a beau dire que l'Amérique est de retour, le fait est que

les Américains partent et que c'est aux Britanniques de nettoyer leurs bêtises.

Pour le peuple afghan, la perspective d'un retour de l'anarchie est tout simplement terrifiante. Les récentes avancées, certes limitées mais bien réelles, en matière de démocratie, de liberté d'expression, de santé, d'éducation et de droits des femmes, sont menacées. Tout comme les sacrifices de dizaines de milliers de civils et de soldats, afghans et étrangers, qui sont morts ou ont vu leurs vies bouleversées à jamais. Les espoirs de justice pour ceux qui ont été tués injustement, ou encore torturés illégalement sur le site clandestin de la CIA dans la base militaire de Bagram [centre de détention fermé en 2014 après une décennie d'abus] sont brisés.

Pour les pays occidentaux qui ont imposé un changement de régime par la force à Kaboul, et ensuite promis de créer un État de droit à leur image, cette décision a de quoi faire réfléchir. Qui sait ce que les historiens retiendront de l'aventure afghane de George W. Bush? Seule consolation, il est peu probable qu'un dirigeant occidental se lance dorénavant dans une pareille campagne.

La mort la semaine dernière de Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense américain qui a supervisé l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, vient nous rappeler à quel point les néoconservateurs et les dangereux idéologues de l'administration Bush-Cheney sont responsables de cet effroyable bilan, dont on ne mesure pas encore toute l'étendue, sans qu'aucun d'entre eux n'ait eu à rendre des comptes. Comme l'Irak, froidement abandonné à son sort il y a dix ans, l'Afghanistan, après le retrait des Américains, est promis à un sort funeste.—

Publié le 4 juillet



ÉDITO

SOURCE



THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire  
observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l'un des fleurons de la presse britannique. Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian*, mais est d'obédience libérale. Comme tous les journaux du dimanche britanniques, *The Observer* regorge de suppléments (Sport, Argent, Voyages, Loisirs, etc.) et pèse donc très lourd.

## Le peuple n'a pas dit son dernier mot

Pendant que les talibans font traîner le processus de paix, la population se soulève pour faire barrage aux insurgés.

La mobilisation de la population contre les talibans est le grand sujet du moment sur les réseaux sociaux. «À la suite des récentes attaques massives des insurgés», les forces de sécurité afghanes ont déclaré qu'elles «devaient retirer leurs troupes» de certaines régions instables et de certains avant-postes, afin d'éviter les pertes civiles, note le **Kabul Times**. «Cependant, des milliers de personnes, dont des femmes et des personnes âgées, ont pris les armes et rejoint la ligne de front de la guerre pour défendre le pays.»

Le gouvernement l'a confirmé : la population est «en train de se soulever» et de lancer des «opérations» contre les talibans, «en coordination avec l'armée et la police». Ainsi, au cours des dernières semaines, «des dizaines de districts tombés aux mains des insurgés ont été repris».

Dans le contexte actuel, si l'Afghanistan veut faire barrage à «l'horreur», «la sauvegarde de l'intégrité territoriale et la survie du pays nécessitent la mobilisation nationale et l'héroïsme du peuple afghan», estime le quotidien **Hashte Sobh**. Selon Abdullah Abdullah, chef du Haut Conseil pour la réconciliation nationale et qui, à ce titre, participe depuis septembre 2020 aux négociations avec les talibans à Doha, les insurgés «n'atteindront pas leur but

d'imposer une solution militaire» au pays. C'est d'ailleurs l'une des principales leçons de la crise que traverse l'Afghanistan depuis quarante ans : «L'usage des armes pour mettre fin à la guerre ne fonctionne pas.»

L'accord préalable signé entre les talibans et les États-Unis le 29 février 2020 prévoyait que, après le retrait des troupes internationales, «les négociations seraient conclues et la paix serait assurée». Or les talibans «s'entêtent» à faire traîner les choses et ne montrent «aucune volonté de progresser dans les discussions».

Interrogé par le **Kabul Times** sur la possibilité de renversement du gouvernement afghan par les talibans, Abdullah Abdullah répond que «cela n'arrivera pas», bien qu'il n'y ait aucune garantie que le pays ne devienne pas à nouveau un refuge pour terroristes, comme il l'était avant le début de la guerre enclenchée par Washington en 2001, tempère-t-il.

Beaucoup plus pessimiste, l'**Afghanistan Times** considère que «le peuple afghan se languit dans l'ombre de la terreur et de la mélancolie». D'après le journal, le pays se trouve «au bord du précipice d'une guerre dévastatrice». D'un côté, «les tentacules des talibans». De l'autre, des milices «se lèvent en masse» pour repousser leur menace.

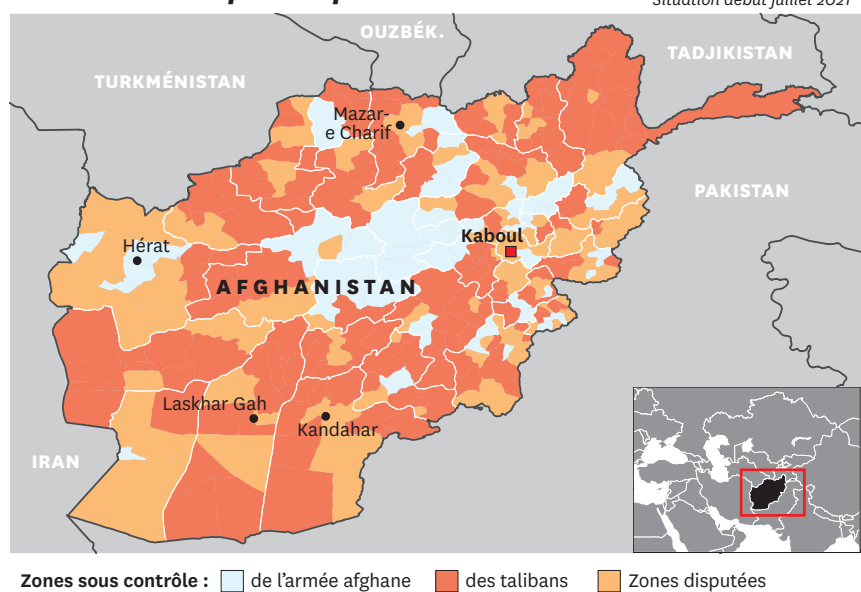
En réalité, les difficultés du moment viennent de ce que les États-Unis abandonnent l'Afghanistan de manière extrêmement irresponsable», ajoute le site. Avant de remettre aux forces afghanes la base aérienne de Bagram, pivot des opérations de l'Otan durant vingt ans, située à 50 kilomètres de Kaboul, le 2 juillet, «les militaires américains ont quitté les lieux dans la nuit», laissant la voie aux pillleurs. Tout un symbole.

— **Courrier international**



Revue de presse

### Un territoire de plus en plus morcelé



## Les flammes de l'enfer



**CHYPRE** — «Nous avons cédé face au cauchemar», titre le 5 juillet **Ophileftheros** sous une photo d'une maison incendiée au

milieu d'un terrain carbonisé. Les jours précédents, un incendie a dévasté 55 km<sup>2</sup> du massif forestier du Troodos, dans le centre de l'île, et provoqué la mort de quatre personnes. «L'inaction a apporté l'enfer», s'insurge le journal, qui déplore que les mesures promises (achat de Canadair, mise en place d'une équipe de sauveteurs basée à Chypre...) n'aient jamais vu le jour. Qualifié de «tragédie» par le président Nikos Anastasiades, l'incendie, dont les causes sont encore floues, a été favorisé par les fortes chaleurs et la sécheresse.

## Tournant fiscal

**FISCALITÉ** — «L'impôt minimum mondial sur les sociétés arrive», c'est ce que proclame la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a annoncé le 1<sup>er</sup> juillet que 130 de ses 139 membres s'étaient accordés sur une réforme fiscale mondiale. Celle-ci prévoit un taux d'imposition minimal de 15 % pour les multinationales et l'obligation pour les géants de l'Internet de payer des impôts dans les pays «où leurs biens et services sont vendus, même s'ils n'y ont pas de présence physique», précise le **New York Times**.

## En attendant la pluie

**ENVIRONNEMENT** — Augmenter les surfaces forestières de 20 % en Europe pourrait accroître les précipitations de 7,6 % en été, d'après une étude parue le 5 juillet dans **Nature Geoscience** et relayée par la **BBC**. Mais le reboisement seul ne peut suffire à lutter contre le réchauffement climatique, tempèrent les chercheurs : il ne suffirait pas à compenser l'impact des émissions de gaz à effet de serre et pourrait en plus renforcer dans certaines régions la pluviométrie, déjà intensifiée par le dérèglement du climat.

## «Grande renaissance»



**CHINE** — Barrée de rouge comme il se doit, la une du 1<sup>er</sup> juillet du **Renmin Ribao** célèbre en lettres d'or le «centenaire de

la fondation du Parti communiste chinois». L'organe du PCC égrène dans un long éditorial les réalisations du Parti, depuis le «peuple qui s'est mis debout» jusqu'aux «immenses contributions à la civilisation et au progrès de l'humanité», en passant par soixante-dix ans de socialisme. En écho à cet éditorial et comme un message adressé à Washington, le président Xi Jinping a déclaré devant une foule réunie sur la place Tian'anmen que «la grande renaissance de la nation chinoise est entrée dans un processus historique irréversible».

# 150 \$

**C'EST LE PRIX D'UN TOUR DE QUINZE MINUTES EN HÉLIOPÈRE** proposé par l'armée libanaise.

Officiellement, l'initiative vise à consolider l'industrie touristique, écrit **Al-Modon**. Pourtant, personne n'est dupe. L'objectif est avant tout de renflouer les caisses d'une armée aux abois. Sur les réseaux sociaux, «quelques Libanais ont applaudi l'idée», explique le site d'information. «Mais, dans leur écrasante majorité, ils ont accueilli l'initiative avec sarcasme car elle illustre l'effondrement de l'institution militaire et, plus largement, celui de l'État.»



## Le champagne, spécialité russe

**RUSSIE** — L'entreprise LVMH, qui possède les marques de champagne Veuve Clicquot, Moët & Chandon, Dom Pérignon, n'aura tenu que deux jours avant de céder, relaie **Gazeta.ru** lundi 4 juillet. La filiale russe du géant français avait en effet averti qu'elle suspendait ses livraisons après la signature par Vladimir Poutine, le 2 juillet, d'une loi prévoyant que seuls les vins mousseux russes pourraient être étiquetés comme du "champagne" (*champanskoïé*), tandis que le champagne français devrait lui se contenter de l'appellation "vin pétillant" (*igrystoïé*). Mais LVMH est revenu sur ses positions : les livraisons reprendront "au plus vite, dès que les correctifs [mentionnant pétillant sur les étiquettes] seront effectués".

## Les journalistes au pilori

**MEXIQUE** — Le président Andrés Manuel López Obrador a inauguré le 30 juin un nouveau temps fort de ses rencontres quotidiennes avec les médias, baptisé "le mensonge de la semaine". Vouées à se répéter chaque mercredi, ces séances viseront à critiquer des journalistes. Un nouveau "tour de vis dans l'offensive menée contre la

presse", dénonce **El País Mexico**. Une façon de "toucher les intouchables" et d'avancer des arguments "sans calomnier personne", assurent les soutiens du président et le quotidien **La Jornada**.

## Compte à rebours



**AFRIQUE DU SUD** — L'ancien président Jacob Zuma a-t-il "dépassé sa date d'incarcération", comme l'écrit à sa une du 2 juillet le **Mail & Guardian** en jouant sur la notion de date de péremption? Talonné par la justice depuis plus de quinze ans et poursuivi dans une affaire de corruption qui doit être jugée prochainement, Jacob Zuma a été condamné à quinze mois de prison ferme le 29 juin. La Cour constitutionnelle a sanctionné son refus obstiné de témoigner devant la commission d'enquête chargée d'examiner la corruption à grande échelle qui a marqué sa présidence. L'ancien président avait cinq jours pour se constituer prisonnier. Il a immédiatement déposé des recours pour y échapper.

↳ Dessin de Vladimir Kazanevsky, Ukraine.

# 70

## MILLIONS DE DOLLARS PAYABLES EN BITCOINS.

Tel est le montant de la rançon exigée le 4 juillet par REvil. Ce groupe de cybercriminels a lancé deux jours plus tôt une attaque contre la société américaine Kaseya, qui vend des outils informatiques aux entreprises et revendique plus de 40 000 clients. Selon le **Wall Street Journal**, "des centaines de structures et des dizaines de milliers d'ordinateurs [pourraient avoir] été touchés à travers le monde", ce qui en ferait "l'attaque la plus importante de tous les temps".

## INDONÉSIE

# Face à la pandémie, le déni du gouvernement

Le système de santé est asphyxié en raison de la propagation rapide du variant Delta. Dans un éditorial, ce quotidien appelle les autorités à solliciter l'aide internationale.

—**Koran Tempo** (extraits)  
Jakarta

L'évolution de la pandémie est actuellement très grave. À Jakarta et dans les villes satellites [de la métropole, où vivent plus de 30 millions de personnes], les patients dans un état critique ont de plus en plus de mal à être admis à l'hôpital. Les stocks d'oxygène s'amenuisent, au point de manquer. Le personnel soignant s'épuise, surmené ou contaminé par le coronavirus. [Au 5 juillet, le bilan faisait état de 61140 décès depuis le début de la pandémie, avec désormais quelque 550 décès quotidiens.]

Le système de santé ne peut plus faire face au rythme de la pandémie. Depuis deux jours, les cas quotidiens de Covid-19 sont passés à plus de 27000 [chiffre sans doute sous-évalué, car les tests sont payants], le niveau le plus élevé depuis seize mois. Le pic de cette deuxième vague devrait arriver à la fin du mois d'août.

Étonnamment, le gouvernement est encore dans le déni. Il ne veut pas admettre que les [services des] hôpitaux de référence pour le Covid-19 ne peuvent plus faire face à l'épidémie. Il ne semble pas disposé à tirer les leçons des erreurs précédentes. Le déni de l'urgence n'est pas seulement vain, il est aussi très dangereux.

La situation dramatique d'aujourd'hui est liée aux dénégations et aux erreurs commises depuis le début de la pandémie. Le gouvernement s'est gravement trompé lorsqu'il a nié que le Covid-19 était entré en Indonésie. Il a même autorisé les vols en provenance de pays classés en zone rouge, déjà fortement touchés par la maladie. Son hésitation à restreindre les activités publiques pour des raisons liées aux intérêts économiques constitue également une erreur.

Admettre les échecs ou les erreurs n'est pas seulement une obligation morale. L'honnêteté est aussi une condition pour que le gouvernement regagne la confiance de la population. Dans des moments difficiles comme celui-ci, le soutien des citoyens ne peut être obtenu par le déploiement des forces de l'ordre ou par des menaces de punition.

Bien sûr, admettre le mal ne suffit pas. Le président Jokowi [surnom de Joko Widodo] et ses collaborateurs doivent redoubler d'efforts pour mobiliser toutes les ressources disponibles. Le gouvernement central devrait coopérer avec les chefs des régions qui ont des idées sur les mesures à prendre pour faire barrage à la pandémie.

L'Indonésie doit également renoncer à son amour-propre pour solliciter une aide internationale. Demander de l'aide honnêtement n'est pas une honte. Nous ne sommes pas en mesure de lutter seuls contre cette pandémie. Il est temps que le président Jokowi hisse le drapeau blanc et appelle à son secours d'autres pays expérimentés et plus habilités à lutter contre l'épidémie.—

Publié le 5 juillet



## À la une



## L'IRAN SUBMERGÉ

"La cinquième vague de Covid-19 a commencé en Iran. Téhéran ainsi que 92 grandes villes sont placées en alerte rouge", écrit le 5 juillet le quotidien proche du pouvoir **Jomhuri Eslami**. Le même jour, on dénombrait 157 nouveaux décès, portant le bilan officiel à près de 85 000 morts depuis le début de la pandémie, un chiffre probablement largement sous-estimé. Sur 83 millions d'habitants, moins de 5 millions de personnes ont reçu une première dose de vaccin ; 1 million ont reçu les deux doses.

## VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du globe des solutions les plus innovantes pour nos déplacements



# DES CAMIONS DE LIVRAISON AUTONOMES AUTORISÉS À CIRCULER EN CALIFORNIE

LA CALIFORNIE A AUTORISÉ, POUR LA PREMIÈRE FOIS, LE DÉPLOIEMENT D'UN SERVICE COMMERCIAL DE LIVRAISON AUTONOME EN 2020. IL SERA DISPONIBLE DANS LE COURANT DE L'ANNÉE DANS CET ÉTAT.

La start-up de robotique Nuro devient la première entreprise à proposer un service de livraison sans conducteur en Californie. Ses véhicules R2 étaient en phase de test dans l'État en avril 2020, et cette autorisation administrative permet de commercialiser son service de livraison.

La société, qui a été fondée en 2016, réalise des tests sur son véhicule R2 depuis quatre ans. Il s'agit d'une camionnette autonome électrique qui a la spécificité d'être plus haute que large. Le R2 utilise un radar, une imagerie thermique et des caméras à 360 degrés pour diriger son mouvement. Une fois le robot arrivé à destination, les clients entrent un code unique sur son écran tactile pour que les portes s'ouvrent afin de récupérer les produits commandés.

Les fondateurs de Nuro, deux anciens ingénieurs de Google, ont déclaré que le véhicule R2, de deuxième génération, est conçu pour livrer de manière autonome une large gamme de produits, notamment des aliments préparés, des produits d'épicerie et des médicaments. Néanmoins, sa mise sur le marché s'effectuera dans un deuxième temps. À l'heure actuelle, le service de livraison est assuré par des Toyota Prius spécialement configurées.

### DES LIMITES STRICTES IMPOSÉES PAR L'ÉTAT

Nuro peut désormais faire circuler ses voitures dans deux comtés de Californie. Actuellement, les règles de circulation fédérales des véhicules autonomes comportent des limites strictes. L'autorisation de circulation est valable pour seulement deux ans, le transport de passagers n'est pas autorisé et la flotte est plafonnée à 5 000 véhicules. Pour garantir la sécurité des Californiens, les véhicules de la société seront limités à 35 mph (56 km/h) et fonctionneront uniquement dans des conditions de beau temps sur une zone délimitée.

La start-up de robotique bénéficie d'un financement de la société japonaise Softbank. Ses fondateurs,



© CREDIT NURO

Dave Ferguson et Jiajun Zhu, étaient les principaux ingénieurs du projet de voiture autonome de Google, Waymo. L'autorisation de circulation est une étape importante dans le déploiement des véhicules autonomes en Californie. À Houston, au Texas, depuis

le 12 avril dernier, les clients qui passent une commande prépayée sur le site Internet de Domino's à certains jours et heures peuvent, d'ores et déjà, choisir de se faire livrer leur pizza par le robot R2 de Nuro.

### UN VÉHICULE RÉFRIGÉRÉ POUR TRANSPORTER LES VACCINS

La pandémie de COVID-19 a amélioré nos connaissances en termes de vaccination. Nous avons par exemple appris l'importance d'une bonne réfrigération pour la conservation et le transport des

vaccins. Dans ce contexte, Toyota a développé le premier véhicule homologué par l'OMS pour le transport des vaccins. Basé sur un Toyota Land Cruiser 78, le véhicule peut transporter jusqu'à

400 doses et dispose d'une autonomie de 16 heures. Il s'inscrit dans la lutte contre les Maladies Évitablement par la Vaccination (MEV) qui emportent 1,5 million d'enfants chaque année.

d'un  
continent  
à l'autre.

europa



Europe .....	10
France .....	14
Amériques .....	18
Afrique .....	24
Moyen-Orient...	28
Asie .....	30

# Hongrie. Une loi anti-LGBT passéiste

La loi du 15 juin prohibant la "promotion" de l'homosexualité et de la transidentité ne pourra pas empêcher les mentalités d'évoluer envers les LGBT, estime ce chroniqueur libéral.



—**Heti Világgazdaság**  
Budapest

Nous avons assez entendu pourquoi et à quel point l'interdiction de la "propagande" LGBT, incluse dans une loi antipédophilie [qui, adoptée le 15 juin, entre en vigueur le 8 juillet], était bête et méchante. Mais pas les douloureuses raisons ayant motivé la mise en place de cette législation. Aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, seuls quatre cinquièmes des jeunes se revendiqueraient hétérosexuels. Les autres se déclarent homosexuels, bisexuels, transgenres, plus ou moins indécis. Ou, comme l'affirme un passage de la comédie musicale *Hair*, ils ne chassent pas Mick Jagger de leur lit. Il y a trente ou soixante ans, les hétéros déclarés étaient 100 % jusqu'à ce que la "propagande" [en référence au terme qu'emploie régulièrement Viktor Orbán vis-à-vis de la défense des minorités sexuelles] mette son grain de sel, qu'elle s'appelle *Hair* ou Mick Jagger.

Cette prétendue étude est l'un des moteurs de la prohibition gouvernementale anti-LGBT [l'étude en question est un sondage publié en février par l'institut Gallup sur la base d'une enquête menée courant 2020 auprès de 15 000 adultes américains. Il concluait que 5,6 % des personnes se reconnaissent LGBT]. Ainsi, la jeunesse ne pourra plus voir des homosexuels sympathiques à la télévision qu'après 22 heures et ne rencontrera plus d'intervenants expliquant dans les écoles qu'il existe des êtres humains avec une autre orientation sexuelle.

En revanche, je suppose qu'un fondamentaliste religieux leur expliquant que le calendrier et le thermomètre sont les seuls outils de contraception acceptables ne sera en rien empêché de s'exprimer. Car, oui, ce genre de personne existe, et cette perspective est plus effrayante qu'une drag-queen.

**Libérés.** La folie de l'interdiction n'arrêtera pas le changement des mentalités. Pas seulement parce que les moins de 18 ans ne regardent plus la télévision. Mais aussi car ce n'est pas la sexualité des personnes interrogées qui a changé au cours des dernières décennies, mais leur volonté de

✓ Viktor Orbán. Dessin de Bertrams paru dans **De Groene Amsterdammer**, Pays-Bas.

l'assumer auprès des sondeurs, de leur entourage et d'eux-mêmes. Cette évolution n'a pas modifié leur sexualité, elle les a libérés. Aujourd'hui en Hongrie, davantage de personnes se déclarent libérales ou de droite qu'en 1970. Car à l'époque, sous le communisme, on préférerait ne pas s'en vanter, ne même pas imaginer qu'on puisse être l'un ou l'autre et donner docilement la bonne réponse lorsque la question était posée.

Aujourd'hui, l'objectif direct de l'amendement prohibant la "promotion" et la "représentation" de l'homosexualité et de la transidentité était de diviser l'opposition. Le choix du mouvement [de droite radicale] Jobbik d'adopter ce dispositif montre, à court terme, que la stratégie fonctionne. À long terme, cet amendement sert le même objectif que les campagnes antisiganes



OPINION

ou antimigrants et musulmans. En l'occurrence, rassembler la couche de la société dont l'état mental était déjà le plus préoccupant.

En Hongrie, des millions de gens se réjouissent du malheur des autres. Cette loi stigmatise et rend indésirable des centaines de milliers de personnes. Comme si elles n'avaient pas déjà ressenti ce malaise durant toute leur vie d'adulte. Pendant

**Au pouvoir comme dans l'opposition, le Fidesz se nourrit de la provocation.**

ce temps, d'autres sourient. Cela les satisfait de voir souffrir ceux qui ne leur ressemblent pas. Ils se réjouissent que nous soyons moins libres car ils jaloussent la liberté des autres. La loi sur l'homosexualité n'est pas venue de nulle part. Nos dirigeants savent ce qui plaît à leurs électeurs. Ils savent combien de votes ils vont perdre mais comptent pouvoir s'en passer, ou trouveront un moyen de tricher. La mise au pilori des LGBT pour galvaniser ses supporters révèle beaucoup de l'exécutif. Au pouvoir comme dans l'opposition, le Fidesz se nourrit de la provocation. Et même si le parti s'effondrait, les tumeurs développées dans les esprits ne disparaîtraient pas. Les pourvoyeurs de haine se battront jusqu'au bout, défendant

Décryptage

## Bruxelles soulage sa conscience à peu de frais

●●● L'Union européenne tacle la loi limitant la représentation de l'homosexualité adoptée le 15 juin par le Parlement de Budapest, mais elle n'a aucun moyen de faire reculer l'exécutif magyar, affirme Sára Vértés dans une tribune sur le portail hongrois **Azonnali**. Car, jusqu'ici, "le gouvernement n'a jamais été vraiment enclin à abandonner ses plans sous la pression des États membres de l'ouest de l'UE". En outre, considère **Azonnali**, l'Union s'indignerait de manière sélective au sujet de la loi, qualifiée de "honte" par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission. "Au-delà de soulager sa conscience en fustigeant un État membre éloigné du troupeau", cela "n'intéresse pas" Bruxelles d'"inspirer un changement concret et pérenne" en Hongrie, estime

l'autrice de la tribune, spécialiste des conflits de société et des droits humains. Pour le match de l'Euro Allemagne-Hongrie, l'Allianz Arena devait se parer des couleurs de l'arc-en-ciel en solidarité avec les LGBT magyars, mais l'UEFA a refusé. L'initiative n'aurait de toute façon pas servi à grand-chose car "les milliers de Magyars ayant manifesté devant le Parlement et le palais présidentiel n'ont pas obtenu gain de cause" sur le retrait de la loi. Par ailleurs, il reste encore beaucoup de travail en Hongrie concernant l'acceptation des personnes LGBT, souligne le site. "Le monde serait vraiment beau si nous pouvions agiter des drapeaux arc-en-ciel devant le visage de nos grands-mères. Mais l'implacable vérité, c'est que nous n'en sommes pas encore là", résume Sára Vértés.

coûte que coûte leur vision dans leur bulle de joie malsaine.

Ils continueront de voter pour ceux qui leur montrent des boucs émissaires. Malheureusement, un million et demi à deux millions de nos compatriotes y prennent goût. Difficile de croire qu'ils puissent apprécier autre chose. Ces déformations ne se soignent qu'à long terme. Afin de commencer la phase d'apprentissage, il faudrait au moins que cette masse redevienne ce qu'elle est véritablement : une minorité. Et réalise peu à peu ce que cela induit.

—**Árpád W. Tóta**  
Publié le 24 juin

SOURCE



**HETI VILÁGGAZDASÁG**  
Budapest, Hongrie  
Hebdomadaire, 110 000 ex.  
hvg.hu  
Lancé dix ans avant la chute du Mur par des réformateurs libéraux, **Heti Világgazdaság** (HVG) ("Économie mondiale hebdomadaire") est aujourd'hui l'hebdomadaire magyar de référence. Cet *Economist* à la hongroise, touche près de 1,5 million de personnes par semaine entre les versions papier et numérique.



Vu de Pologne

## Le Premier ministre défend Orbán

● Proche allié de Viktor Orbán et lui-même à la tête d'un gouvernement hostile à l'"idéologie LGBT", le Premier ministre polonais, **Mateusz Morawiecki**, ne s'est logiquement pas joint aux dix-sept autres dirigeants d'États membres de l'UE qui ont signé le 24 juin une lettre ouverte appelant à "continuer la lutte contre la discrimination de la communauté LGBTI". Au contraire, relève le quotidien d'opposition **Gazeta Wyborcza**, il a même été, avec ses homologues slovène et bulgare, l'un des seuls participants du Conseil européen à "défendre Orbán, en soulignant que le droit des parents à décider ce qui est enseigné à leurs enfants résulte notamment de conventions internationales". Pour autant, croit savoir le journal, "Morawiecki aurait indiqué ne pas avoir lu et ne pas connaître la loi hongroise et n'a donc pas été très ferme dans la défense de son collègue". Cette relative modération déplaît à l'hebdomadaire ultraconservateur **Do Rzeczy**, qui avait demandé il y a quelques années une loi similaire et salue aujourd'hui le "courage" de Viktor Orbán face à "la domination du politiquement correct arc-en-ciel. [...] Malheureusement, à quelques rares exceptions, les hommes



politiques polonais ne veulent pas engager ce combat et se limitent à des effets de manche rhétoriques et inefficaces. C'est pourquoi il n'y a pas en Pologne de loi protégeant les Polonais et rien n'indique qu'un tel projet verra le jour."



Vu de Lituanie

## Une loi similaire existe depuis 2009

● Depuis que **Gitanas Nausėda**, le président lituanien, a refusé d'être le 18<sup>e</sup> chef d'État européen à apposer sa signature sur la lettre de soutien aux personnes LGBT publiée le 24 juin, les critiques contre lui fusent en Lituanie. Mais comme le rappelle la **LRT**, la radio-télévision publique lituanienne, "nous critiquons la loi hongroise, mais nous ne corrigeons pas nos erreurs". En effet, dès 2009, le Parlement lituanien a adopté une loi similaire sur la protection des mineurs limitant la diffusion d'informations concernant la communauté LGBT. Les clips télévisés pour la marche des fiertés ne peuvent être diffusés qu'après 23 heures avec

la lettre S, qui indique un contenu pour les adultes. "Même si la loi n'a pas été réellement appliquée depuis longtemps, son existence laisse le champ libre aux interprétations et à l'autocensure", rappelle **Jurate Juskaite**, de l'ONG Centre lituanien pour les droits de l'homme. Arrivée au pouvoir à l'automne 2020, la coalition des libéraux et des conservateurs a inscrit la création d'un pacte d'union civile ouvert à tous les couples dans son programme. Le 15 mai, une grande marche des familles a été organisée à Vilnius, pour protester contre cette future loi. Elle a rassemblé 10 000 participants, nombre considérable pour cette capitale d'un demi-million d'habitants. Dix jours après, au Parlement de Vilnius, les députés ont rejeté le projet, mais il devrait être à nouveau au programme de la session d'automne. Dans les colonnes du média en ligne **Delfi**, le philosophe **Paulius Gritėnas** observe : "Nous sommes occidentaux lorsque cela correspond à notre intérêt politique, mais si la situation politique intérieure le dicte autrement, nous suspendons notre fidélité aux valeurs européennes universelles."

↑ Dessin de **Martirena**, Cuba.



PARIS 89 FM

LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LABEL, CATHERINE ROLLAND

## ACCENTS D'EUROPE

LUNDI AU VENDREDI 20H10

La radio mondiale en français et 16 autres langues

En partenariat avec  
Courrier international



© A. Rivera

## RUSSIE-ROYAUME-UNI

# Londres s'invite dans le conflit ukrainien

Depuis le Brexit, Londres veut redevenir une puissance mondiale. En attestent l'accord de partenariat signé avec Kiev et la récente incursion dans les eaux de Crimée, estime un expert russe.

—**Rossia v Globalnoi Politiki** Moscou

L'incursion du destroyer britannique D36 *Defender* dans les eaux territoriales russes le 23 juin a été l'un des principaux événements de la semaine, voire du mois. Même avant les révélations de la BBC du 27 juin avec la découverte à un arrêt de bus de documents classés secret-défense, on devinait déjà que les analyses des commentateurs russes manquaient de profondeur lorsqu'ils ne voyaient derrière l'opération britannique qu'une simple envie de "taquiner la Russie".

Pour nous, l'incursion du navire britannique dans les eaux de Crimée [obligeant les forces frontalières russes à tirer des coups de semonce] s'adressait avant tout au public et aux dirigeants ukrainiens, et ne visait directement la Russie que dans une moindre mesure. Le renforcement de la coopération entre le Royaume-Uni et l'Ukraine en 2020-2021 nous pousse en effet à cette déduction. Les deux pays se sont subitement rapprochés après la visite à Londres du président ukrainien Volodymyr Zelensky en octobre 2020. C'était une période délicate pour Kiev : la campagne électorale américaine touchait à sa fin et l'équipe de Trump relayait activement l'histoire de corruption ukrainienne impliquant le fils du candidat démocrate, Hunter Biden. Il était clair que, si Trump gagnait, la pression sur Kiev allait s'intensifier.

Dans ce contexte, le premier voyage post-Covid du président ukrainien à l'étranger s'est mieux que bien passé. L'Ukraine et la Grande-Bretagne ont conclu un accord de coopération politique et stratégique incluant un volet sur le libre-échange ; ils ont également

abordé la question de la coopération de l'Ukraine avec l'Otan, ainsi que "la lutte contre l'influence de la Russie". Officiellement, cet accord a pour but de renforcer le partenariat entre les deux pays "sur les questions politiques, sécuritaires et la coopération internationale". Le document met également l'accent sur le soutien de Londres à la "souveraineté et

**Le Royaume-Uni est devenu un acteur majeur de la politique de l'Occident vis-à-vis de l'Ukraine.**

l'intégrité territoriale de l'Ukraine" ainsi que sur l'engagement des deux pays pour le renforcement de la démocratie, la lutte pour les droits humains et l'approfondissement de la coopération militaire.

Ce dernier point a été officialisé par un mémorandum sur le renforcement de la coopération entre les deux pays dans les domaines militaire et militaro-industriel, signé par les ministres de la Défense des deux pays. Le document contient notamment une disposition recommandant un financement de la marine ukrainienne par l'agence britannique de crédit à l'exportation sous la forme d'un prêt de 1,45 milliard d'euros sur dix ans. Ce prêt devrait permettre de financer la construction de huit grands lanceurs de missiles de conception britannique pour la marine ukrainienne, la réhabilitation de chantiers navals en Ukraine et la création de deux bases navales ukrainiennes.

Les deux premiers navires seront construits au Royaume-Uni, les autres sur un chantier naval en Ukraine. Il est intéressant de noter que ces accords ont été signés un 21 juin à bord du même destroyer *Defender* qui avait rejoint Odessa.

Voici ce qu'a déclaré le Premier ministre Boris Johnson à l'issue de la visite de Zelensky : "Le Royaume-Uni est le plus fervent partisan de l'Ukraine, qu'il s'agisse de défense, de nos efforts de stabilisation, de notre aide humanitaire ou de notre étroite coopération politique. Notre position est claire : nous sommes fermement résolus à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'accord de partenariat stratégique que nous avons signé aujourd'hui marque le début d'un nouveau chapitre dans nos relations." Les derniers événements laissent supposer qu'il ne s'agissait pas de simples phrases protocolaires et que le "nouveau chapitre" ouvert suit un plan d'action précis dont la mise en œuvre a commencé.

En effet, la partie qui concerne la coopération militaro-industrielle est véritablement lancée. En 2014-2021 les États-Unis

et la France étaient les principaux partenaires de l'Ukraine en matière d'importations d'armes, mais le Royaume-Uni est venu s'ajouter à la liste en juin 2021. À la lumière des éléments susmentionnés, la mission du destroyer *Defender* dans les eaux de Crimée qui a conduit à l'incident du 23 juin semble faire partie de cette "feuille de route". Une hypothèse étayée par la présence d'un journaliste de la BBC à bord du navire et la publication, par la BBC également, des documents secrets découverts à un arrêt de bus [par un passant, dans le Kent, le 27 juin] et qui dévoilent clairement l'intention des Britanniques : cette action audacieuse a été menée en soutien à Kiev.

Un autre détail a son importance : la temporalité de l'action. Elle a eu lieu une semaine après le sommet entre Poutine et Biden à Genève le 16 juin. L'incident avec le navire de guerre britannique est arrivé à point nommé pour montrer au monde que Londres soutient fermement la position des autorités ukrainiennes, qui sombraient dans la morosité depuis la reprise des relations américano-russes. Sans compter que l'opération en mer Noire n'a pas eu besoin d'être

montée spécialement : le *Defender* a pu remplir sa mission en passant, alors qu'il se dirigeait vers Batoumi, port de Géorgie où devaient se dérouler les exercices militaires Sea Breeze 2021 sous la houlette des États-Unis et de l'Otan.

En six mois à peine, le Royaume-Uni est devenu un acteur majeur de ce processus dont l'Allemagne, la France et les États-Unis étaient jusqu'alors les protagonistes, à savoir la politique de l'Occident vis-à-vis de l'Ukraine. On ne connaît pas encore vraiment les intentions finales de Londres dans ce jeu. On peut faire l'hypothèse que ces initiatives britanniques

↓ Boris Johnson. Dessin de Lutfu Cakin, Turquie.



## La région indo-pacifique en ligne de mire

● L'incident en mer Noire illustre la mise en place d'une nouvelle stratégie diplomatique post-Brexit. Parmi les priorités fixées par le gouvernement de Boris Johnson : renforcer le rôle de la Royal Navy pour contrer les influences russe et chinoise. Cinquante ans après le retrait britannique des bases militaires situées "à l'est de Suez", Londres regarde de nouveau vers la région indo-pacifique, ajoute **The Observer**. "L'attrait pour la zone n'est pas basé sur une quelconque nostalgie impériale, mais plutôt sur des nécessités politiques et économiques, explique l'hebdomadaire. C'est là que se trouve plus de la moitié de la population mondiale et près de 50 % de la production économique à l'échelle planétaire." Désormais en dehors du marché unique européen, le pays cherche "de nouvelles opportunités commerciales", en témoigne sa volonté de rejoindre le traité de libre-échange transpacifique.

visent à rendre à la Grande-Bretagne son statut de puissance mondiale, ainsi qu'elle l'a proclamé après sa sortie de l'UE. Tout ceci suggère que l'activité de Londres concernant le dossier ukrainien va au moins se maintenir, sinon s'amplifier. Cela représente de sérieux risques pour la Russie car on ne peut être certain que l'issue sera toujours aussi pacifique que le 23 juin dernier.

—**Andrei Frolov\***  
Publié le 28 juin

\* Historien, expert auprès du Conseil russe des Affaires étrangères.



ITALIE

# Rome, ville rouverte

Dans la capitale italienne, comme dans le reste du pays, les restrictions liées à la pandémie sont presque toutes tombées. L'écrivaine Melania Mazzucco se promène dans la capitale, où un joyeux vacarme flotte, léger, dans l'air.



IKON IMAGES

—La Repubblica Rome

La disparition du silence a été le premier véritable signal du changement. Pendant quatorze mois, entrecoupés de quelques parenthèses, il montait des rues de Rome des sons peu familiers aux oreilles des citadins. Les crissements de pneus de rares voitures, les voix de passants encore plus rares, la sonnerie lancinante des feux sonores pour malvoyants, le bruissement des vélos de livraison, l'aboïement des chiens enfermés, les cris des mouettes, les sirènes d'ambulances.

Puis en mai, peu à peu, la rumeur de la ville s'est diversifiée. Le roulement de volets, les cliquetis de verres, les bourdonnements de conversations aux terrasses de cafés, le ronflement des camions, le grondement des bétonnières : tous ces bruits sont revenus pour former à nouveau ce murmure de fond qui est la voix distinctive de Rome. Les hommes, les animaux, les choses y perdent leur singularité et se fondent en un chœur monstrueux mais ô combien mélodieux.

J'ai maudit pendant des années des nuisances sonores de Rome

au moins autant que la pollution atmosphérique, mais elles m'ont manqué. Le silence et le calme ne sont pas pour Rome : le vacarme a toujours été son trait spécifique, et ce, depuis le temps du poète Martial qui écrivait : "Ad cubile est Roma" ("J'ai Rome au pied du lit"). Il était exaspéré par le bruit incessant de la ville, qui l'empêchait de dormir. Mais c'était la preuve de la diversité grouillante de la cité, de sa vivacité et, en fin de compte, de sa richesse.

**Une tablée démocratique.** Le deuxième signal a été la transformation du paysage. Rome s'y préparait depuis des mois, mais elle a explosé avec le printemps. Un étranger qui débarquerait dans la capitale en ce mois de juin pourrait croire que les Romains ont réchappé au siège d'un ennemi qui les avait réduits à la famine et à la soif, à manger des lacets de chaussure et à boire de l'eau de pluie. Car les voilà tous assis en extérieur, dégustant, goûtant, dévorant de bons petits plats et sirotant des boissons plus ou moins alcoolisées. Et ce, partout, à toute heure du jour et de la soirée.

Rome qui renaît est une gigantesque tablée démocratique à laquelle n'importe qui peut se joindre. Tables et chaises se sont emparées de chaque coin de rue, du moindre interstice, de chaque recoin, dans tous les arrondissements, tous les quartiers. Et quand elles n'ont plus trouvé d'espace libre, elles ont tout simplement pris d'assaut les trottoirs et les rues et s'y sont installées. C'est le triomphe de la terrasse, des platebandes, des pelouses.

Le désordre visuel qui en découle, le bouleversement objectif et inesthétique ne suscite pas même la réprobation mais une joie bienveillante. Le "tous dehors" - n'importe où, n'importe comment - est la suite logique du "tous dedans". Et si dans les commerces, dans les banques on regarde encore les étrangers avec une pointe de méfiance (car tout le monde connaît quelqu'un en quarantaine, en traitement ou en convalescence à domicile, et les deuils sont encore frais), en extérieur, c'est l'indulgence qui prévaut. Rome a repris son carnaval.

Le va-et-vient des gens transfigure l'espace. Rome paraissait immense quand elle était vide. La foule des passants qui se promènent, se cherchent, se trouvent la rend à nouveau ce qu'elle est. Une métropole tissée de rues étroites, avec trop d'habitants et trop de véhicules que personne ne sait plus où garer et que l'on abandonne n'importe où, au mépris des risques d'amendes. La foule efface le tracé des rues, la géométrie des places ; elle se revendique l'âme de la ville - que ni l'architecture, ni la beauté, ni l'histoire ne peuvent sauver, mais seulement les vivants, qui l'utilisent, l'exploitent, la marquent de leur empreinte. C'est l'une des leçons du Covid. La campagne peut vivre sans l'homme, qui la dispute à la nature, mais la ville n'existe pas sans ses habitants, car elle est seulement le produit de l'homme.

Rome renaît donc dans les bruits, les couleurs, les odeurs : l'effroyable prolifération d'immondes qu'elle régurgite et les chapeliers de poubelles et de containers ne sont pas uniquement le symptôme des problèmes notoires de collecte des ordures, mais le résultat de la reprise (quasi orgiaque) de la consommation.

La ville serait-elle donc guérie ? Convalescente, plutôt :

les cicatrices de la maladie sont encore fraîches. Des centaines de commerces, de bars et d'hôtels n'ont pas rouvert : nombre de vitrines sont blanchies à la chaux, les volets masquent beaucoup de fenêtres, des renoncules jaunes fleurissent dans les interstices des rideaux de fer impunément tagués, et les enseignes des cinémas et des théâtres sont presque toutes éteintes. On sent qu'elles se relèveront, qu'elles se rallumeront - ou qu'elles deviendront autre chose. Rome ne supporte pas le vide.

## Le bruit est la preuve de la diversité grouillante de la ville, de sa vivacité, de sa richesse.

Mais tout individu qui a connu la maladie n'est qu'en partie le même qu'avant. Car, oui, les valeurs anormales deviennent peu à peu normales. L'armée des livreurs (désormais dispersée parmi les voitures, les autobus, les taxis) et des joggeurs (qui semblaient les seuls maîtres de la rue, et l'étaient) est en déroute. Craints, excrétés, et même enviés : ils se fondent maintenant dans la foule des passants, qui les évitent, sans même les remarquer ; et des éléments nouveaux revendiquent de l'espace.

Un, surtout. La trottinette électrique. La pandémie l'a surprise alors qu'elle n'était encore qu'un jouet pour enfants. La fin des restrictions la consacre au rang des transports préférés de la jeunesse triomphante - à laquelle on doit la renaissance sonore et visuelle de la ville (après 20 heures, l'âge moyen des promeneurs reste encore très bas). En mouvement, elle est un symbole du présent : ni rapide, ni lente ; fluide, capable d'accueillir des passagers supplémentaires (comme les vieilles motocyclettes), réfractaire aux règles, tyrannique dans son anarchie mais douce par son design. À l'arrêt - gisant à terre, abattue, piétinée, déjà intégrée au paysage de ruines atemporelles dont Rome abonde - c'est une carcasse, une métaphore ou une mise en garde sur l'avenir qui nous attend si nous ne savons pas nous remettre en chemin.

—Melania Mazzucco  
Publié le 6 juin

↳ Dessin de Sam Brewster, Royaume-Uni.

## Un pays enfin libre (ou presque)

●●● Selon le quotidien économique **Il Sole-24 Ore**, il s'agit d'un des "pas symboliques les plus importants vers le retour à la normalité". Le 28 juin, quelques jours après la France, l'Italie a elle aussi supprimé l'obligation du port du masque en extérieur. C'est l'une des dernières restrictions liées à la pandémie à tomber, après le couvre-feu, qui a pris fin le 21 juin. Pourtant, il y a quelques mois seulement, l'Italie, à l'instar de la France, retournait en confinement une troisième fois, avant de voir la situation épidémique s'améliorer nettement à partir du mois de mai. Désormais, l'obligation du port du masque en intérieur et certaines limites aux rassemblements sont les seules restrictions importantes encore en vigueur dans le pays.

**SOURCE**



**LA REPUBBLICA**

Rome, Italie  
Quotidien, 241 000 ex.  
repubblica.it  
Né en 1976, le titre se veut le journal de l'élite intellectuelle du pays. Orienté à gauche, avec une sympathie affichée pour le Parti démocrate, c'est un des quotidiens les plus vendus en Italie. Le quotidien *La Repubblica* est réputé pour ses grandes "plumes". Le titre propose de nombreux suppléments, dont un hebdomadaire de grande qualité, *Il Venerdì*, qui paraît le vendredi.



france

# Vu de Belgique.

## La France, ce grand voisin si exaspérant

Dès juillet, les autoroutes regorgent de Belges en partance pour l'Hexagone. Et pourtant, lors des compétitions internationales de foot, combien de fois le royaume n'a-t-il pas rêvé de vaincre l'imposant voisin ? Que cache cette relation amour-haine qui nous lie indéfectiblement ?



— La Libre Belgique Bruxelles

Il faut pousser la porte pour le croire. Perdue sur les coteaux du quartier européen de Bruxelles, la maison d'Antoine Wiertz – aujourd'hui musée – est l'antre de la démesure. Peintre belge du XIX<sup>e</sup> siècle, “émule délirant de Michel-Ange et de Rubens”, artiste culotté, pompeux et turbulent, Wiertz a offert au pays des toiles romantiques grandiloquentes, des “gigantesqueries creuses” de plus de 11 mètres de hauteur, s’amusera dans ses ouvrages l’écrivain Patrick Roegiers. On y découvre Patrocle déchiré par les Grecs et les Troyens, on y devine des ébauches de symbolisme, on y goûte surtout l’amour pour le grand, l’héroïsme, l’exaltation, la passion et la gloire.

Car Wiertz fut un romantique comme on n’en fait plus, épris de la Belgique naissante et vexé, profondément vexé par Paris qui se gaussa de son art. Il en tira un pamphlet. “Allons Bruxelles, lève-toi ! Deviens la capitale du monde et que Paris pour toi ne soit qu’une ville de province !” y scandait le peintre, tenaillé entre véhémence, orgueil et chauvinisme ; qui le rendirent sans doute à son insu – et en caricaturant un peu – le plus français des Belges du pays.

Aujourd’hui, Wiertz est mort, Bruxelles est capitale d’une bureaucratie apatride, et le royaume a rangé tout habit de gloire au grenier de ses souvenirs. Et pourtant... un Antoine Wiertz ne sommeillerait-il pas au cœur de chaque Belge, prêt à bondir au moindre duel face à la France ?

“En tant qu’observatrice des relations entre nos deux pays, je reconnais que je suis un peu étonnée par la virulence que prennent certains propos dans le sillage des matchs Belgique-France ces derniers temps, glisse l’historienne de l’université de Liège Catherine Lanneau. Je ne m’en inquiète pas, il s’agit de réactions épidermiques qui retombent vite, mais tout de même : on dirait que quelque chose a changé. La sphère médiatique française est toujours aussi cocardière qu’avant, mais les Belges semblent moins facilement l’accepter.”

Catherine Lanneau fait notamment référence aux propos de journalistes parisiens relativisant au début de l’Euro la qualité des Diables et évoquant le “boulard” (*dikkenek* en bon français) de certains joueurs. Petit royaume autoproclamé de l’autodérision, il n’en a pas fallu davantage pour que le pays entier saute au plafond et sur son clavier.

**Décalage oral.** Si le Belge, touché par le syndrome des réseaux sociaux, semble donc gagner en susceptibilité, les relations avec l’outre-Québécois n’ont jamais été tranquilles, poursuit l’historienne. “Comme toute relation de voisinage, celle qui unit la France et la Belgique est complexe, faite de nuances et d’évolutions, insensibles ou brutales. Le partage d’une langue et d’une culture largement communes avec une partie des Belges accorde également à la France une place particulière, sans pour autant immuniser contre les stéréotypes croisés et les incompréhensions mutuelles.”

Dieu sait pourtant si l’on s’est côtoyés. Sur un champ de bataille, ou au fil de denses relations commerciales, culturelles, politiques et diplomatiques, Belges et Français ont toujours croisé le fer et le gant. Impossible d’ailleurs de retracer ici la ligne du temps de ces relations. Après 1830 cependant, la jeune Belgique encourage “tout ce qui peut différencier le Belge du Français. Il semble indispensable de cultiver une distance. On s’emploie donc à magnifier le passé flamand, l’art flamand – ce terme recouvrant en fait l’art des Pays-Bas dans leur ensemble – tout en diffusant le mythe des ‘occupations étrangères’ (espagnole, autrichienne, française, hollandaise) et en favorisant la ‘légende noire’ de l’époque française.”

Du fait que la France a longtemps lorgné ses provinces, la méfiance reste accrochée aux basques du Belge. Conscient de sa petitesse, il sait qu’il a toujours habité un champ de bataille que se disputaient ses puissants voisins. “Nous ne sommes pas un peuple d’envahisseurs, mais un peuple d’envahis”, soulignait en 2016 dans *La Libre* Piet Chielens, le coordinateur du musée In Flanders Fields.

L’histoire belge est “une histoire extrêmement violente, celle d’une population transbahutée au fil des siècles, notait dans les mêmes pages le journaliste François Brabant. On

peut concevoir que le pays en ait gardé une méfiance viscérale pour les démonstrations de force de quelque autorité que ce soit. L’essayiste Geert Van Istendael parle à ce sujet d’un ‘anarchisme petit-bourgeois’. Sous les dehors du conformisme, les Belges cachent un esprit de rébellion qui tient à la fois de l’égoïsme (‘Je fais ce que je veux, le reste, je m’en fous’) et de la modestie obligatoire (‘Pour qui il se prend, celui-là ?’).”

Il y a l’histoire, certes, il y a aussi la culture qui colore nos relations. À cet égard non plus, le Belge ne peut se défaire de sa grande sœur la France ni de Paris, sa capitale qui règne sans partage sur la culture francophone. Pire : cette grande sœur est une belle-mère scrupuleuse qui fixe la langue de son usage. Avec la périphérie, en retard sur le parler parisien, le décalage est dès lors inévitable. Si le Belge distingue encore oralement “brin” et “brun”, s’il accentue ses *r*, c’est qu’on le faisait à Paris, avant de l’abandonner.

Le français est la langue la plus institutionnalisée qui soit, insiste le spécialiste des sciences du langage Jean-Marie Klinkenberg, dans ses *Petites Mythologies belges* [éd. Les Impressions nouvelles, 2009]. Inévitablement, le Belge parle donc mal. “Comme tous les membres des collectivités francophones périphériques, il croit à son infériorité linguistique. On le lui a dit : il cultive l’à-peu-près, l’à-côté et l’approchant. Il parle un français de frontière, empâté, un peu poisseux, obscène peut-être. [...] Et de fait, je ne connais aucun Belge qui, passant la frontière, ne rajuste discrètement son parler, comme on rectifie son nœud de cravate avant d’entrer dans le bureau du patron.”

Pour comprendre les deux pays, toucher du doigt les différences, François Brabant a roulé sur les 620 kilomètres de frontières qui les distinguent. Il en garde une besace de souvenirs, et de très belles pages, rédigées dans la revue *Wilfried*, dont il est rédacteur en chef.

“Sous le coup de la mondialisation économique et culturelle, la toile de fond entre nos deux pays est de plus en plus identique, il faut le rappeler. Néanmoins, des différences existent. Ainsi, alors qu’aucune géographie

**Conscient de sa petitesse, le Belge sait qu’il a toujours habité un champ de bataille que se disputaient ses puissants voisins.**

particulière ne distingue le village français de son voisin belge situé à 3 kilomètres, je n’ai pu que constater un jetlag d’une heure. Inévitablement, on ne soupe pas à la même heure de part et d’autre de la frontière. C’est frappant de voir à quel point une limite administrative marque de son empreinte la vie concrète des gens. Ces différences relèvent d’un way of life impalpable. Une façon de

se comporter transmise inconsciemment de parents à enfants, d'instituteurs à élèves, de voisins à voisins... Si on filmait des Belges et des Français au restaurant, dans la rue ou au supermarché, on distinguerait une manière d'être, de se poser, d'interagir différente. Comme si les corps ne se tenaient pas de la même façon. Il s'agit de détails à ne pas monter en épingle, sur lesquels il est difficile de placer des mots, mais tout de même... La France est un pays qui ne doute pas de lui-même, il y a donc chez les Français un côté plus direct, plus assuré, plus fin, plus cassant, dur et froid peut-être. Et chez les Belges un côté plus prévenant, plus arrondi, mais aussi un peu engourdi et maladroit. Bruxelles est 'capitale de l'épaisseur', écrivait ainsi Marguerite Yourcenar...

**Désintéressé profond.** Pour le Belge, la France est donc la grande sœur admirée, aimée, dans les bras de laquelle on se jette l'été venu ; la grande sœur si sûre d'elle aussi, un peu agaçante et qui – horreur – ne nous regarde qu'à peine, reconnaît François David, professeur de relations internationales à l'université du Littoral Côte d'Opale. "Ce n'est pas propre à la Belgique – les électors occidentaux ont

### Face aux Français, les Belges cultivent un mélange de complexes, rehaussés, avouons-le, d'un certain orgueil inversé.

un désintéressé profond pour ce qui se passe à l'étranger – mais je pense que la moitié des Français pensent que les Belges parlent tous la même langue. Et très peu savent qu'il s'agit d'un pays fédéral. En réalité, il y a une intériorisation en France de ce que les Britanniques nous ont imposé en 1830, nous intimant l'ordre de ne plus nous mêler de la Belgique..."

Face aux Français, les Belges cultivent dès lors un mélange de complexes, mais rehaussés, avouons-le, d'un certain orgueil inversé. L'orgueil de se croire libres de tout héritage, de se penser "ouverts, accueillants, débouillonnés, de se croire insignifiants, habitants fortuits d'un pays issu du hasard des conflits... [Les Belges] apprécient aussi de rire de leurs puissants voisins aux poses matamoresques", notait le sociologue Christophe Minck en 2016 dans *Le Monde*. Et cela d'autant plus quand leur équipe nationale peut enfin prétendre aux trophées.

Inutile cependant de tirer des conclusions. "En relations internationales, les sentiments fluctuent et ne sont jamais une base certaine", note encore François David. Même d'un point de vue linguistique, les institutions parisiennes valorisent davantage les parlers périphériques qu'auparavant. Sans oublier les nombreux liens entre les deux pays, qui offrent à chacun de cultiver une relation particulière avec le voisin.

"Il faudra voir enfin à quel point la culture numérique atténuera les way of life qui nous distinguent", interroge François Brabant. "En réalité, l'exacerbation des tensions que l'on sent dans le sillage du football [cache] sans doute des relations plus apaisées entre nos deux pays, conclut Catherine Lanneau. Ne fût-ce que d'un point de vue commercial, si les liens avec la France demeurent privilégiés, l'Allemagne et les Pays-Bas sont tout autant sollicités. On a quitté l'ère de la francophilie lyrique pour celle de l'amitié contractuelle. En somme, on pourrait dire que les relations franco-belges ont mûri, qu'elles sont devenues plus adultes, plus égalitaires et, partant, peut-être plus solides."

Certes, mais gare tout de même au prochain penalty litigieux.

— **Bosco d'Otreppe**  
Publié le 28 juin



#### LA LIBRE BELGIQUE

Bruxelles, Belgique

Quotidien

lalibre.be

Ce quotidien est avec *Le Soir* le principal journal belge de langue française. Fondé dans la clandestinité sous l'occupation allemande, en 1915, *La Libre Belgique* (aussi appelée *La Libre*) s'est ouvert à de nouvelles thématiques sans renier ses origines catholiques. Elle appartient au groupe Informations et productions multimédias (IPM), qui détient aussi le tabloïd *DH-Les Sports*.

### Football

## La revanche du "seum"

●●● Cris de joie dans les cafés, coups de klaxon dans les rues, railleries sur les réseaux sociaux... Ce 28 juin, une bonne partie de la Belgique a salué comme une victoire l'élimination de l'équipe de France de foot face à la Suisse à l'Euro, alors que l'équipe belge continuait son parcours (elle ne s'est fait éliminer qu'au tour suivant, face à l'Italie). Il faut dire que cela faisait trois ans que les Belges attendaient ça. Depuis la défaite des Diables rouges en demi-finale du Mondial 2018 face à la France, on les accusait d'avoir "le seum", c'est-à-dire de l'avoir mauvaise. S'ils ne s'étaient effectivement pas montrés particulièrement bons perdants, il faut dire que s'incliner face au grand voisin français – et si près de la finale – était sans doute la pire option possible. Mais tout cela est visiblement terminé, puisque cette fois, les Belges tiennent leur revanche. "Tout se passe comme si, la France éliminée, la Belgique avait réussi son tournoi", observait l'éditorialiste Bertrand Henne le 29 juin dans la matinale de *La Première*, l'une des antennes de la RTBF. Pas toute la Belgique, d'ailleurs, car ce sentiment de revanche s'est manifesté

essentiellement dans la partie francophone, celle-là même qui suit de près les médias ainsi que la vie politique et culturelle française et vit très mal ce qu'elle perçoit comme de la part de ses voisins. Or c'est précisément à cause de cette proximité culturelle que "notre chauvinisme est un chauvinisme de réaction", analyse le journaliste. Chauvinisme de réaction, mais chauvinisme quand même. Car avec l'avènement de sa "génération dorée", qui l'a menée en tête du classement Fifa des meilleures sélections nationales, la Belgique a développé une certaine arrogance, au point d'en arriver à "fêter la défaite d'un rival", regrette Bertrand Henne. Selon lui, le temps "du Belge francophone supporter modeste et humble" est révolu : "Si [la moquerie française après 2018] blesse notre fierté, si cela nous conduit à descendre en voiture faire des tours de ronds-points, alors cela révèle avec une évidence absolue que nous sommes devenus aussi chauvins que les Français. Peut-être bien que, oui, nous avons le boulard."

**GROUPE ESRA DHEC**

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION  
CINÉMA ET TV**

DIPLÔME VISÉ PAR L'ÉTAT À BAC +5

2 ANS D'ÉTUDES M1 - M2

3<sup>ÈME</sup> ANNÉE OPTIONNELLE À NEW YORK

SCANNEZ LE QR CODE

135, avenue Félix Faure  
PARIS 15<sup>ème</sup>  
01 44 25 25 25

WWW.ESRA.EDU

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

6

## L'ENTREPRISE DE LOGICIEL SALESFORCE PARTAGE SIX PROJETS SOLIDAIRES MENÉS PAR SES SALARIÉS.

Chacun d'entre eux bénéficie de sept jours de bénévolat sous la forme de congés : sept jours pour agir et faire évoluer la société. C'est en 1999 que le fondateur, Marc Benioff, crée l'entreprise de solutions pour la relation client (CRM) Salesforce et intègre la philanthropie à son plan de développement : 1 % du capital, 1 % du temps des employés et 1 % des produits sont attribués à des œuvres de charité.

Dans ce sixième volet, découvrez l'association Konexio, qui lutte contre les inégalités numériques.

# Konexio, des formations gratuites contre la fracture numérique

**L'ASSOCIATION KONEXIO FORME GRATUITEMENT AU NUMÉRIQUE LES PLUS VULNÉRABLES. DES BÉNÉVOLES, PARMIS LESQUELS VINCENT LARGILLIERE, EXECUTIVE BRIEFING STRATEGIST AU SEIN DE SALESFORCE, LES ACCOMPAGNENT POUR QU'ILS PUISSENT S'INTÉGRER PROFESSIONNELLEMENT.**

**E**n France, 13 millions de personnes sont exclues du numérique. Pour lutter contre cette inégalité, l'association Konexio, créée en 2016, propose des formations techniques – des plus élémentaires aux plus avancées. Ces formations s'adressent aux réfugiés et aux jeunes en décrochage scolaire ou à tout autre public dit vulnérable ou exclu. Konexio forme également les aidants. Les employés des centres sociaux et des structures d'aide aux publics en difficulté sont en première ligne pour lutter contre la fracture numérique. Une fois formés, ils peuvent par exemple aider les usagers à effectuer leurs démarches administratives dématérialisées.

## DES BASES DU NUMÉRIQUE AU MÉTIER DE TECHNICIEN


Konexio propose plusieurs types de formations. Leur point commun ? Un accompagnement professionnel ou

une réorientation. C'est le cas du programme DigiTous qui est axé sur l'apprentissage du numérique comme étape clé de l'intégration professionnelle. Labellisé Grande École du numérique et Paris Code, DigiTous est une formation intensive de quatre mois et demi avec un accent sur les *soft skills* suivie de quatre à six mois de stage. Les *soft skills* regroupent les compétences relationnelles et non

techniques comme l'anticipation, la projection dans le temps, l'écoute ou encore l'empathie.

Vincent Largilliere, *executive briefing strategist* au Salesforce Innovation Center, participe à ce programme depuis près d'un an. Chaque session dure entre une heure et une heure et demie. Avec deux autres bénévoles, ils se connectent sur une plateforme et leurs visages sont projetés sur écran géant à l'ensemble de la classe. Le cours est divisé en deux temps : une partie théorique et une partie consacrée à l'étude d'un cas pratique. "L'idée est de privilégier l'échange, les discussions, de raccourcir la partie théorique et de laisser la place aux interrogations." Pendant les exercices sur les cas pratiques,





**“En 2020, Konexio a formé 1 300 apprenants au numérique. L’objectif pour 2023 est d’atteindre les 10 000 apprenants.”**

**LA PAROLE À VÉRONIQUE MARIMON,**  
Chief of Staff de Salesforce France

Salesforce parraine depuis 2013 plus de 100 écoles dans le monde. Depuis trois ans, l’entreprise est également partenaire de ParisCode, une initiative de la Mairie de Paris permettant à des jeunes ayant décroché, à des personnes en seconde partie de carrière et à d’autres sans qualifications professionnelles de se former aux métiers du numérique.

L’entreprise a aussi lancé le Club tech qui fédère les entreprises tech de la capitale autour des questions environnementales. Salesforce a fait de l’environnement “une cause personnelle”. Soutien aux associations prônant le changement en faveur de l’écologie, installation d’un système de recyclage de l’eau au sein de sa tour de San Francisco, création de la Benioff Ocean Initiative, sorte d’hôpital universitaire au chevet des océans...

L’engagement de Salesforce dans ce domaine prend différentes formes. En France, l’entreprise a notamment signé la charte Paris Action Climat, incitant les entreprises signataires à adopter une stratégie limitant la hausse des températures à 1,5 °C par rapport à l’ère préindustrielle, alignée avec les ambitions du Plan Climat de Paris.

chaque groupe établit, par exemple, une liste de matériaux, réalise un plan de construction, affecte des rôles, définit les délais, les ressources, le budget, etc.

Lors de la session dédiée à la gestion de projet, les apprenants préparent, en cas pratique, la construction d’un abri de jardin ou d’une place de parking, ou des vacances. Pendant cette session, Vincent Largilliere explique le kanban. “Il s’agit d’une méthodologie agile (et visuelle) de gestion de projet au quotidien qui vise à améliorer les processus. Venue du Japon, elle propose de diviser les tâches à traiter en trois parties : urgent, important et décalé. Tous les matins, il faut définir ces trois parties et comprendre les impératifs, les risques, les tâches à mettre en avant.” Le cadre bénévole partage également l’outil “futur désiré”. “L’idée est de remonter le temps à partir de la cible fixée pour définir ses objectifs et ainsi atteindre le succès. À chaque session, les outils sont adaptés aux thèmes abordés. Nous partageons nos expériences et nous apportons des

réponses aux quinze jeunes apprenants inscrits à chaque session.”

Après une découverte des principaux outils numériques et des *soft skills* nécessaires, les apprenants ont la possibilité de poursuivre le cursus vers une formation certifiante. Ainsi, le programme DigitAll permet, par exemple, d’accéder au titre professionnel de développeur web et web mobile (équivalent bac + 2). Autre option : suivre une formation de technicien supérieur systèmes et réseaux, elle aussi certifiante.

### LE MENTORAT, UN SUIVI PERSONNALISÉ

L’association Konexio propose également aux bénévoles de devenir le mentor d’un apprenant. Chaque semaine, ces binômes échangent et préparent des entretiens, le CV de l’apprenant, sa lettre de motivation et sa présence en ligne sur les réseaux professionnels. Vincent Largilliere a accompagné un apprenant non fran-

cophone qui souhaitait trouver un stage. Ensemble, ils ont refait son CV, lui ont créé un profil LinkedIn et se sont entraînés aux entretiens d’embauche. “Aujourd’hui, avoir un minimum de compétences numériques est devenu un besoin essentiel. Les entretiens ne se font plus en face-à-face, le langage corporel et les intonations de la voix ne sont plus les mêmes. La crise sanitaire a entraîné une avancée de trois à cinq ans en matière de maturité numérique.” Avec ce suivi personnalisé, les améliorations avec l’apprenant sont rapides et visibles. Les questions sont fréquentes, et Vincent Largilliere constate un véritable engagement et un professionnalisme. “En entretien par visioconférence, je conseille d’exagérer les gestes, de demander si le micro et la caméra fonctionnent correctement. En amont, il faut vérifier la lumière, choisir une chaise confortable et montrer un effort vestimentaire. Lorsque le stress est important lors d’un entretien, ces petits conseils sont primordiaux.”



amériques

# Canada. La maison brûle, vraiment!

Alors qu'une vague de chaleur sans précédent continue de frapper l'Ouest canadien, le quotidien québécois *Le Devoir* appelle à sortir du déni climatique et à passer à l'action, comme cela a été le cas face au Covid-19.



— *Le Devoir* Montréal

**L**ytton, petit village de 249 âmes de la Colombie-Britannique, est devenu le 29 juin le triste symbole national de la surchauffe planétaire, avec 49,6 °C au thermomètre, de quoi transformer la capitale canadienne du rafting en désert saoudien.

C'était avant que le hameau soit littéralement englouti par les flammes [le 30 juin], rançon du soleil de plomb qui embrase la région sur son passage, liquéfiant des neiges qu'on croyait éternelles.

Tout un paradoxe que Lytton, berceau de la ruée vers l'or, soit devenu la victime impromptue, cent cinquante ans plus tard, d'une

quête effrénée pour toujours plus de richesses. Canari dans la mine d'un climat en ébullition, Lytton suffoque aujourd'hui pour cause de surconsommation planétaire.

Lytton détient aussi un autre triste record : celui hérité du romancier victorien Edward Bulwer-Lytton (de qui la ville tient son nom), considéré comme

l'auteur de la pire phrase introductive de tous les romans de la littérature anglophone : *"It was a dark and stormy night"* ["C'était une nuit sombre et orageuse"]. Une phrase devenue quasi prophétique pour ce village aujourd'hui calciné, plongé en plein scénario catastrophe.

Pendant que l'ouest du Canada grille sous le soleil, quelque 400 000 habitants de Madagascar subissent la première vraie famine directement attribuable au dérèglement climatique, annonçait cette semaine le Programme alimentaire mondial (PAM). Privés de récoltes par une sécheresse sans fin, des milliers de Malgaches en sont réduits à manger des feuilles, des cactus et des insectes pour survivre.

**Pire que le Covid-19.** Le réchauffement climatique n'est plus de la science-fiction, calcinant sur son passage de lointains pays. Le feu couve aussi à notre porte. En une fin de semaine, 230 personnes ont succombé aux coups de chaleur en Colombie-Britannique, le plus souvent des personnes vulnérables, sans moyens pour se mettre au frais dans des chambres d'hôtel chics. Même les cliniques de vaccination contre le Covid-19 ont été fermées ou délocalisées et les vaccins, reportés. Comme quoi une urgence en éclipse rapidement une autre.

"Nous sommes en plein dedans !" disait cette semaine Michael Wehner, climatologue de l'Université de Californie à Berkeley. "Les changements climatiques ne sont pas un problème des générations futures, mais de demain."

Plus de 230 morts en quelques nuits torrides, c'est plus pour ce coin de pays que le bilan total des décès dus au Covid-19 au Canada la dernière semaine de juin (119). Pour "aplatir la courbe" d'Horacio [en référence à Horacio Arruda, directeur national de la Santé publique du Québec] et conjurer la courbe mortelle de la pandémie, des millions de citoyens ont consenti à s'enca-baner pendant des mois, à endurer le masque en public, à faire fi des soupers entre amis, des sorties au restaurant, des concerts et autres nourritures culturelles.

Pour contenir le mercure qui achève de transformer leurs villes

☞ **L'incendie de Sparks Lake, au Canada, le 29 juin.**

Photo BC Wildfire Service/AFP

en *pretto* [autocuiseur], comment comprendre que la même population reste dans le déni ?

"Les gens ont vu le virus comme une menace directe et personnelle à leur sécurité, alors que, pour la majorité, le réchauffement climatique demeure une menace diffuse", m'expliquait cette semaine le Dr Simon Donner, expert du climat et professeur de géographie à l'Université de Colombie-Britannique.

Or le tribut à l'escalade climatique, déjà énorme en matière de santé et de décès, est appelé à grossir, ajoute-t-il. Déjà, en 2018, une étude chiffrait à 7 100 le nombre de vies humaines perdues au Canada en raison de la chaleur et de la pollution générées par les gaz à effet de serre.

"Le problème, c'est que ce réchauffement se produit beaucoup plus vite que notre capacité à nous y adapter. Il faut redessiner nos maisons, nos bâtiments, pour créer des refuges de fraîcheur", martèle cet expert de Vancouver, où le tiers des maisons sont dépourvues de climatiseurs. "Les vagues de chaleur sont encore perçues comme des événements isolés et temporaires", déplore-t-il. Pas si isolés, puisque l'ONU prédit qu'à compter de 2030 la mijoteuse atmosphérique entraînera 250 000 morts directes par an. Et, pour rappel, cette surchauffe sera deux fois plus rapide au Canada qu'ailleurs dans le monde.

**"Pour la majorité, le réchauffement climatique demeure une menace diffuse."**

Simon Donner,  
GÉOGRAPHE

Plus meurtriers que les ouragans, les tornades et les inondations réunies, les sursauts du climat sont vite oubliés. Pas de débris, pas d'arbres arrachés, pas de blessés. Juste des morts invisibles, anonymes. Beaucoup moins d'impact qu'une grand-mère happée par un virus dans un CHSLD [l'équivalent des Ehpad en France] près de chez vous.

Pour Tobias Grosch, psychologue en développement durable, les injonctions morales face aux dérèglements climatiques ne font pas le poids avec le pragmatisme qui conforte chaque jour les humains dans le maintien

# **PARTICIPER À LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS BANGLADAISES**



**SOLIDARITÉS  
INTERNATIONAL**

**Le Bangladesh est en proie  
à des catastrophes naturelles  
et à des changements  
climatiques récurrents.**

**Les populations locales doivent  
donc constamment s'adapter  
à ces bouleversements brutaux.**

**Afin de renforcer leur capacité  
de résistance aux chocs,  
SOLIDARITÉS INTERNATIONAL  
y met en œuvre des programmes  
de soutien à l'agriculture  
et d'aides à l'emploi offrant  
une sécurité alimentaire aux familles.**

**POUR SOUTENIR  
NOS ACTIONS AUPRÈS  
DES PLUS VULNÉRABLES,  
FAITES UN DON SUR  
[SOLIDARITES.ORG](https://solidarites.org)**



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



d'habitudes délétères pour le climat. Pendant toute la pandémie, les "covidiotis" ont été mis sur le gril, quid des idiots du climat ? Surconsommation, commodité de "l'autosolo" et promesses de grillades carnées pèsent toujours plus lourd dans la balance que la menace éventuelle de rôtir au soleil, croit ce psychologue.

Seul l'égoïsme pourra nous sauver du barbecue collectif qui attend l'humanité, croit aussi Pierre-Olivier Pineau, professeur à HEC Montréal et spécialiste de la transition énergétique. "Les gens sont profondément individualistes, et ni les institutions ni les politiques gouvernementales ne les poussent à agir autrement", dit-il.

Comme pour contrer un virus, agir pour le salut de son nombril ou de son portefeuille pourrait s'avérer beaucoup plus convaincant pour s'attaquer à l'emballage du climat, conclut cet expert.

Longtemps jugé imbuvable par le patronat, le télétravail, forcé par la pandémie, est maintenant loué par gouvernements et employeurs, qui épargnent ainsi des millions. "Money talks", comme diraient les Chinois. Moins de transports, moins de stress, moins de dépenses. Des légions de travailleurs sont prêts à faire une croix sur le "métro-boulot-dodo". L'agence Bloomberg publiait cette semaine un palmarès des pays les plus "résilients" face au Covid-19. Les meilleurs élèves sont ceux fonçant le plus vite vers un retour "à la normale", calculé à l'aune du nombre de passagers aériens, de la reprise de vols internationaux et du minimum de restrictions en place pour brider l'économie.

Champions en titre : les États-Unis. Avec plus de 600 000 morts au compteur et des dépenses pandémiques de 16 000 milliards de dollars, on aurait pu

se garder une petite gêne côté résilience. "Comme pour le télétravail, il n'y aura pas de retour 'à la normale' dans certains domaines après la pandémie, mais un retour vers une vie différente", insiste Pierre-Olivier Pineau. On a tous profité de la vie en ville avec moins de voitures, moins de pollution,

## Réactions. Un avant-goût de l'avenir

●●● Les scientifiques craignent que la crise climatique n'ait atteint une nouvelle dimension avec le dôme de chaleur qui accable l'Ouest américain et canadien. "Nous savions que ces extrêmes allaient arriver, confie au **Washington Post** la climatologue Katharine Hayhoe, de la Texas Tech University. La souffrance vient du fait que nous n'avons pas assez tenu compte des signaux d'alerte." Pour le **Guardian**, ce phénomène "est un avertissement : de plus en plus d'endroits dans le monde seront bientôt trop chauds pour les humains", et "sans un effort mondial immédiat, les zones inhabitables continueront de croître". Natalie Desell, météorologue auprès du

ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, a confié à la chaîne **CTV News** : "Le réchauffement climatique, c'est réel. Malheureusement, nous le vivons déjà. Ce n'est pas l'avenir, c'est maintenant." **Le Devoir** se montre lui très inquiet : "La vague de chaleur nous offre une plongée vers un avenir très proche. Les morts de la Colombie-Britannique, le désespoir des ménages qui s'accrochent à leur air conditionné comme si leur vie en dépendait, les difficultés de la sécurité civile pour répondre à une crise dont l'ampleur n'a d'égale que la vitesse, l'impossibilité de dompter les forces de la nature dérégulée : voici l'avenir que nous léguons à nos enfants."

moins de dépenses. Limiter les émissions de gaz à effet de serre avec un niveau de vie équivalent, mais totalement différent, ce sera difficile, mais c'est tout à fait possible." Alors que le dôme de chaleur achève de transformer les Prairies [dans l'ouest du pays] en marmite, le Dr Donner croit que l'humanité est plus que jamais dans l'eau chaude : "Abaisser nos émissions de gaz à effet de serre est la seule façon de réduire et de prévenir de telles catastrophes. La pandémie a montré que les individus ne peuvent combattre seuls un problème mondial, mais que la population est prête à suivre si les gouvernements font leur travail et donnent la direction. Il faut donc que les gouvernements agissent. Maintenant."

Chaud devant !

— Isabelle Paré  
Publié le 2 juillet

ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, a confié à la chaîne **CTV News** : "Le réchauffement climatique, c'est réel. Malheureusement, nous le vivons déjà. Ce n'est pas l'avenir, c'est maintenant." **Le Devoir** se montre lui très inquiet : "La vague de chaleur nous offre une plongée vers un avenir très proche. Les morts de la Colombie-Britannique, le désespoir des ménages qui s'accrochent à leur air conditionné comme si leur vie en dépendait, les difficultés de la sécurité civile pour répondre à une crise dont l'ampleur n'a d'égale que la vitesse, l'impossibilité de dompter les forces de la nature dérégulée : voici l'avenir que nous léguons à nos enfants."

# 8000

**C'EST LE NOMBRE DE DÉCÈS** potentiellement liés à la chaleur dans la région, sur lesquels enquêtent les autorités de l'Oregon, de Washington et de l'Ouest canadien, indique **The Washington Post** dans un article du 3 juillet. Le titre y voit "un signe qui démontre à quel point la crise climatique est devenue dangereuse - et à quel point elle peut s'aggraver".

# La vague de chaleur, effet du réchauffement climatique

Si le dérèglement du climat n'est pas désigné comme la seule cause de la canicule, il est pointé du doigt comme le facteur qui l'a accentuée.

**L**e 29 juin, à Vancouver, dans la province canadienne de Colombie-Britannique, le thermomètre a dépassé 49 °C, du jamais vu à cette latitude. Et les conséquences sont sévères : entre le 25 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, près de 719 décès ont été enregistrés dans la province, un nombre trois fois plus important que la normale, indiquait Lisa Lapointe, coroner [médecin légiste] en chef, dans un communiqué le 2 juillet. Sans parler du village de Lytton, dévoré par les flammes le 1<sup>er</sup> juillet.

Ces températures extrêmes sont "le résultat d'une vaste zone de haute pression connue sous le nom de 'dôme thermique'", rappelle le **Washington Post**. Une masse d'air chaud en provenance du Mexique s'est retrouvée piégée par des anticyclones, qui l'ont ramenée vers le sol tout en la réchauffant encore plus. "L'air réchauffe l'atmosphère et dissipe la couverture nuageuse. L'angle d'ensoleillement élevé en été, combiné à un ciel sans nuage, réchauffe à son tour la surface", détaille le quotidien américain. Si ce type d'événement est classique dans cette région en été, les caractéristiques de celui qui sévit en ce moment sont en revanche exceptionnelles : ce dôme est inhabituel par son intensité, sa taille, et sa présence à la mi-juin, indique au **Washington Post** Alex Tardy, du service météorologique national des États-Unis.

Est-ce là un effet du réchauffement climatique, comme l'a affirmé le président des États-Unis Joe Biden le 29 juin ? Pour Michael Palecki, chef de projet scientifique au sein de l'Agence nationale d'observation océanique et atmosphérique (Noaa), il n'y a pas de doute. "Nous voyons vraiment

les empreintes du changement climatique ici", indique-t-il dans le magazine allemand **Der Spiegel**.

Interrogée par le **New York Times**, Karin Bumbaco, climatologue à l'université de Washington, est plus mesurée. Selon elle, tout lien définitif avec le changement climatique ne pourrait être démontré que par un type particulier d'analyse, appelé "étude d'attribution". Cela dit, "je pense que l'on peut sans risque blâmer l'augmentation des gaz à effet de serre pour au moins une partie de cet événement", ajoute-t-elle.

De nombreux scientifiques abondent dans ce sens : "Vous auriez du mal à trouver des indicateurs de vagues de chaleur qui ne s'aggravent pas avec le réchauffement climatique", confie au **Washington Post** Jane Wilson

Baldwin, chercheuse à l'observatoire terrestre Lamont-Doherty de l'université Columbia. Selon elle, l'augmentation de l'intensité et de la durée des vagues de chaleur est "particulièrement claire".

En France, le climatologue Christophe Cassou - auteur du prochain rapport du Giec - déclare sur Twitter que "le réchauffement climatique lié aux activités humaines ne crée pas de nouvelle dynamique, il en amplifie les effets". Selon lui, l'Europe occidentale pourrait elle aussi connaître un jour ce type d'événement climatique extrême.

Eric Holthaus, journaliste pour le site militant **Grist** et météorologue de formation, n'hésite pas, quant à lui, à parler d'urgence de santé publique. "La vague de chaleur sans précédent qui sévit dans le nord-ouest du Pacifique risque de devenir la nouvelle norme si nous n'agissons pas maintenant", alerte-t-il dans un billet écrit pour le **Guardian**.

— **Courrier international**



Revue de presse

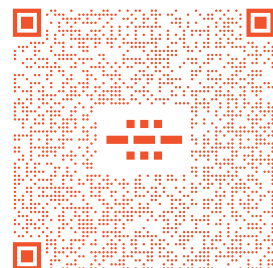
A photograph of a rescue team in an orange zodiac boat on the sea. Three crew members in helmets and life jackets are visible. One person is being rescued from the water. The scene is set against a bright, clear sky and blue sea.

**RÉPONDEZ À CE**

**SOS**  
... ..

**SOS**  
MEDITERRANEE

Votre don est vital  
pour sauver des vies.  
[don.sosmediterranee.org](http://don.sosmediterranee.org)



## CHILI

# 365 jours pour écrire un nouveau pays

Les 155 constituants chiliens, élus au suffrage universel, ont désigné comme présidente une Indienne mapuche. Ils ont un an pour rédiger un nouveau texte en partant d'une page blanche.



—El País América  
(extraits) Mexico

La convention constitutionnelle chilienne de 155 membres, qui aura en tout et pour tout trois cent soixante-cinq jours pour rédiger une nouvelle Constitution, a commencé à siéger dimanche 4 juillet. Elle a élu à sa présidence une Indienne mapuche, l'universitaire Elisa Loncon, 58 ans [lire ci-contre]. Son élection constitue un signal politique fort en direction des femmes, dans un organe paritaire composé de 77 femmes et de 78 hommes – un résultat obtenu grâce au mouvement féministe. Et c'est aussi un geste en faveur des peuples indigènes, jusqu'à présent exclus des décisions de l'État, notamment du peuple mapuche, qui est confronté à un conflit historique pour les terres dans la région de l'Araucanie.

Après avoir appris sa désignation, la présidente de la convention a brandi un drapeau mapuche et ses premiers mots ont été dits en mapudungun, la langue des Mapuches. "Un grand salut au peuple chilien, depuis le Nord jusqu'à la Patagonie, depuis la mer jusqu'à la cordillère", a lancé Elisa Loncon dans la première partie de son discours, avant de revenir à

l'espagnol. La présidente a assuré que l'organe dont elle prenait la tête "transformera le Chili en un pays plurinationnel, interculturel", et elle a lancé un appel à la sauvegarde "de la Terre Mère et des eaux", l'une des principales revendications des peuples indigènes. "Ce rêve est le rêve de nos ancêtres, a-t-elle poursuivi. Il est possible, mes frères et mes sœurs, mes chers camarades, de refonder le Chili." Elisa Loncon a obtenu 96 voix, avec le soutien des autres élus des peuples autochtones – Aymaras, Rapanuis, etc. –, des socialistes et du Frente Amplio (gauche), auxquels sont venus s'ajouter, au

deuxième tour, les conventionnels du Parti communiste et de La Lista del Pueblo [La Liste du peuple], de gauche radicale anti-capitaliste et antisystème.

La convention est donc composée de 155 membres, élus les 15 et 16 mai – avec un taux d'abstention de 57% cependant. La parité hommes-femmes y est respectée comme jamais auparavant dans le monde. Deuxième particularité de cette convention, 17 sièges sont réservés aux 10 nations indigènes, la plus grande proportion jamais prévue dans une assemblée de ce type.

Dans un contexte où la droite est isolée, le centre gauche exsangue et où les indépendants ont effectué une forte percée, les constituants vont avoir un an pour rédiger un nouveau texte qui permette au Chili de surmonter la crise politique, institutionnelle et sociale qu'il traverse, crise qui compromet la marche du pays vers le développement. Ce 4 juillet est donc une date historique, qui ouvre pour le Chili une année importante et complexe. Les constituants, venus d'horizons divers, très atomisés, et avec une droite très diminuée, vont devoir s'entendre sur une nouvelle Constitution. Celle-ci sera soumise à un référendum au deuxième semestre de 2022.

Pour arriver à ce dimanche 4 juillet, il aura fallu un long processus. La Constitution actuelle date de 1980, elle a été promulguée en pleine dictature d'Augusto Pinochet, même si, officiellement, la Loi fondamentale était revêtue de la signature du socialiste Ricardo Lagos, qui, en 2005, a retouché certaines des clauses autoritaires du texte. Depuis la fin des

La présidente de la convention chilienne, Elisa Loncon, avec un drapeau mapuche, le 4 juillet à Santiago. Photo Javier Torres/AFP

Elisa Loncon

années 1980, la Constitution en vigueur a fait l'objet de plus d'une cinquantaine d'amendements, tant vers la fin de la dictature que lors des gouvernements démocratiques ultérieurs. En octobre 2019, quand la démocratie chilienne a été ébranlée par des révoltes sociales, la classe politique dans son ensemble a trouvé une issue institutionnelle au conflit en proposant l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Le Chili va maintenant se redéfinir sur des questions fondamentales. La convention va débattre du régime politique et du système de gouvernement, car il existe un certain consensus quant au fait que le présidentielisme à la

## La Constitution nouvelle fera l'objet d'un référendum à la fin de 2022.

chilienne – exacerbé, y compris dans le contexte latino-américain – a montré ses limites face aux révoltes d'octobre 2019. Seront également examinées la décentralisation et la régionalisation, sachant que le Chili reste un État très centralisé autour de la capitale, Santiago.

Les constituants devront s'entendre sur différentes questions concernant les peuples indigènes, comme leur reconnaissance officielle par la Constitution ou la plurinationnalité. Il s'agit d'un enjeu essentiel, étant donné les relations problématiques qui ont toujours existé entre le peuple mapuche et l'État chilien, qui maintiennent depuis près de deux siècles l'Araucanie dans une situation de conflit avec Santiago.

Cette professeure de linguistique à l'université de Santiago âgée de 58 ans est titulaire de trois doctorats, au Chili bien sûr, mais aussi au Mexique et aux Pays-Bas. Les 15 et 16 mai, elle a été élue avec six autres membres de la liste Peuple mapuche (17 sièges sur 155 avaient été réservés aux dix peuples autochtones chiliens). Elisa Loncon est née dans une famille pauvre de la région de l'Araucanie, celle du peuple mapuche. "Elle a appris à lire à l'âge de 17 ans", affirme le site **Ex-Ante**, qui précise : "Son histoire autant que sa carrière et son travail en faveur des peuples traditionnels lui valent le respect de plusieurs membres de la convention." Militante des droits des peuples indiens, elle affirmait peu avant son élection : "Le dialogue avec nous est possible, nul ne doit avoir peur. Je lance un appel à nous affranchir de nos préjugés et à nous traiter tous, les uns les autres, sur un pied d'égalité."

L'assemblée constituante discutera également du modèle de développement économique, de l'avenir d'institutions comme le Tribunal constitutionnel, du modèle d'État – les droits économiques et sociaux sont des débats brûlants – et de sujets particulièrement sensibles pour les marchés, comme l'autonomie de la banque centrale.

—Rocío Montes  
Publié le 4 juillet

## Trente-deux ans après Pinochet, le Chili entame un autre cycle

●●● Avec l'entrée en fonction de son assemblée constituante, le Chili entre dans "un nouveau cycle", comparable à celui de mars 1990, estime Héctor Soto, chroniqueur du quotidien de Santiago **La Tercera**. En effet, le 11 mars 1990, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin a été investi à la présidence : c'était le premier président élu démocratiquement depuis

le coup d'État d'Augusto Pinochet, en 1973, point de départ d'une sinistre dictature qui dura près de vingt ans. Depuis, trente-deux ans se sont écoulés, "et beaucoup de Chiliens ont le sentiment que leur pays vit une refondation [...]". Dans la vie d'une nation, trente-deux ans, ce n'est rien. Et pourtant, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts", écrit Héctor Soto. Un niveau de vie en augmentation, plus de

pluralité et de diversité dans la société chilienne... Mais aussi la cherté de l'éducation et l'augmentation des inégalités. Si la convention signifie donc un nouveau départ, les débats et "l'état d'esprit politique" ne sont plus du tout les mêmes, selon le chroniqueur. "En 1990, le pays s'est retrouvé avec enthousiasme autour des idéaux démocratiques [...]". Les gens avaient confiance dans la capacité de la démocratie

à libérer les énergies et les possibilités qui avaient été étouffées sous la dictature." Aujourd'hui, la situation serait tout autre : "La modernisation que le système a engendrée est ignorée par tout un pan de la population – d'une part, en raison de la répulsion que le capitalisme inspire à cette frange du pays, et d'autre part, du fait que sa rancœur contre les élites a remis en question la démocratie représentative."





afrique

↳ Le sapeur Gael Japon lors d'une performance, le 10 février 2021 à Kinshasa.  
Photo Justin Makangara/Fondation Carmignac



Éponge et seau d'eau à la main, quelques adolescents maigrichons s'activent pour faire briller les voitures tandis que cinq étages plus haut leurs propriétaires profitent de la fraîcheur nocturne pour parler affaires en se délectant de mezzé libanais, le tout copieusement arrosé de champagne ou de whisky importés d'Europe.

**“Kinshasa, c'est comme New York, c'est la ville de tous les possibles.”**

**Yves Kabongo,**  
HOMME D'AFFAIRES

“Kinshasa, c'est un peu comme New York, c'est la ville de tous les possibles”, lance Yves Kabongo, regard pétillant, chemise de marque et montre étincelante au poignet : chaque détail de son apparence témoigne avec insolence de sa réussite. À 47 ans, il fait partie de cette génération de “repats” congolais, rentrés au pays pour y investir, après de longues années passées à l'étranger. Né à Kinshasa dans une famille de douze enfants, il a émigré au Canada à l'âge de 18 ans et intégré un an plus tard l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal, grâce à une bourse de la Banque nationale du Canada, qui l'a embauché directement après l'obtention de son diplôme. Sa carrière s'envole.

Puis, un jour, il décide de tout plaquer pour retourner en RDC. C'était en 2004. Le pays se relève à peine de deux guerres successives, la première (1996-1997) et la deuxième guerre du Congo (1998 à 2003), qui ont fait plus de 5 millions de morts selon les estimations. L'instabilité politique est à son comble : trois ans plus tôt, le président Laurent-Désiré Kabila est assassiné par son garde du corps à Kinshasa, remplacé par son fils, Joseph, alors âgé de 29 ans. Les investisseurs congolais comme étrangers fuient le pays, mais Yves Kabongo flaire l'opportunité : “C'est du chaos que naît l'ordre, articule-t-il avec assurance, en allumant un cigare. Et comme on dit dans le monde des affaires : no risk, no reward.”

Avec l'aide de son parrain, employé à la Miba, l'une des plus grandes sociétés minières du

### CET ÉTÉ, CAP SUR LES VILLES AFRICAINES

En 2050, c'est-à-dire demain, l'Afrique hébergera un quart de la population mondiale. Et la majorité de ses habitants vivra dans les villes. Lagos, Nairobi, Abidjan... figureront bientôt parmi les plus grandes mégapoles du monde. Cités de nombreux très pauvres et de quelques très riches, théâtre de la débrouille et des mille possibles, elles sont aussi fascinantes que repoussantes et seront au centre du monde de demain. **Cet été, Courrier international vous emmène dans certaines d'entre elles : Kinshasa, Addis-Abeba, Kampala, ou encore Khartoum...**

## RDC. Kinshasa, la cité magnétique

Troisième plus grande ville d'Afrique et première ville francophone du monde, la capitale congolaise est aussi bouillonnante qu'insaisissable. Des dizaines de milliers de personnes s'y installent chaque année malgré la pauvreté, gonflant des quartiers déjà saturés et cédant aux sirènes d'une ville devenue mythe.

— **Le Temps** (extraits)  
Lausanne

**L**e visiteur qui se rend à Kinshasa pour la première fois découvre généralement la ville de nuit, car les vols internationaux atterrissent presque tous tard dans la soirée. En sortant de l'aéroport de Ndjili, il se retrouve immédiatement plongé dans une quasi-obscure : la seule route qui mène au centre-ville est mal éclairée et les coupures d'électricité sont fréquentes.

Le long du chemin, quelques silhouettes furtives se détachent et

s'évanouissent aussitôt qu'elles sont apparues. Ça et là, de petits tas d'ordures en combustion dégagent d'épais voiles de fumée et une lumière rouge qui permet de distinguer les contours de certaines façades aux couleurs délavées. Mais pas le temps de regarder autour de soi : le regard du voyageur est brutalement redirigé vers la chaussée qui, rongée par l'humidité, s'affaisse, et donne naissance à d'immenses cratères que seuls les conducteurs aguerris savent éviter. Au bord de la route, les carcasses de voitures accidentées sont laissées à l'abandon.

Après une vingtaine de kilomètres, la ville change subitement de visage : les rues s'éclairent, les bâtiments grandissent, les routes s'élargissent. De tous les côtés, des enseignes tapageuses attirent l'œil : restaurants et hôtels de luxe, supermarchés à l'occidentale et bâtiments administratifs se succèdent le long du boulevard du 30-Juin, l'une des principales artères de la capitale congolaise.

Au pied d'un immeuble flamboyant neuf de dix étages, d'imposantes jeeps aux vitres fumées sont garées sous la surveillance d'une demi-douzaine d'officiers de sécurité aux uniformes élimés.

pays, il lance un fonds d'investissement, fait faillite trois fois. Les tracasseries du quotidien l'exaspèrent : le retard systématique des employés, les bouchons interminables, les coupures d'eau et d'électricité à répétition. Celles-ci deviendront finalement une source d'inspiration pour son tout dernier projet d'investissement : une centrale hydroélectrique sur le fleuve Congo pour approvisionner le secteur minier.

Sur le papier, Kinshasa et la RDC ont tout pour devenir un eldorado. Le pays possède les premières réserves mondiales de coltan, un minerai essentiel pour la fabrication des smartphones. Grâce au fleuve Congo, il pourrait aussi fournir jusqu'à 40 % des besoins en électricité de l'Afrique, selon certaines estimations. Malgré tout, la RDC stagne péniblement à la 183<sup>e</sup> place sur 190 du classement de la Banque mondiale, qui dénonce d'année en année l'opacité du climat des affaires et la corruption omniprésente.

Il est presque 18 heures. Sur le boulevard, les taxis jaunes cabosés et les minibus en fin de vie forment des lignes de plus en plus longues, la circulation est presque à l'arrêt. Les esprits s'échauffent, les klaxons fusent. Autour des voitures, une nuée de vendeurs ambulants, les chayeurs, proposent aux conducteurs excédés de "Peau pure" vendue dans des sachets en plastique. Tous espèrent récolter quelques billets avant la tombée de la nuit, pour calmer la faim et regagner ensuite les quartiers périphériques, loin, très loin de l'opulence du centre-ville.

La capitale congolaise est séparée en deux par une frontière invisible aux visiteurs mais gravée dans l'esprit et le vocabulaire de tous les Kinois. D'un côté, la commune de La Gombe, avec ses villas cossues et ses grands immeubles. Construite de part et d'autre du boulevard du 30-Juin, en bordure du fleuve, c'est l'ancien quartier colonial, devenu le centre des affaires, là où se concentrent la plupart des institutions du pays, des banques et des grandes entreprises.

Au-delà du célèbre boulevard, c'est la "Cité", chaotique et tentaculaire, avec ses routes défoncées, ses constructions anarchiques et ses rues poussiéreuses, jonchées



Repères

**Capitale de la République démocratique du Congo,** pays aussi immense qu'un continent, Kinshasa est la troisième ville d'Afrique. On estime sa population à environ **15 millions d'habitants**, mais certains

experts parlent de 18 millions, voire plus. Cependant, aucun recensement récent n'est disponible. Elle est aussi la première mégalopole francophone d'Afrique. Outre **le français**, on y parle de nombreuses langues - on estime que des personnes de 450 ethnies y vivent - dont **le lingala, le swahili ou le kikongo**, d'où elle tire son nom. Kinshasa veut dire "la ville du sel". Elle prit ce nom en 1966 après avoir acquis son indépendance des colons belges qui l'appelaient Léopoldville. Face à elle, de l'autre côté du fleuve Congo, se trouve Brazzaville, la capitale de l'autre Congo, qui fut lui colonisé par la France jusqu'en 1960.

de déchets. Personne ne sait vraiment combien d'âmes y vivent. De 500 000 au moment de l'indépendance en 1960, on compte désormais à Kinshasa un peu plus de 14 millions d'habitants selon l'ONU. Certains urbanistes parlent de 15, voire 18 millions. Le dernier recensement date de 1984 et, depuis, Kinshasa ne cesse de s'étendre.

Peu importent les galères du quotidien : les nouveaux Kinois ont les yeux qui brillent. Il leur semble que la réussite n'a jamais été aussi proche, même si les richesses qu'ils côtoient leur sont bien souvent inaccessibles, concentrées dans les mains d'une petite minorité. À l'instar des Américains, les Congolais adorent les histoires de réussite fulgurante : comme celle de ce vendeur de rue, "Jimmy En Tout Cas", remarqué il y a trois ans par une chaîne de divertissement grâce à une chanson qu'il chantait sur les marchés pour attirer les passants. Du jour au lendemain, il se retrouve invité sur tous les plateaux télévisés et sa chanson deviendra même le générique d'une émission.

"On se raccroche à des exemples de réussite, ces gens partis de rien", déclare Alesh en sirotant un milkshake dans un café huppé du centre-ville. Le jeune chanteur débarque à Kinshasa en 2010, des rêves plein la tête. Il a 25 ans, a fait ses premières armes dans les salles de concert de Kisangani, la troisième ville du pays, dans le nord-est de la RDC. Son rêve : percer sur la scène kinoise, marcher sur les traces de Koffi Olomidé et de Papa Wemba, les grands noms de la musique congolaise.

Dix ans plus tard, il est l'un des rappeurs les plus en vogue du pays : ses chansons cumulent des centaines de milliers de vues sur YouTube et il se produit même en Europe et aux États-Unis. "J'ai eu de la chance, confie-t-il, je connais beaucoup d'artistes qui ont abandonné."

Encore aujourd'hui, il peine pourtant à vivre de sa musique : "Je suis obligé d'avoir d'autres activités à côté", explique-t-il. Comme certains musiciens de sa génération, il pourrait aller tenter sa chance à Abidjan ou en Europe, là où l'industrie musicale est plus développée. Mais il ne quitterait

Kinshasa pour rien au monde : "Je ne saurais pas faire de la musique ailleurs. Ici, je suis inspiré."

C'est un des nombreux paradoxes de Kinshasa. Ville bruyante, polluée et sale, elle repousse autant qu'elle attire, dégage une énergie presque irrésistible. Kinshasa ne laisse jamais indifférent. Ses multiples surnoms en témoignent : "Kin la belle" pour certains, "Kin la poubelle" pour d'autres. Elle est aussi tantôt "Kin Kiese" ("Kin la joie") ou "Kin Kiadi" ("Kin la tristesse").

Dans les années 1960, c'était "Poto Moyindo", "l'Europe noire". Les grands artistes de l'époque, Franco Luambo, Tabu Ley Rochereau ou encore Grand Kallé, les pères de la rumba congolaise, chantent alors les louanges d'une ville qui baigne encore dans l'euphorie de l'indépendance : on y trouverait les meilleurs plats du monde, les plus belles femmes. Kinshasa est la ville de tous les possibles, la ville de l'ambiance où tout Congolais qui se respecte doit avoir mis les pieds au moins une fois dans sa vie. Kinshasa séduit et ensorcelle.

"Ce qui attire les gens à Kinshasa et ce qui les fait rester, c'est tout ce qui a trait au plaisir", analyse Adelin Nsitu, professeur de psychiatrie à l'Université de Kinshasa. Les ultra-riches ont le champagne - la RDC en est d'ailleurs le quatrième importateur d'Afrique. Les autres s'entassent dans les nganda, les bars-terrasses traditionnels. On en trouve à tous les coins de rue : il suffit de quelques chaises en plastique et d'une enceinte pour jouer les dernières chansons à la mode. Les plus populaires se trouvent à Bandalungwa, ou tout simplement "Bandal", le quartier de la fête par excellence, ce qui lui vaut d'ailleurs le surnom de "Petit Paris".

"On s'y retrouve pour partager un verre, explique Adelin Nsitu, mais surtout pour y trouver un peu de chaleur humaine. On se sent près de l'autre." Un plaisir momentané, vite consommé et presque aussi vite oublié, mais que l'on cherche à retrouver dès le lendemain : "C'est comme un dopage : les Kinois vivent dans une crise sociale et économique depuis plus de trente ans. Les gens ont besoin de quelque chose pour tenir, même si ce n'est qu'une illusion", conclut le professeur.

Bitu Dorcas, elle, n'a pas encore l'âge pour profiter des nganda. Sweat-shirt à capuche bleu et claquettes aux pieds, elle s'installe à contrecœur sur une petite chaise, irritée qu'un mundele, un Blanc, soit venu interrompre la partie de ballon qu'elle disputait avec ses copines. Elle a 12 ans. Elle est originaire d'un petit village du centre du pays où sa mère est décédée alors qu'elle n'avait que 8 ans. Elle a alors été recueillie par une voisine, "Maman Ange", mais la famille de cette dernière ne l'accepte pas. Elle est accusée d'être un enfant sorcier. Alors, quand "Maman Ange" propose de l'emmener à Kinshasa passer quelques jours, elle saute sur l'occasion.

Mais son émerveillement est de courte durée : "Nous marchions toutes les deux, poursuit-elle, puis je me suis retournée, et je me suis rendu compte que j'étais toute seule." Elle ne reverra plus jamais "Maman Ange". La petite Bitu se met alors à errer dans les rues : "Je n'arrêtais pas de pleurer, je pensais que j'avais atterri en enfer."

**"Ce qui attire les gens à Kinshasa et ce qui les fait rester, c'est ce qui a trait au plaisir."**

**Adelin Nsitu,**  
PROFESSEUR DE PSYCHIATRIE

La magie de Kinshasa finit pourtant par opérer. Elle se réfugie dans un bar et une cliente prend pitié d'elle et accepte de la laisser dormir dans sa cour. Le lendemain, elle la fait venir dans un centre d'accueil pour enfants des rues. Quatre ans plus tard, Bitu est toujours là : elle s'est fait des amies, elle étudie. Elle a appris à vivre dans cette ville qu'elle n'a pas choisie. Quand elle sera plus grande, elle sera médecin : "Il y a beaucoup de monde ici, ça veut dire beaucoup de gens qu'il faut soigner."

Et puis Bitu se lève d'un bond, demande : "C'est fini ?" À Kinshasa, on préfère ne pas perdre de temps.

— **Clément Bonnerot**  
Publié le 28 septembre 2020

Prochain épisode de notre série d'été : **Addis-Abeba**



## TANZANIE

# Samia Suluhu Hassan, une présidente qui redonne espoir

Vice-présidente de John Magufuli, elle lui a succédé après sa mort en mars, offrant ainsi à la Tanzanie une bouffée d'air frais, selon ce journaliste kényan.



—Daily Nation Nairobi

Le 4 juin 1940, Winston Churchill prononçait l'un des discours les plus célèbres de l'histoire contemporaine. Dans la brume de la Seconde Guerre mondiale, [ces mots avaient] redonné à une nation démoralisée la vigueur nécessaire pour poursuivre la lutte.

Loin de moi l'idée de comparer à celles de Winston Churchill les qualités d'oratrice de Samia Suluhu Hassan, la présidente de

la Tanzanie [vice-présidente de John Magufuli depuis 2015, elle lui a succédé après sa mort le 17 mars, à l'âge de 61 ans]. Je ne vais pas non plus comparer ses discours, comme son allocution devant le Parlement [kényan, le 5 mai], à celui prononcé en 1940 par Churchill. Mais Samia Suluhu Hassan est la preuve vivante qu'une excellente maîtrise du langage peut admirablement servir la politique.

L'arrivée au pouvoir de Samia Suluhu Hassan est une bien

meilleure nouvelle que l'élection de Joe Biden. Si la sénatrice Elizabeth Warren avait succédé à Donald Trump, les deux situations auraient été similaires : l'arrivée d'une femme, un changement de ton, de style et d'idéologie.

La vue de cette femme puissante impressionne : entourée de ses imposantes gardes du corps, elle gouverne et prend des décisions qui influencent le sort des nations. En matière d'image, elle projette la Tanzanie sur le devant de la scène régionale et africaine. Qui ne voudrait pas voir une femme à la tête de son pays ? C'est une preuve concrète de tolérance, d'acceptation de la place des femmes, et de maturité politique.

**Retenue et politesse.** Samia Suluhu Hassan est une bouffée d'air frais pour de nombreux chefs d'entreprise, commerçants, ouvriers et fonctionnaires qui se sont sentis déshonorés et ont subi des pertes financières à cause de John Magufuli et de son nationalisme farouche. Tout comme Joe Biden après Donald Trump, elle incarne ce qu'on attend d'un président : la retenue, la politesse, et une apparente équité.

Maniant le langage diplomatique avec aisance, elle a évoqué son prédécesseur [devant le Parlement kényan] avec une chaleur – peut-être – de façade, et c'est tout à son honneur. Peu de parlementaires partagent son enthousiasme, mais tous n'en attendaient pas moins d'elle : il serait impensable qu'un dirigeant trouve le moindre reproche à adresser à son pays devant un public étranger.

Je suis convaincu que certains proches de Magufuli ne voulaient

pas que Samia Suluhu Hassan lui succède. Ils ont sans doute prétendu qu'elle était incompétente et qu'un autre serait plus à même de défendre les intérêts du pays.

C'est avec le langage que Samia Suluhu Hassan a conquis le cœur du grand public. Son humour, en particulier son côté pince-sans-rire, son style simple et soigné, son attitude maternelle et son habileté à flirter avec la grivoiserie – pour souligner l'importance des échanges entre Nairobi et Dar es Salaam, elle a utilisé l'exemple des gnous qui viennent s'accoupler au Kenya et retournent mettre bas en Tanzanie – en ont désarmé plus d'un. Les Kényans se sont reconnus dans son discours. Elle a également démontré son intelligence en choisissant de se moquer d'un sujet qui n'est pas particulièrement sensible – ah ! notre pauvre kiswahili [la présidente a ironisé sur le kiswahili parlé au Kenya, réputé plus familier et moins élégant que celui de Tanzanie].

Mais la preuve que ses adversaires tanzaniens l'ont peut-être sous-estimée, c'est la façon subtile dont elle a manœuvré son auditoire, avec la dextérité d'un joueur de nyatiti [lyre kényane] mais sans en avoir l'air, en abordant sans réserve ses préoccupations et ses souffrances.

L'ancien président John Magufuli détestait se rendre au Kenya. En fait, il détestait profondément tout ce qui touche au Kenya. Et il était loin d'être le seul : nombreux sont les peuples de la région qui ne nous portent pas dans leur cœur, comme les Sud-Soudanais, qui préféreraient nous tirer dessus plutôt que de nous saluer s'ils nous croisaient dans

↳ Dessin de Meddy, Tanzanie.

## Contexte

### Et le Covid est revenu

●●● Ailleurs, cela n'aurait pas l'air très neuf. Mais en Tanzanie, ces mots ont des allures de révolution : "Nous avons des malades du Covid-19", a déclaré Samia Suluhu Hassan le 25 juin, note **The Citizen**. La nouvelle présidente rompt avec son prédécesseur John Magufuli, qui clamait dès juin 2020 que l'épidémie avait été éliminée grâce à Dieu. Refusant de porter le masque, John Magufuli incitait ses concitoyens à se masser dans les églises, et estimait que le virus était une invention des Blancs. Le 17 mars, il est mort en présentant tous les symptômes du Covid-19.

leur pays. L'offensive de charme de Samia Suluhu Hassan nous offre un répit bienvenu après le rejet et la froideur de l'ère Magufuli.

Samia Suluhu Hassan est loin d'être incompétente. Les Tanzaniens se sont retrouvés avec cette présidente par hasard, ils ne l'ont pas élue, mais ils ont gagné le gros lot : une dirigeante plus sage, plus humaine, plus appréciable et meilleure à tout point de vue que le tyran qu'ils ont perdu.

—Mutuma Mathiu

Publié le 12 mai

DU 5 AU 9 JUILLET DE 18H15 À 19H

## Les Rencontres de Pétrarque à Montpellier

EN PUBLIC ET EN DIRECT

Débats et tables rondes animés par Hervé Gardette  
**Sommes-nous dépassés par l'Afrique ?**

À réécouter sur [franculture.fr](http://franculture.fr) et l'application Radio France



En partenariat avec

Courrier international

LE FESTIVAL  
DU  
**Monde**

PARIS. NEW YORK. MONTRÉAL.

DÉBATS · SPECTACLES  
ATELIERS · PROJECTIONS

du 24 au 26 septembre 2021 →  
Programme & Inscriptions : FESTIVAL.LEMONDE.FR →

LE MONDE AUDITORIUM  
BNF → MK2 Bibliothèque





↓ Dessin de PEK, Australie.

—Daraj (extraits) Beyrouth

**A**ssise devant la tente du secteur 4 du camp de réfugiés syrien d'Al-Hol, l'Irakienne Umm Al-Mutasim échange des messages WhatsApp avec son frère Ahmed, installé à Mossoul, en Irak. Elle essaie d'organiser son évasion et celle de ses deux enfants, Mutasim et Hamza. Umm Al-Mutasim vit à Al-Hol, dans le gouvernorat de Hassaké (nord de la Syrie), depuis la chute de Baghouz, ville proche de Deir Ez-Zor, que les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont libérée en mars 2019 de la présence du groupe État islamique en Irak et au Levant (EIIL).

Son mari est tunisien. Il était juge de la charia pour l'État islamique (EI) et est toujours incarcéré dans la ville de Hassaké, en attendant soit d'être jugé, soit que les autorités tunisiennes l'autorisent à rentrer au pays, avec d'autres anciens membres de l'EI. Pour quitter Al-Hol, Umm Al-Mutasim et ses enfants devront embarquer de nuit dans une benne à ordures, au moment où les éboueurs feront leur tournée dans le camp. Les gardes de l'entrée principale laisseront sortir le camion. Dès qu'ils auront franchi les portes, un passeur les conduira d'abord dans la campagne proche de Deir Ez-Zor, tenue par les FDS, puis à Boukamal, sous contrôle du régime syrien, avant de passer la frontière pour enfin rejoindre Mossoul, où son frère Ahmed et le reste de la famille les attendront. Coût de l'opération : 5 000 dollars [4 100 euros].

**Divisions.** Après la bataille de Baghouz, les FDS ont nettoyé les dernières poches de résistance de l'EI en Syrie orientale. Les hommes djihadistes ont été emprisonnés, tandis que leurs femmes et enfants ont été transférés vers des camps de détention, tels ceux d'Al-Hol, Roj et Arisha, dans le gouvernorat de Hassaké. Les garçons syriens de plus de 12 ans ont quant à eux été envoyés dans le "centre de redressement" de Tal Maarouf, à l'est de Qamichli [dans le Kurdistan syrien].

Le camp d'Al-Hol abriterait actuellement quelque 60 000 personnes, dont environ 40 000 enfants de soixante nationalités différentes. Selon les



CARTOON MOVEMENT

## Syrie. Fuir à tout prix l'enfer d'Al-Hol

Ce camp où s'entassent des milliers de femmes et d'enfants de djihadistes est devenu invivable. Mais pour s'en évader, il faut payer des passeurs et des intermédiaires, explique ce site libanais dans une enquête glaçante.

données fournies par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie [le Rojava], il y aurait près de 11 000 djihadistes de l'EI, parmi lesquels 2 000 étrangers, les autres étant des Syriens et des Irakiens. D'autres sources affirment cependant que le nombre de djihadistes détenus à Al-Hol ne dépasserait pas quelques centaines. Le camp

est divisé en plusieurs secteurs. Les Irakiens vivent dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> secteurs, les familles syriennes occupent les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> secteurs. Les familles d'autres nationalités et leurs enfants ont leur propre zone. On ne peut quitter le camp qu'avec une autorisation écrite et accompagné par un représentant du camp.

Al-Hol se trouve dans un état de détresse extrême, car les besoins élémentaires et les soins médicaux ne sont plus assurés. Le surpeuplement favorise la propagation des maladies. L'International Rescue Committee (IRC) y a recensé plus d'un millier de morts entre 2019 et 2020, dont une majorité d'enfants, victimes surtout de

malnutrition et, pour les nouveau-nés, d'absence de soins. De plus, dans cette région semi-désertique où les hivers peuvent être extrêmement rigoureux, le camp n'est pas chauffé ; dans la poussière et la chaleur écrasante de l'été, les égouts débordent régulièrement.

Les résidents sont en outre régulièrement exposés aux abus de Assayech, les forces de sécurité intérieure kurdes, qui supervisent le camp et n'hésitent pas à abattre les détenus qui protestent contre les conditions de vie désastreuses. Certains ont été arrêtés pour avoir communiqué avec des cellules de Daech et pour des activités jugées hostiles à l'Administration autonome. Les femmes sont victimes de harcèlement sexuel et de tentatives d'exploitation. À Al-Hol, les meurtres sont pratiquement quotidiens. Selon un rapport de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), plus de 60 personnes ont été assassinées depuis le début de 2021. L'Administration autonome veut voir derrière ces exactions la main de divers groupes de détenus.

Confrontés à un avenir incertain, la plupart des pays refusant de rapatrier leurs ressortissants, et aux conditions de vie et de sécurité désastreuses du camp, de nombreuses familles non syriennes font appel à des passeurs pour tenter de s'évader d'Al-Hol. Les familles syriennes, elles, comptent sur les médiations tribales ou le processus de réconciliation engagé par l'Administration autonome.

Plusieurs passeurs et anciens détenus qui ont réussi à s'enfuir nous ont expliqué que l'évasion des familles de combattants de l'EI s'effectue en plusieurs phases. Il faut tout d'abord prendre contact avec un intermédiaire à l'intérieur du camp, introduit aussi bien auprès des réseaux de passeurs que des Assayech. Son rôle se borne à faire sortir la famille du camp. Après quoi, ce sont les passeurs qui prennent le relais. Les évasions se font essentiellement en camion (camion-citerne, camion de vivres ou benne à ordures), ou parfois par les tunnels qui passent sous les clôtures barbelées entourant le camp. Certaines familles étrangères ont réussi à obtenir de faux papiers d'identité syriens et sont inscrites sur les listes de Syriens autorisés à partir à la suite de médiations. La deuxième étape consiste à transférer les familles

vers leurs destinations finales. Il existe deux itinéraires : le premier part d'Al-Hol, traverse des régions contrôlées par les FDS, franchit l'Euphrate pour arriver en Irak. C'est celui qu'empruntent la plupart des familles. Le second relie la région sous contrôle des FDS à Idlib, dans le Nord-Est syrien.

Plusieurs facteurs conditionnent le coût de ces évasions. "Le prix dépend du nombre de membres d'une famille et de leur âge", explique Abou Ahmed, un passeur de 44 ans établi à Al-Chaddadeh, non loin de la ville de Hassaké. "Les familles avec de jeunes enfants paient plus cher pour quitter le camp en toute sécurité. Et la destination entre également en ligne de compte, ajoute-t-il. La route vers l'Irak revient plus cher que la route vers Idlib. Il faut compter entre 5 000 et 20 000 dollars [4 100 à 16 500 euros]. Ces sommes sont partagées entre les passeurs, les chefs des FDS et les Unités de mobilisation populaire (PMF, Hachd Al-Chaabi, milices chiïtes) pour la route de l'Irak. Pour la route d'Idlib, des factions de l'armée syrienne prélèvent également leur part."

**Organisations.** Les statistiques des Forces de sécurité intérieure de l'Administration autonome recensent 700 évasions entre début 2020 et mars 2021. Il semblerait qu'outre les FDS et l'armée régulière syrienne, les milices chiïtes irakiennes soient les principales organisatrices de ces évasions. Après la traversée de l'Euphrate en barque, les familles pénètrent dans des territoires contrôlés par les Unités de mobilisation populaire [chiïtes]. Selon Ahed Al-Salibi, journaliste de Deir Ez-Zor travaillant pour le portail d'actualité River Media, c'est surtout la milice Asaïb Ahl Al-Haq [Ligue des justes] qui se charge de les convoier depuis le point de passage d'Hussein Al-Ali, près de Boukamal, jusqu'en Irak. "Les Unités de mobilisation populaire reçoivent de l'argent pour chaque personne qu'elles font passer en Irak, assure-t-il. Les paiements s'effectuent conformément à l'accord conclu avec les passeurs dans les régions contrôlées par les FDS. Une partie de ces sommes couvre les frais de transit que les milices versent aux forces régulières de l'armée syrienne, qui tient des points de contrôle dans tout le gouvernorat de Deir Ez-Zor." Il n'existe aucune information précise sur les sommes que les

milices irakiennes reçoivent de chaque famille de djihadiste. Nous savons en revanche que l'évasion d'un combattant peut coûter de 5 000 à 15 000 dollars (de 4 100 à 12 400 euros) selon son grade, voire davantage. Les PMF utilisent leurs véhicules militaires pour faire passer des gens en Irak.

L'armée syrienne, qui contrôle la région au nord et à l'est d'Alep, participe également à ces évasions. Les militaires reçoivent des fugitifs pour les transporter ou faciliter

### "On fait aussi évader des combattants de Daech accusés de meurtres."

UN COMMANDANT DE L'ARMÉE SYRIENNE

leur transfert dans le gouvernorat d'Idlib. "Plusieurs factions de l'armée contribuent à faire sortir les familles de djihadistes des camps, assure un commandant de l'armée qui a demandé à garder l'anonymat. Leur motivation est purement financière, mais elles peuvent aussi justifier leur rôle en avançant que les familles ne sont coupables d'aucun crime." "Les évasions ne se limitent pas aux familles, poursuit-il. On fait également évader des combattants de Daech accusés de meurtres et autres crimes à l'encontre de civils. Certains ont été libérés après avoir été arrêtés en échange de pots-de-vin. Ces actes se font généralement à l'insu des autorités militaires ou des Turcs, chargés d'assurer la sécurité des régions du nord du pays."

Après avoir longuement tenté d'obtenir un témoignage d'un

## Repères

### Pressions américaines

●●● Le 28 juin, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a exhorté les alliés des États-Unis à "rapatrier, réhabiliter et, le cas échéant, poursuivre en justice" les djihadistes emprisonnés dans les camps de détention situés dans les régions sous contrôle kurde du nord-est de la Syrie. "Cette situation est tout simplement intenable. Elle ne peut pas persister indéfiniment", a déclaré le chef de la diplomatie américaine lors d'une réunion des membres de la coalition contre le groupe État islamique qui a eu lieu à Rome. Blinken visait principalement la France et le Royaume-Uni, souligne **The Guardian**. Ces deux pays, marqués par de sanglants attentats terroristes, rechignent à ramener ces citoyens radicalisés. Le responsable américain a néanmoins fait l'éloge de l'Italie, ainsi que de nations d'Asie centrale comme le Kazakhstan, qui, elles, rapatrient leurs combattants.

évadé du camp d'Al-Hol, nous avons fini par entrer en contact avec une Tunisienne, Umm Iman. Elle a accepté de nous raconter sa fuite vers Idlib à la mi-2020 avec un groupe important de femmes et enfants de djihadistes. À l'époque, cette évasion était considérée comme la plus importante de ce type. Umm Iman a préparé sa fuite avec un groupe de femmes de djihadistes étrangères, en coordination avec d'anciens combattants de l'EI qui avaient réussi à s'échapper et à rejoindre Idlib lors la dernière phase du démantèlement du groupe. Elle a dû déboursier 1 000 dollars [820 euros] pour assurer sa sortie du camp et son transfert en voiture vers les campagnes de la région d'Alep. Une fois que les différents intervenants

sont parvenus à un accord, l'intermédiaire du camp a organisé la sortie d'Umm Iman et de neuf autres femmes avec leurs vingt enfants. Les fugitives ont quitté le camp dans la soirée, cachées dans une benne à ordures, avant d'être confiées à des passeurs qui les ont réparties dans plusieurs voitures pour les conduire jusqu'au poste de contrôle d'Aoun Al-Dadat, séparant les zones d'influence des FDS et de l'armée syrienne. Au poste de contrôle, les militaires savaient parfaitement qu'elles étaient cachées dans le camion, puisque toute l'opération avait été coordonnée par leurs agents à Idlib. Umm Iman ignore combien les gradés de l'armée avaient reçu pour les laisser passer. Le groupe a ensuite traversé les régions d'Al Raï, d'Azaz et

d'Afrin avant d'atteindre la campagne au nord d'Alep. Le trajet s'est bien passé jusqu'à la frontière du gouvernorat d'Idlib, contrôlée par le Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, milice salafiste), qui a interrogé les femmes avant de les laisser repartir.

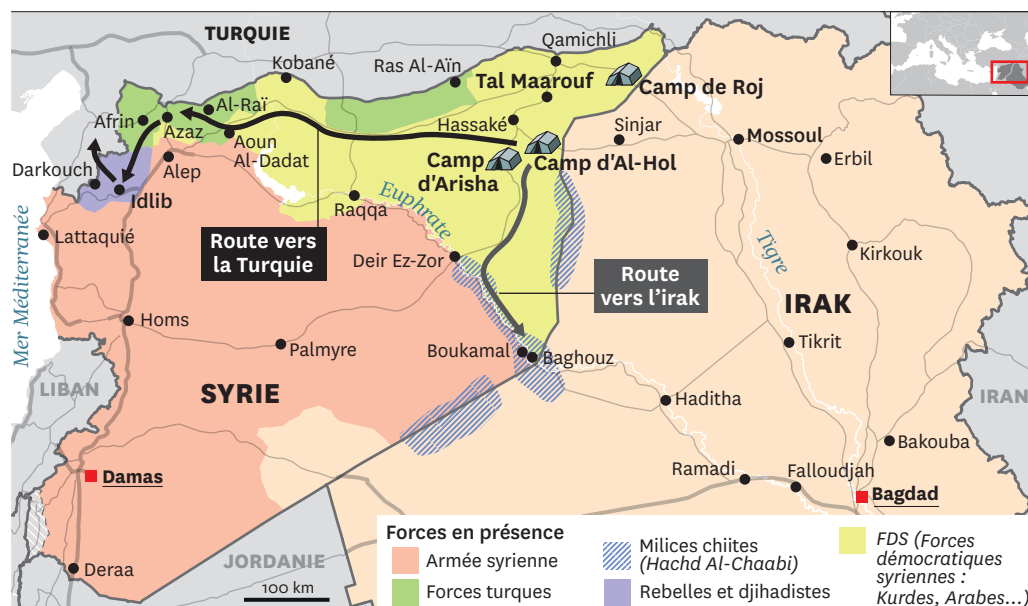
Début 2020, quand les médias ont commencé à diffuser des images des camps de détention témoignant des conditions de vie déplorables qui y régnaient, des factions djihadistes d'Idlib, telles que le HTC, les Gardiens de la religion (GRO) et le Parti islamique du Turkestan (PIT), ont lancé un appel aux dons et entrepris de lever des fonds pour faire sortir des camps des familles de djihadistes, à commencer par les femmes et les enfants.

Depuis deux ans, le GRO, affilié à Al-Qaida en Syrie, a mis à contribution ses partisans en Syrie et à l'étranger. Ces derniers mois, le GRO a toutefois été contraint de réduire son activité, en raison, surtout, de son conflit avec le HTC, qui a sérieusement entamé ses ressources et a abouti à l'arrestation d'un grand nombre de ses membres. La situation économique dramatique du pays a également joué et à la suite des sanctions internationales limitant les transferts d'argent vers la Syrie, les dons ont diminué.

Le HTC a également contribué à financer le déplacement de familles d'Al-Hol vers Idlib. Mais selon Ahmed, un journaliste d'Idlib, dans les faits, le HTC s'est borné à affecter des logements collectifs aux fuyardes et à leurs enfants et à leur fournir de la nourriture et des vêtements à courte échéance. Après quoi, les familles peuvent soit partir pour la Turquie, soit rester à Idlib à leurs frais.

Umm Al-Mutasim a réussi à quitter le camp avec ses enfants dans un camion-citerne, mais a eu moins de chance en chemin, car elle a été arrêtée à un poste de contrôle tenu par les FDS sur la route entre Deir Ez-Zor et Hassaké. Renvoyée au camp d'Al-Hol, elle s'est aussitôt mise à préparer sa prochaine tentative d'évasion, espérant un jour retrouver sa maison familiale de Mossoul.

— **Abdel Salam Hussein et Mohammad Hassan**  
Publié le 26 mai





asie

↓ Les rizières d'Oyama Senmaida à Kamogawa, Chiba, le 3 mai 2017. Photo Tomohiro Ohsumi/ Bloomberg via Getty Image



## Japon. Les rizières sans retour

Converties ou simplement abandonnées, ces cultures en terrasse, qui font partie intégrante du paysage nippon, disparaissent peu à peu. Mais des initiatives locales tentent de préserver la tradition.

— Mainichi Shimbun Tokyo

Les rizières en terrasses, appelées [en japonais] *tanada*, “champs en étage”, ou encore *senmaida*, “mille champs”, sont aménagées en gradins sur les versants des montagnes et des vallées. Selon une estimation de Minehiro Nakashima, professeur émérite à l'Université de Waseda qui, à l'âge de 87 ans, fait référence sur le sujet, leur superficie totale représente au Japon environ 150 000 hectares (en 2019), soit environ 6 % de la superficie totale des rizières du pays. Après le lancement d'une politique de réduction de la surface rizicole en 1970, les reconversions et les abandons de rizières se sont multipliés et la tendance n'a fait que s'accroître avec le dépeuplement des campagnes et le vieillissement de la population. “Sur la base des données du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, nous estimons que le nombre de rizières en terrasses, qui

couvraient quelque 220 000 hectares en 1988, a diminué d'environ 30 %”, indique M. Nakashima. “Par rapport à 1970, la baisse est probablement de moitié environ”, ajoute-t-il.

Si les rizières en terrasses sont plus difficiles à entretenir que celles des plaines, leur riz, qui mûrit lentement en raison de l'importante différence de température entre le jour et la nuit, et pousse dans une eau de qualité, proche de sa source, est considéré comme de premier choix. De plus, en stockant l'eau qui coule des montagnes, ce type de culture joue un rôle dans la prévention des inondations et des glissements de terrain. Ces différents avantages ont aujourd'hui contribué à réhabiliter les terrasses rizicoles. En vue de promouvoir leur préservation et leur entretien, le ministère de l'Agriculture a établi une sélection des 100 plus belles. Parmi les lauréates, réparties dans 36 préfectures de l'archipel, d'Iwate à Kagoshima, figurent Shiroyone,

dans la municipalité de Wajima (préfecture d'Ishikawa), classé site national de beauté pittoresque, et Obasute, dans la municipalité de Chikuma (préfecture de Nagano), célèbre pour son paysage lunaire.

Pour connaître l'évolution des 134 rizières classées en 1999, le *Mainichi Shimbun* a envoyé en février dernier un questionnaire aux 107 municipalités dont elles dépendent. Parmi elles, 101 (représentant 127 rizières) ont répondu.

# 53

**KILOS PAR PERSONNE ET PAR AN.** C'est la consommation de riz au Japon en 2018, selon les statistiques officielles. Celle-ci baisse d'année en année : en 1962, un japonais consommait 118 kilos par an. Les chercheurs avancent l'occidentalisation de l'alimentation nipponne, selon le quotidien *Nihon Keizai Shimbun* : au lieu de riz et de poisson, les Japonais mangent de plus en plus de viande et de pain. La production nipponne de riz a elle aussi chuté, de 13 millions de tonnes en 1963 à 8 millions en 2019.

Si 61 sites sont restés inchangés en une vingtaine d'années et qu'une exploitation – Onakao, dans la municipalité de Nagasaki – s'est même étendue, 48 autres ont perdu de la superficie. Parmi ces derniers, 13 couvrent désormais moins de la moitié de leur surface de l'époque. C'est le cas notamment de Nagae, dans la municipalité de Shitara (préfecture d'Aichi), dont le nombre de rizières a chuté de 90 à 4, et d'Onishi, à Nagano, qui n'a conservé qu'environ 40 % de sa superficie.

**Herbes et broussailles.** En mars, nous avons visité les rizières en terrasses qui, selon les réponses au questionnaire, n'étaient plus gérées. En réalité, pour un petit nombre d'entre elles, les producteurs continuaient à les cultiver pour leur consommation propre, comme à Kunimi, dans la municipalité de Nasukarasuyama (préfecture de Tochigi).

Un panneau invitant les visiteurs à respecter le site était abandonné sur le bord de la route. Mauvaises herbes et broussailles recouvraient une bonne partie du lieu. Sans personne pour en témoigner, il aurait été difficile d'imaginer que des champs s'étendaient ici auparavant. “Les rizières étaient autrefois si belles qu'un film avec Joe Shishido [légendaire acteur japonais] y a été tourné. C'est triste de les voir envahies par la végétation”, marmonne Yoshio Komori, 85 ans, qui cultive toujours.

Selon le Top 100, les rizières en terrasses de Kunimi, de 2,1 hectares, ont été mises en valeur entre l'ère Meiji [1868-1912] et la première moitié de l'ère Showa [1926-1989]. “Le site, composé de 50 rizières, est exploité par 10 familles d'agriculteurs”, peut-on lire. Cependant, seules quatre parcelles sont aujourd'hui encore cultivées, dont trois par M. Komori, qui produit

juste assez pour sa famille. Les surfaces diminuent progressivement depuis plus d'une décennie. M. Komori pense quant à lui arrêter de cultiver d'ici une année ou deux. “Je suis trop vieux, et il n'y a pas de successeur”, déplore-t-il. C'est compliqué”. La population locale a diminué de plus de la moitié au cours des vingt dernières années. “Le riz des rizières en terrasses est délicieux, parce que l'eau est totalement différente. Quand on goûte au riz cultivé ici, on ne peut plus en manger d'autres”, poursuit-il d'une voix empreinte de mélancolie.

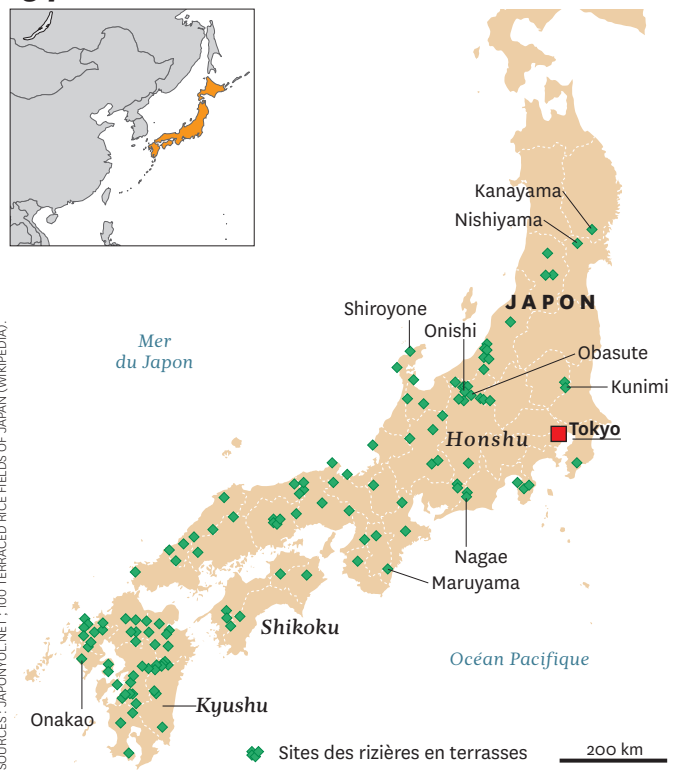
Le site de Nishiyama, à Kurihara (préfecture de Miyagi), a aussi été qualifié de “non géré”. Le panneau portant la mention “sélectionnée comme l'une des 100 plus belles rizières en terrasses” précise que “le site joue différents rôles, notamment celui d'offrir un beau paysage et un habitat à toutes sortes de plantes et d'animaux”. Or, lors de notre visite, toute la zone était envahie de mauvaises herbes.

Selon le maire de la localité, 65 ans, les visiteurs repartent souvent déçus par son triste état. “Certains administrés se demandent s'il ne vaudrait pas mieux retirer le panneau, rapporte l' élu. C'est dommage certes, mais les rizières en terrasses demandent beaucoup de travail pour un rendement faible...”

Ailleurs, on trouve aussi des exemples de terrasses rizicoles sauvées de l'abandon par des jeunes locaux. Si les rizières de Kanayama, à Ichinoseki (préfecture d'Iwate), ne figurent pas dans le Top 100, Minehiro Nakashima les estime “absolument sublimes, de fines bandes qui se déploient à perte de vue”.

Une cinquantaine de ces champs appartenait à Takayoshi Kanayama, 83 ans, qui a arrêté de les cultiver en 2019 en raison de son âge avancé. À cette époque, il a rencontré Yo Sakurai, 28 ans, originaire de la région. Ce dernier a constitué une association appelée PlayFarm avec quatre jeunes volontaires locaux, avec l'idée de créer une ferme collective. Saisi autant par la beauté des rizières que par l'habileté de M. Kanayama, il a souhaité s'engager comme co-cultivateur pour préserver le site. Formée par M. Kanayama, l'équipe mobilise jeunes et enfants de la commune et d'au-delà pour le repiquage du riz, entre autres. En 2020, le riz cultivé a été choisi par la collectivité comme cadeau de remerciement aux entreprises

**134 sites notables de rizières en terrasses**



qui lui font des dons en échange de réductions d'impôts.

D'autres régions ont adopté un système de copropriétaires. Des citoyens versent une quote-part pour devenir propriétaires des rizières et, bien qu'elles soient gérées au quotidien par des agriculteurs locaux, ils participent au repiquage, au fauchage et au battage du riz. Ces initiatives, mises en œuvre dans quelque 90 régions du Japon selon M. Nakajima, permettent non seulement de préserver les rizières en terrasses mais aussi de redynamiser les territoires.

**Tourisme.** À la faveur du classement du ministère, les rizières en terrasses ont contribué à développer l'attrait des régions. Devenues une destination touristique, celles de Maruyama, considérées comme les plus vastes du pays, dans la municipalité de Kumano (préfecture de Mie), reçoivent aujourd'hui 20 000 visiteurs par an. En plus de leur intérêt en matière de tourisme

et de préservation du territoire, l'État espère que les rizières en terrasses permettront aussi de redynamiser les régions et de créer du lien social. Elles ont été intégrées au programme de subventions mis en place en l'an 2000 pour soutenir les activités agricoles dans les zones défavorisées par rapport aux plaines.

En 2019, une proposition de loi sur la "promotion des régions des terrasses rizicoles" a été adoptée. Elle permet aux territoires éligibles de bénéficier plus facilement de subventions, ainsi que de suggestions de l'État pour les redynamiser. Selon le Bureau du gouvernement, au 15 avril 2021, 642 régions à travers le Japon avaient été désignées. "Nous avons reçu bien plus de demandes que nous l'avions imaginé", déclare un responsable du Bureau du gouvernement. Nous souhaitons que cette loi qui promet non seulement les rizières en terrasses mais l'ensemble des régions, soit pleinement exploitée." La prise de conscience par la

population locale de la valeur des rizières en terrasses, qui attirent jeunes et citoyens, et que le gouvernement voit comme un outil de promotion des régions, est sans doute la clé de leur survie.

En tant que membre du comité de sélection des 100 plus belles rizières en terrasses, M. Nakashima a visité en tout 134 sites. "Les rizières en terrasses ont été aménagées sur des terrains en pente inadaptés au départ à la riziculture, parce que les gens voulaient manger du riz", explique-t-il. S'il est conscient que le nombre de ces cultures est amené à décroître en raison du vieillissement de la population et du dépeuplement des régions montagneuses, il entend des gens dire : "Notre génération ne peut pas simplement se débarrasser de cet héritage laissé par nos ancêtres." Il espère que les subventions, la nouvelle loi et le système de copropriétaires contribueront à perpétuer la tradition.

— Kenji Noro  
Publié le 18 avril

**EN VENTE  
CHEZ VOTRE  
MARCHAND  
DE JOURNAUX**

et sur [Philomag.com](http://Philomag.com)



à la une

# Tant qu'il y aura des vélos

Avec la pandémie de Covid-19, la demande de vélos a explosé, mais la production n'a pas suivi. Premier fabricant européen, le Portugal (*lire ci-contre*) est dépassé : ni les constructeurs, ni les magasins n'ont anticipé ce boom. La pénurie est mondiale et c'est une fois de plus vers l'Asie – et le constructeur japonais Shimano, qui détient les deux tiers du marché mondial des dérailleurs et des freins – que se tournent les regards.



—Diário de Notícias Lisbonne

Tous les jours, João Arriaga voit des clients repartir les mains vides. Ils viennent acheter un vélo, mais le propriétaire de Biclas do Rio, s'il a bien plusieurs dizaines de modèles d'exposition, n'en a aucun à vendre. "Tous les jours on regarde les clients repartir bredouille. On n'a pas de vélo, rien. Et impossible de savoir quand nous en recevrons", déplore cet ancien informaticien qui a ouvert son magasin dans le quartier de Belém à Lisbonne. Jamais il n'a vendu autant, mais son chiffre d'affaires pourrait être meilleur encore sans la pénurie. "On ne se plaint pas, mais nos ventes pourraient être encore bien plus élevées", confirme Hugo Jacinto chez Bike Zone, à Lisbonne aussi. "Si j'avais cinquante vélos par jour, je les vendrais."

Cela fait plus d'un an que ça dure. Alors que la demande de vélos s'envole, les magasins n'en ont pas en stock, et ce alors même que le Portugal est le premier producteur de bicyclettes de l'Union européenne. C'est la même chose partout dans le monde. "La pénurie est générale", renchérit Gil Nadais, le secrétaire général de l'Abimota, fédération professionnelle portugaise des deux-roues. "Nous voyons des clients qui cherchent un vélo depuis quinze jours et qui ne trouvent rien, nulle part. Ils ont écumé tous les magasins, raconte João Arriaga. On a même des gens qui viennent de l'étranger." Hugo Jacinto confirme : "Nous avons déjà vendu à des Français et à des Espagnols."

La succursale lisboète de la chaîne Bike Zone a tout de même vu son chiffre d'affaires bondir de 85 % entre 2019 et 2020. Chez Biclas do Rio, vendeur exclusif d'une marque, la croissance a été de 30 % l'année dernière et elle atteint encore 12 % cette année. Chez Decathlon, les articles de sport liés à la pratique du vélo représentent 18 % du chiffre d'affaires pour 2021.

C'est que la pandémie a été pour beaucoup l'occasion de redécouvrir les plaisirs de l'activité physique. "De nombreux Portugais qui ne faisaient pas de sport s'y sont mis au cours de l'année écoulée", analyse-t-on chez Decathlon. "Les Portugais, et plus généralement les Européens je pense, ont découvert la vie à l'extérieur, ils se sont arrachés à leur canapé et aux réseaux sociaux pour aller au grand air. Et il se trouve que la bicyclette fait partie de ces pratiques sportives individuelles qui permettent de maintenir la distanciation

physique, explique João Arriaga, le propriétaire de Biclas do Rio. D'où la hausse exponentielle de la demande. Or aucune usine n'a anticipé un tel phénomène ni augmenté ses capacités de production pour s'y adapter."

Comme le précise le responsable de l'Abimota, "il s'agit d'usines de pointe qui ne peuvent pas du jour au lendemain doubler leurs capacités" et, malgré une augmentation de la production mondiale, l'offre n'est pas suffisamment abondante pour répondre à la nouvelle demande.

"Jamais on n'avait fabriqué autant de vélos au Portugal", poursuit Gil Nadais. En 2019, 2,7 millions de petites reines étaient sorties des usines du pays, premier fabricant européen. Si les chiffres officiels pour 2020 ne sont pas encore connus, "nos exportations ont progressé de 5 %, et ce malgré la pandémie et les deux mois d'arrêt", annonce le responsable de l'Abimota. "C'est un grand effort de la part du secteur, mais aussi un signe de sa vitalité et de sa croissance, sur de nouveaux composants et de nouvelles unités de montage, avec un développement pour les entreprises." Decathlon, qui se targue d'être numéro un de la fabrication de vélos au Portugal, a sorti de ses usines locales plus de 1,5 million de vélos, ce qui représente plus de 40 % de ses ventes en Europe.

**"Jamais on n'avait fabriqué autant de vélos au Portugal. Nos exportations ont progressé de 5 % malgré la pandémie."**

**Gil Nadais,**  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ABIMOTA

Le hic, c'est que ni le Portugal ni même l'Europe ne sont totalement indépendants pour la fabrication de bicyclettes. Malgré "des usines de pointe, aux technologies avancées, uniques en Europe et dans le monde, hors Asie", certains composants ne sont fabriqués qu'en Asie, précisément. Et leur production en Europe nécessite d'automatiser les chaînes de montage, or "l'automatisation exige du temps et de l'argent", précise Gil Nadais. Il faut également adapter les procédés, car "certains de ceux utilisés en Asie ne sont pas acceptables ici, où nous avons une production plus écologique", et diminuer le recours à la main-d'œuvre, dont le coût en Europe imposerait des prix prohibitifs.

→ 34



DANS NOS ARCHIVES

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)



**La vie vélo.**

En juillet 2012, Courrier international consacrait sa une aux vélos. Pas question de pénurie, ni de rivalité entre l'électricité et les muscles. On parlait alors d'un engouement mondial, de New York à Pékin, en passant par Copenhague et Moscou.

**+77%**

**C'EST LA HAUSSE DES VENTES DE VÉLOS AUX ÉTATS-UNIS**

en un an (mars 2020-mars 2021), selon les données de la société d'études de marché NPD rapportées par le quotidien canadien **Globe and Mail**. Les vendeurs de bicyclettes, toutes gammes confondues, ont empoché 6,7 milliards de dollars. Mais la tendance ne s'observe pas qu'aux États-Unis. L'envol a également été repéré au Royaume-Uni (+ 45 %), en France (+ 25 %), en Suisse (+ 24,4 %), en Allemagne (+ 17 %) ... L'actuelle pénurie est ainsi la conséquence première de ce "boom mondial du vélo", qui pèse aussi sur les prix des bicyclettes. La dépense moyenne pour un vélo aux États-Unis a grimpé de 27 % par rapport à l'année dernière.

← Dessin d'Isabel Sousa, Portugal.

**33 ←** Sur le marché portugais, il y en a pour tous les goûts, tous les âges et toutes les bourses. “Nous avons des vélos de 200 à 11 000 euros”, détaille João Arriaga chez Biclas do Rio. Mais les électriques sont aujourd’hui les plus demandés : “C’est un marché en pleine croissance”, confirme Hugo Jacinto, en train de préparer la livraison d’un vélo à assistance électrique (VAE) d’un montant de 7 000 euros.

### “Je ne pense pas que les usines de composants parviendront à rattraper le retard. 2022 va être une année compliquée.”

João Arriaga,  
PROPRIÉTAIRE DE BICLOS DO RIO

Pour l’Abimota, les vélos électriques seront le moteur de la croissance du secteur. “Le vélo à assistance électrique gagne du terrain, en Europe centrale et au Portugal aussi. Avec un vélo électrique, le monde devient plus plat, il n’y a plus de côte, que du plat et de la descente. En montée, le moteur prend le relais et on grimpe presque sans effort”, explique Gil Nadais, rappelant qu’il faut quand même pédaler, car le moteur ne fournit qu’une assistance. L’essor des mobilités douces ne fait que commencer, prédit le secrétaire général de l’Abimota. “Nous sommes convaincus que c’est le pari à faire, non seulement en Europe mais dans le monde entier. En ville, avec la transition énergétique, l’aspiration à des modes de vie plus sains, le besoin de distanciation physique né de la pandémie, les modes de déplacement de ce type vont occuper une place grandissante.”

Le vélo de ville, électrique principalement, fait partie des meilleures ventes actuellement.

Pour João Arriaga, les raisons sont évidentes : “C’est grâce aux aides de la mairie de Lisbonne et du Fundo Ambiental [“fonds environnemental” du gouvernement], et aussi parce que, depuis le premier confinement, les gens ont pu tester, et ils veulent désormais vraiment intégrer le vélo à leur quotidien.” Certains ont même découvert qu’ils pouvaient aller travailler à vélo : “La mobilité enregistre de grands bouleversements, les mobilités urbaines en particulier, les gens changent leurs habitudes de vie et la tendance, qui existait avant la pandémie, s’est considérablement accentuée”, constate Gil Nadais, qui se félicite notamment des initiatives de Lisbonne, dont la construction de pistes cyclables et les aides à l’achat d’un vélo.

“L’année dernière, entre le 3 juin et le 30 novembre, nous avons vendu entre 33 et 35 vélos financés avec l’aide de la mairie”, précise le responsable du magasin Biclas do Rio. Un échantillon du large public touché par la première édition du programme lisboète d’aide à l’achat de vélos et qui, selon son site officiel, aurait satisfait 90 % des demandes : 3 304 personnes ont bénéficié d’une subvention, pour l’achat de 2 157 vélos traditionnels, 1 136 VAE, 11 vélos cargos électriques et un vélo adapté au handicap. Le programme a été renouvelé cette année, avec une dotation de 340 000 euros.

L’aide de la municipalité peut dans certains cas être complétée par une subvention nationale, dans le cadre du Fundo Ambiental, dont le budget vélos est déjà épuisé pour cette année. “Tout cela soutient le secteur, c’est certain, d’autant que les aides sont cumulables, pour un montant qui peut atteindre 700 euros pour un vélo électrique – c’est une participation considérable”, note João Arriaga.

#### SOURCE



#### DIÁRIO DE NOTÍCIAS

Lisbonne, Portugal  
Hebdomadaire

3 900 ex.

dn.pt

Fondé en 1864, le *Diário de Notícias* (“Quotidien des nouvelles”) a été le premier journal moderne du Portugal.

Aujourd’hui, le *DN* a subi une importante baisse des ventes de l’édition papier, et ne paraît plus qu’une fois par semaine, son édition numérique prenant le relais au quotidien.

Chez Decathlon, la location et la vente de vélos d’occasion sont des solutions appréciées. “Le cyclisme est le sport qui a le plus progressé dans notre offre de location”, confirme la marque, dont la stratégie répond bien aux besoins des pratiquants occasionnels. “La location est une solution pour tous les clients qui veulent juste pratiquer pendant leurs vacances par exemple. C’est une réponse pour tous ceux qui n’achèteraient jamais un vélo, mais qui pratiquent tout de même une partie de l’année.” Le programme “Segunda Vida” [“deuxième vie”], par le biais de l’offre Trocathlon, répond aussi à cette demande. “Et cela autant pour l’acheteur potentiel que pour les clients qui ont un vélo en trop et cherchent un partenaire pour le vendre”, explique-t-on chez Decathlon, qui prend ainsi en charge l’ensemble des transactions.

Sur le site de petites annonces OLX, les vélos arrivent en deuxième place des produits les plus recherchés au mois de mai. “C’est assez saisonnier, avec une concentration aux deuxième et troisième trimestres. L’année dernière en mai, en pleine pandémie, les recherches se sont envolées, car les gens voulaient pratiquer une activité physique en plein air”, raconte Alexandra Santos, directrice marketing de la plateforme. Cette année encore, “nous avons enregistré un bond de 60 % des recherches de vélo sur le site en mars, par rapport au mois précédent.” Au total, en 2020, la recherche de vélos sur OLX a augmenté de 12 %. Et en 2021, rien que sur la période janvier-mai, la croissance a été de près de 60 %, tirée par la région de Lisbonne. L’offre elle aussi connaît des effets saisonniers, poursuit la directrice marketing. “Nous avons constaté une hausse de 10 % des mises en vente cette année, après la pandémie et avant le printemps”, explique-t-elle : en mars, l’offre de vélos sur OLX était à son plus haut, et en progression de 10 % par rapport au mois de février.

Cette hausse est appelée à durer. Mais la pénurie aussi. “La stabilisation n’est pas prévue avant 2023”, déplore Hugo Jacinto, chez Bike Zone. Son collègue João Arriaga ne dit pas autre chose : “Je ne pense pas que les usines (pas celles de vélos, mais celles de composants) réussiront en un an seulement à rattraper le retard accumulé, 2022 va encore être une année compliquée.” Gil Nadais, de l’Abimota, ne s’aventure même pas à prédire une date. “Cela ne concerne d’ailleurs pas que le vélo. Tout le secteur des matières premières est instable. Le cours de l’aluminium a flambé de plus de 50 %, parce qu’il y a pénurie. Il y a pénurie de polymères aussi, c’est-à-dire de plastique, pénurie d’acier, tous les prix flambent. Nous sommes dans une situation que personne n’explique tout à fait, et qui pèse sur la croissance. Annoncer que les besoins du marché seront satisfaits d’ici un an, cela relève de la divination, ça n’est pas raisonnable.”

Une chose semble en revanche certaine : les prix vont augmenter. “Les industriels le voient déjà au moment de l’achat des matières premières, qui pour certaines ont vu leur prix doubler. Cela n’a pas encore été répercuté sur les consommateurs, mais ce n’est qu’une question de temps, met en garde Gil Danais. Et il n’y a pas que le secteur des deux-roues, c’est général.”

—Sofia Fonseca

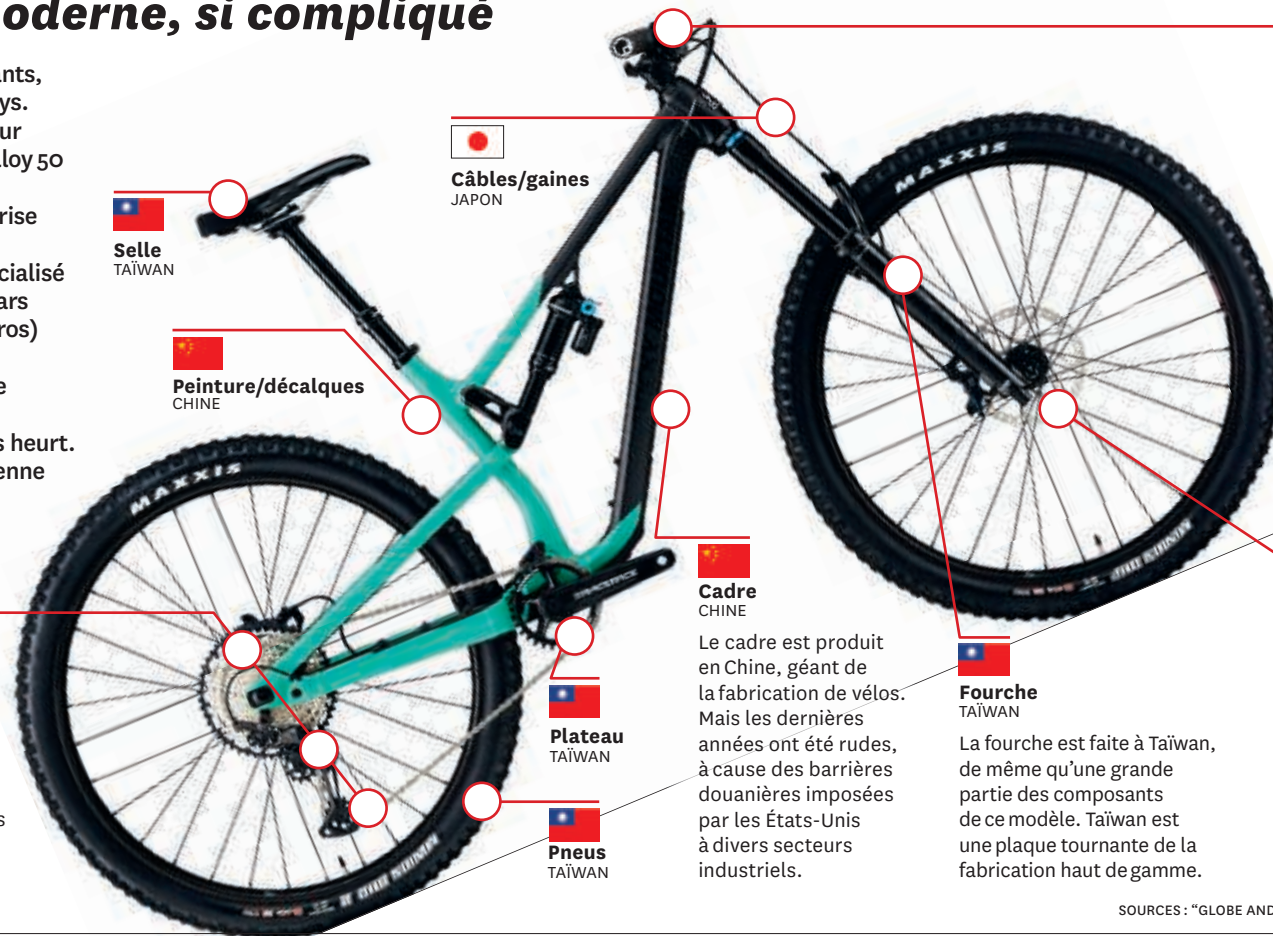
Publié le 6 juin



Pendant l’épidémie de Covid-19, le 5 décembre 2020 à Lisbonne. Photo Pedro Nunes, Reuters

## Le vélo moderne, si compliqué

Quelque 51 composants, 28 fournisseurs, 5 pays. Voilà ce qu'il faut pour produire l'Instinct Alloy 50 de Rocky Mountain Bicycles, une entreprise de Vancouver Nord, au Canada. Commercialisé au prix de 5 649 dollars canadiens (3 840 euros) l'unité, ce vélo est le résultat d'une chaîne logistique complexe qui fonctionnait sans heurt. Jusqu'à ce que survienne le Covid-19.



**Dérailleur arrière-chaîne-cassette**  
JAPON

Le dérailleur arrière est construit au Japon par Shimano, leader des composants de vélos en matière de part de marché.

**Selle**  
TAÏWAN

**Peinture/décalques**  
CHINE

**Câbles/gaines**  
JAPON

**Cadre**  
CHINE

Le cadre est produit en Chine, géant de la fabrication de vélos. Mais les dernières années ont été rudes, à cause des barrières douanières imposées par les États-Unis à divers secteurs industriels.

**Plateau**  
TAÏWAN

**Pneu**  
TAÏWAN

**Fourche**  
TAÏWAN

La fourche est faite à Taïwan, de même qu'une grande partie des composants de ce modèle. Taïwan est une plaque tournante de la fabrication haut de gamme.



**Poignées-ruban**  
ÉTATS-UNIS

Les poignées du guidon sont le seul composant à venir des États-Unis. Comme tant d'autres secteurs, la production de vélos a été délocalisée, et peu d'activités de fabrication et d'assemblage ont désormais lieu en Amérique du Nord.



**Frein avant-disque**  
MALAISIE

Les freins sont également produits par Shimano, mais en Malaisie. Ce pays est un centre de fabrication apprécié, ayant signé l'Accord de partenariat transpacifique, dont le Canada fait aussi partie.

SOURCES : "GLOBE AND MAIL", ROCKY MOUNTAIN BICYCLES

## Un goulet d'étranglement nommé Shimano

Le groupe japonais, qui détient les deux tiers du marché mondial des dérailleurs et des freins, peine à répondre à la demande.

—**Financial Times** (extraits) Londres

Certains des plus gros fabricants de bicyclettes envisagent de réorganiser leur chaîne d'approvisionnement, perturbée par des retards de livraison de certaines pièces – les plus longs enregistrés depuis des dizaines d'années. La pénurie mondiale de vélos amorcée l'an dernier est exacerbée par ces problèmes, qui ont mis en évidence la dépendance vis-à-vis d'un seul groupe, le japonais Shimano. Ce dernier contrôle environ 65 % du marché des dérailleurs et des freins haut de gamme.

"Cela nous a poussés à regarder un peu plus autour de nous et à sortir de notre zone de confort pour tenter l'expérience avec d'autres fournisseurs", explique Eric Bjorling, directeur de marque chez l'américain Trek, l'un des plus importants fabricants.

Les délais entre la commande et la réception ont atteint quatre cents jours pour toute une série de composants haut de gamme fabriqués par Shimano, constatent les constructeurs européens et américains, alors même qu'ils tentent de répondre à une envolée de la demande de vélos provoquée par la pandémie. Certains fournisseurs ont annoncé des retards encore plus importants pour les freins hydrauliques ou les roues. Ce goulet d'étranglement pénalise également d'autres grands constructeurs, comme les taïwanais Giant et Merida.

Basé à Osaka, Shimano, qui produit par ailleurs des composants pour le matériel de pêche et des équipements d'aviron, ne parvient pas à répondre à la demande. Ses usines ont beau tourner à plein régime, la pénurie n'est pas près de se résorber. Le problème est particulièrement aigu pour les petits fabricants de bicyclettes, notamment ceux qui font leur entrée sur le marché.

Ainsi, le lancement de la start-up LeMond, fondée par le triple vainqueur du Tour de France Greg LeMond, a été repoussé de quatre mois en raison, notamment, de la baisse de 80 % du volume des livraisons de Shimano au premier semestre. "L'été dernier, on nous a dit que les colis arriveraient en décembre, puis en janvier. En mars, nous avions tout ce qu'il nous fallait, sauf deux types de pièces. Malheureusement, si je n'ai pas tout, je ne peux pas construire un vélo", explique Dean Hendrickson, le directeur général. Selon Antonio Dus, directeur général de Cicli Pinarello, spécialiste italien du vélo haut de gamme, la question pour les entreprises comme la sienne est de savoir si la demande va se maintenir sur le long terme. Certains fournisseurs de pièces craignent une chute des commandes une fois que les entrepôts auront reconstitué leurs stocks.

"Une demande aussi forte ne peut pas durer éternellement", prévient Davide Campagnolo, dont la société [italienne] qui porte son nom a augmenté sa capacité de production en Europe pour répondre au besoin en dérailleurs que Shimano peine à satisfaire. Il prévoit une baisse des achats à l'été 2023, lorsque les sports en salle feront leur vrai retour et que le marché devra absorber un énorme volume de vélos. La suprématie de Shimano, quant à elle, n'est pas menacée, estime Antonio Dus, car elle est protégée par la qualité de sa production et par les barrières à l'entrée sur ce marché.

—**Harry Dempsey et Leo Lewis**

Publié le 31 mai

# Entre vélos électriques et traditionnels, le courant ne passe pas

Aux États-Unis, les pistes cyclables sont de plus en plus fréquentées. Entre adeptes du coup de pédale et tenants de l'assistance électrique, la coexistence n'est pas toujours pacifique, note le *Wall Street Journal*.

Entre cyclistes *"l'impolitesse augmente"*. Pour les aficionados du vélo traditionnel, les nouveaux convertis à la bicyclette électrique empiètent sur leur territoire avec *"beau-coup de vitesse et peu de maîtrise"*. Ces derniers contre-attaquent. Les deux camps se disputent l'espace à coups de noms d'oïseaux, raconte le *Wall Street Journal*. *"Vous trichez !"* crient les mordus de l'effort à Scott Sterner et à sa femme, Donna Rupert, sexagénaires retraités à Dunedin, en Floride, qui ont acheté leur *"vélo électrique il y a quelques mois"*. Espèce de *"cow-boy en lycra !"* s'entend dire Evelyn Rathe, assistante technique, de la part de certains *"cyclistes électriques"* qui imaginent peut-être qu'elle se prépare pour le Tour de France – alors qu'elle ne possède même pas ce genre de tenue de course.

Il faut dire que la promiscuité s'est accentuée ces derniers mois avec *"la hausse des ventes de vélos électriques"*. En mars, par rapport à l'année précédente, elles ont augmenté de 162 %, selon l'entreprise d'étude de marché NPD Group. En raison également du besoin d'évasion provoqué par la pandémie de Covid-19, *"la fréquentation des voies vertes [pour piétons et vélos] a augmenté de 50 % au niveau national"*, explique Torsha Bhattacharya, de l'organisation à but non lucratif Rails-to-Trails Conservancy.

**Restrictions pour tous.** Cette situation a obligé les autorités à réagir. À Hermosa Beach, en Californie, il est désormais interdit aux vélos électriques de rouler moteur allumé sur le Strand, une promenade populaire. L'objectif étant surtout de limiter la vitesse, cette restriction *"concerne aussi les vélos traditionnels"*, les skates et les trottinettes qui dépassent les 13 km/h.

Une décision similaire a été prise *"le mois dernier dans l'Illinois, où le Forest Preserves of Cook County [qui gère les espaces naturels] a imposé une vitesse maximale de 24 km/h"*, dans le but d'attirer de nouveaux visiteurs adeptes du vélo électrique. Quelque 45 États ont pris des dispositions qui considèrent de la même façon vélos électriques et vélos musculaires, précise le quotidien économique, avec *"les mêmes droits et les mêmes responsabilités"*.

La volonté est donc d'aller dans le sens de la (ré)conciliation. Mais les frictions subsistent. *"Je crois que c'est une expression de la grossièreté et du manque de considération croissants dans notre société"*, avance David Feller, retraité de 59 ans vivant près d'Oldsmar, en Floride. Pourtant, cet habitué du vélo peut désormais se balader en compagnie de sa femme, Linda, 54 ans, qui pédale sur un vélo électrique depuis décembre.

Les deux clans font parfois cause commune. *"Sur le groupe Facebook du sentier Pinellas [le long du golfe de Floride], ils se plaignent des promeneurs qui marchent à trois de front, des chiens qui, tout au bout de leur laisse, prennent toute la largeur du sentier et des porteurs d'écouteurs qui ne se rendent compte de rien autour d'eux."*

—*Courrier international*

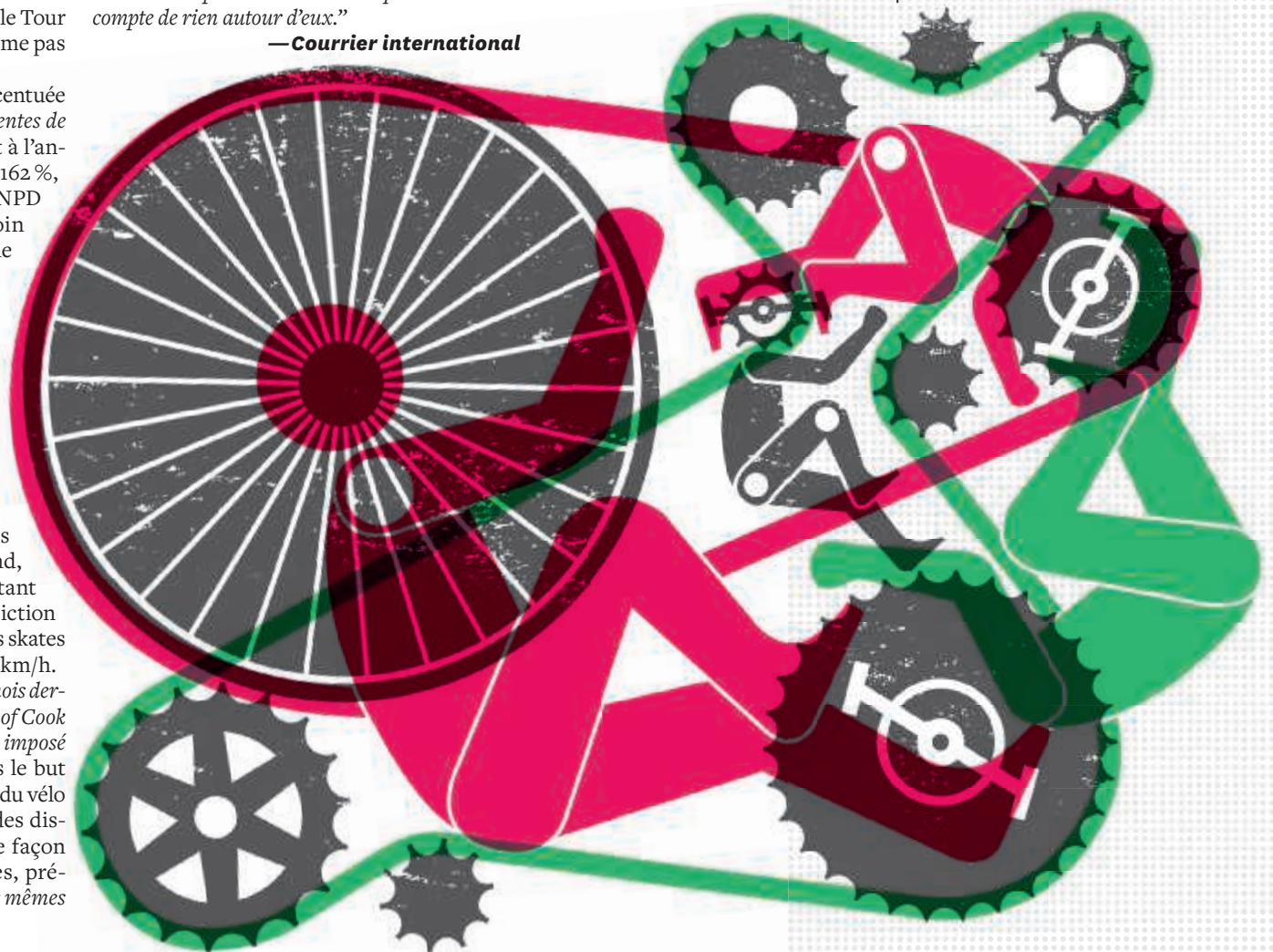
À la une



## EN ITALIE, UNE PRATIQUE "SANS FREINS"

Une piste cyclable qui s'envole vers les nuages et un titre évocateur : *"Sans freins"*. De l'autre côté des Alpes, le vélo gagne de plus en plus d'adeptes, et l'hebdomadaire turinois *Specchio* a voulu célébrer cette tendance en lui consacrant sa couverture. En Italie, nous apprend le média, près de 2 millions de vélos ont été vendus en 2020, soit 17 % de plus que l'année précédente. Les gens plébiscitent la bicyclette et le gouvernement veut suivre, puisqu'il a prévu de construire 570 kilomètres de pistes cyclables urbaines dans les prochaines années.

↓ *Dessin d'Otto paru dans Times Educational Supplement, Londres.*



## Union européenne

### Davantage de pistes cyclables, davantage de bicyclettes

●●● Avec la pandémie, les confinements et leur cortège de transports à l'arrêt, de nombreuses villes ont misé sur des pistes cyclables temporaires, ou "pop-up", pour favoriser les mobilités douces. En moyenne, les villes européennes ont installé 11,5 kilomètres de pistes cyclables, selon une étude du Research Institute on Global Commons and Climate Change de Berlin. Cette politique a permis d'augmenter le trafic cycliste de plus de 40 %, rapporte **Le Temps**. Les deux économistes auteurs de l'étude ont analysé des données comprenant la longueur des nouvelles pistes cyclables et les capteurs de passages de vélo de mars à juin 2020 dans 106 villes européennes. "Résultat : le trafic cycliste a augmenté de 11 à 48 % selon les pays." Ce sont les villes les plus denses qui ont connu les plus fortes hausses, relève le **New York Times** à propos de la même étude. "Paris, qui a mis en œuvre son projet de pistes cyclables très tôt et avait le plus grand programme de pistes pop-up de toutes les villes de l'étude, a enregistré l'une des plus fortes augmentations du nombre de cyclistes." Dans une autre étude, un chercheur en santé environnementale à l'université de Boston démontre que les "investissements dans les infrastructures pour le vélo et la marche sont plus que rentables une fois qu'on prend en compte les avantages pour la santé".

## Indonésie

### À Jakarta, la révolution attend son leader

●●● Malgré l'immense étendue de la capitale indonésienne (664 km<sup>2</sup> intra-muros), sa pollution et sa chaleur tropicale, la fièvre du vélo s'est répandue pendant la pandémie, principalement dans la classe moyenne et parmi les artistes. Ils sont nombreux à parcourir jusqu'à 40 km à vélo par jour pour se rendre à leur travail. Coaches et entraîneurs se multiplient, avec des cours à 60 euros l'heure, ainsi que les "communautés" de vélos où les plus qualifiés initient gracieusement les novices. La capitale indonésienne a déjà aménagé 63 km de pistes cyclables et en prévoit 101 de plus l'année prochaine. Une révolution des mœurs dans l'attente d'un leader. Hélas, Anies Baswedan, gouverneur de cette mégapole de 10 millions d'habitants, n'est pas

à la hauteur, regrette le **Jakarta Post**. "Jeudi matin [3 juin], il a mené campagne pour la Journée mondiale du vélo en se rendant au travail à bicyclette avec ses adjoints et des personnalités. Mais c'était plus pour le show et totalement décalé. Anies doit savoir que chemise batik et vélo ne vont pas ensemble, surtout par une chaude matinée. Son initiative d'ériger un monument au vélo qui coûte 800 millions de roupies [46 000 euros] sur l'artère principale Jl. Sudirman [dans le centre de la ville] a déjà été tournée en ridicule [et qualifiée de] gaspillage d'argent", note le quotidien..

## Belgique

### Premier coup de pédale

●●● "Comme à chaque printemps, de nombreux Belges ont enfourché leur bicyclette. Mais pour certains, c'était la première fois", rapporte **Knack**. Quand on s'y met tardivement, l'exercice fait un peu peur, mais les nouveaux cyclistes peuvent compter sur les cours dispensés par 35 villes et communes flamandes qui, "au total, enseignent chaque année les bases de la bicyclette à près de 500 personnes". À l'instar de Kaoutar, 32 ans, la plupart des élèves sont des femmes qui ne pouvaient pas faire de vélo dans leur pays d'origine. "J'ai rêvé toute ma vie d'avoir un vélo, raconte-t-elle au magazine belge. Malheureusement, pendant mon enfance, je n'ai jamais pu essayer. Je viens de Taza, une ville marocaine qui n'a pas du tout la culture du vélo. Là-bas, les seuls à en utiliser pour circuler sont des garçons ou des hommes qui ne peuvent pas rouler en voiture."

## Suisse

### L'union fait la force

●●● Les Critical Mass, qui se déroulent le dernier vendredi de chaque mois en Suisse et partout dans le monde depuis des années, réunissent "des milliers de cyclistes sur la route pour qu'ils atteignent une masse critique par rapport aux voitures", explique **Heidi News**. Les dernières éditions des "Velo Demo", comme on les appelle en Suisse allemande, connaissent un succès grandissant. Le 31 mai, le nombre des manifestants à vélo ("quasiment 10 000, musique techno et sonnettes au vent"), a même "surpris la police", écrit sur son site la **RTS**. Cette défense de la mobilité douce provoque de sérieux embouteillages, les vélos s'emparant de l'espace dévolu aux voitures.

## COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



18€  
Frais de port offerts

### BD Chappatte Reporter

Du Printemps arabe aux coulisses de l'Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

### BD Chappatte Au coeur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22€  
Frais de port offerts

## BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :  
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

BD Chappatte - Reporter	18 € x .... exemplaire(s) =	€
BD Chappatte - Au coeur de la vague	22 € x .... exemplaire(s) =	€
Frais de port offerts		0€
Total =		€

Mes coordonnées :

VCO21BA1601

Monsieur  Madame  
 NOM .....  
 PRÉNOM .....  
 ADRESSE .....  
 CP [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients  
<https://boutique.courrierinternational.com>  
 au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021  
 \*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
 Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
[boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :  
 DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

# trans- versales.



## économie

Sciences..... 39  
Signaux ..... 41

# Assis à mon bureau nomade

**Travail.** Dans son Combi Volkswagen, ce journaliste indépendant travaille en pleine nature depuis plus d'un an. Son triptyque indispensable : table de pique-nique, ombre et bonne couverture réseau.

—Die Zeit *Hambourg*

**L**e campagnol roussâtre est en train de grignoter mon lacet quand l'ordinateur portable s'éteint. Batterie vide. Il est un peu plus de 9 heures, le soleil passe au-dessus des arbres et illumine le parking pour randonneurs où je travaille. Le petit rongeur cherche de la nourriture, moi, une prise. La journée est mal partie pour nous deux.

Voilà environ un an et demi que je travaille la plupart du temps en itinérance, toujours dans un endroit qui me plaît : parking de départ de randonnées, sommet d'une montagne, plage ou forêt. Je me déplace dans un vieux camping-car Volkswagen – beaucoup de rouille, peu de puissance, suffisamment de place. J'ai commencé à installer ce dont j'avais besoin l'an dernier. Mais de quoi a-t-on besoin pour bien travailler sur la route ? Et l'employeur est-il d'accord pour que ses collaborateurs soient nomades ?

Contrairement au télétravail à la maison, le travail nomade n'est pas lié au domicile. Il n'existe pas de définition juridique du "travail mobile" en Allemagne [pas

plus qu'en France]. Le ministère du Travail a sorti un projet de loi en début d'année pour lui donner un cadre juridique. Le texte prévoit que les employeurs devront envisager avec les salariés la possibilité de travail mobile – avec l'objectif de parvenir à un accord. Ce qui signifie tout simplement que le patron doit accepter d'en parler au salarié qui lui en fait la demande. [En France, le Code du travail prévoit dans l'entreprise un accord collectif sur le télétravail et ses modalités, qu'elles soient nomades ou non, ou un accord formalisé librement entre le salarié et sa hiérarchie.]

**Banc de sable.** L'aventure du travail mobile peut commencer. Du moins en théorie, parce qu'il y a quelques obstacles. Le plus grand : trouver le bon endroit. Ma première journée s'est mal passée, j'ai fini par insulter le fleuve et me retrouver avec le bas du dos en feu. J'avais découvert en me promenant un long banc de sable. J'avais étendu une nappe de pique-nique, posé le portable dessus et branché mon smartphone. Le lieu parfait. Jusqu'à la première réunion. Le fleuve faisait tellement de bruit

que mon interlocuteur comprenait à peine ce que je disais. J'étais aveuglé par le soleil et par les reflets de l'eau. Je ne voyais rien, n'entendais rien et à chaque heure passée sur le sol dur, mon dos me faisait de plus en plus mal.

Depuis, je sais. Celui qui veut travailler dehors doit trouver de l'ombre, du calme et être confortablement assis. Celui qui n'a pas une voiture suffisamment grande se satisfera des parkings pour randonneurs : on y est tranquille en semaine, il y a de l'ombre et souvent des bancs et des tables. Je ne renoncerais cependant pas à ma chaise pliante et à une petite table. Une table de pique-nique suffit, de quoi poser un ordinateur portable et un bloc-notes.

L'accès au réseau de téléphonie mobile est un autre problème en Allemagne. Avec la future 5G, ce sera plus rapide et il y aura l'Internet mobile (presque) partout. En attendant, mes journées se déroulent de la façon suivante : un parking pour randonneurs dans le sud de la Forêt-Noire, une place à l'ombre entre deux grands pins, un banc avec une table. Parfait. Jusqu'à ce que je passe le premier coup de fil : "Allô ? Allô ?" Il y a quelques minutes, le téléphone affichait encore trois barres, maintenant il crachote, mon interlocuteur bégaie, disparaît.

le réseau ? est-ce calme ? est-on bien assis ? J'ai trouvé les parkings pour randonneurs sur les vues satellites de Google Maps.

Les images sont assez nettes pour une première estimation de la situation. Des applications comme Park4night ou iOverlander ont beau avoir été conçues pour partager les endroits où dormir, elles conviennent aussi

**Pour travailler dehors il faut trouver de l'ombre, du calme et être assis confortablement.**

pour trouver où installer son bureau mobile. Une application de localisation des zones blanches ou le guide ADSL de l'Agence fédérale [allemande] des réseaux permettront de vérifier la couverture. Si le site est beau et le réseau au rendez-vous, le smartphone fait office de point d'accès à Internet pour l'ordinateur. Le mieux, c'est d'avoir un forfait illimité. Sinon, on peut prendre une clé UMTS ou LTE [deux normes de réseaux de téléphonie mobile]. Après deux jours de travail sans recharge,

Remballer, partir, chercher du réseau.

Je passe le reste de la journée sur une aire de repos de la B31, une nationale qui va vers la France. Moche et bruyante – mais le réseau est bon. Sur Google Maps, j'ai noté une liste de villes, de parkings et de sièges selon un barème "télétravail en plein air" : comment est

l'ordinateur et le téléphone ont besoin d'énergie.

Certains utilisateurs de camping-car ne jurent que par l'installation de panneaux solaires sur le toit. Ils coûtent plusieurs centaines d'euros. Quand on ne souhaite pas dépenser beaucoup, on peut commencer petit. Avec une batterie externe pour l'ordinateur et un onduleur. Celui-ci convertit un courant continu de 12 volts en courant alternatif de 230 volts, ce



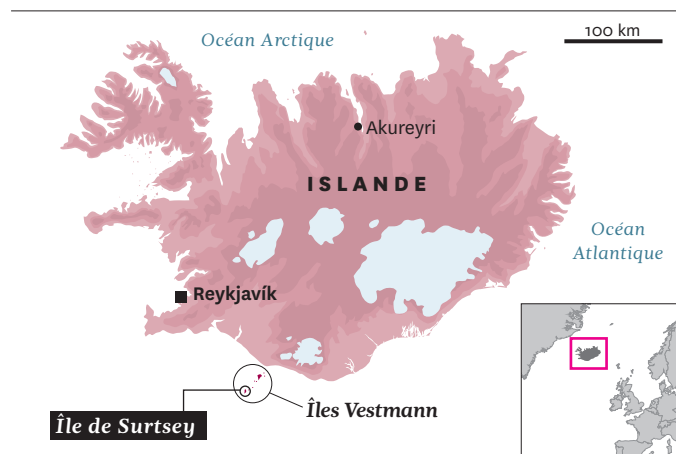
↓ Dessin de **Walenta** paru dans **Podróże**, Varsovie.

SCIENTES



# Explorer Surtsey, où le vivant s'installe petit à petit

**Écologie.** Le chercheur polonais Pawel Wasowicz raconte comment les organismes vivants conquièrent cette toute jeune île volcanique.



qui permet de charger les appareils par l'allume-cigare ou, justement, par une batterie externe.

Quand je cherche où dormir, je me préoccupe aussi de l'alimentation électrique. Au lieu de passer la nuit en forêt, je demande aux occupants d'une maison ou d'une ferme si je peux me garer à proximité et charger ma batterie externe. On ne m'a encore jamais dit non. Bien au contraire : dans l'Allgäu [dans le sud-ouest de la Souabe, en Bavière], un agriculteur m'a invité à dîner et je lui ai proposé de l'aider à la ferme. Pendant qu'à la cuisine mes appareils chargeaient, j'ai éparpillé du foin et nourri les veaux dans l'étable. Deux heures plus tard, la batterie était pleine et l'agriculteur me donnait un paquet rempli de produits de la ferme en guise d'adieu. Il existe aussi des sites Internet spécialisés dans l'échange entre fermes et aires de bivouac.

**Bloc-notes.** Même si on peut faire des rencontres fort sympathiques en cherchant de l'électricité, j'aspire à plus d'indépendance. Ma prochaine acquisition consistera en panneaux solaires pliables et une deuxième batterie de voiture.

Pour savoir si on est fait pour travailler dans la nature, mieux vaut faire une journée d'essai. À la maison, voir combien dure la batterie de l'ordinateur, vérifier le volume de données échangées, voir avec son employeur si on a le droit de travailler hors d'un espace protégé. Et emporter un bloc-notes. Le mien est toujours à portée de main. Chaque fois qu'il manque quelque chose ou que quelque chose est cassé, je le note. Et je passe en revue cette liste régulièrement de façon à ce que mon bureau sur roues soit toujours opérationnel.

On peut aussi faire du travail mobile sans camping-car ni caravane : on attend qu'il fasse beau, on fourre ordinateur et téléphone dans un sac à dos et on part au vert à vélo ou en train. De préférence un vendredi ou un jour de pont, comme ça, on peut enchaîner sur un week-end et faire baisser le stress. Des chercheurs américains ont en effet découvert qu'il suffisait de passer vingt minutes dans la nature pour que le niveau de cortisol diminue dans l'organisme.

—Merlin Gröber  
Publié le 9 juin

—Polityka (extraits) Varsovie

**POLITYKA : Le 15 novembre 1963, au large de la côte sud de l'Islande, a émergé l'île de Surtsey. Elle n'est pas grande mais présente une immense valeur scientifique. Vous êtes le seul chercheur polonais à en observer le processus de colonisation.**

**PAWEL WASOWICZ :** Oui, j'y séjourne chaque été depuis 2014. L'île constitue depuis sa naissance une réserve sous protection stricte et un laboratoire à ciel ouvert, c'est pourquoi seuls les scientifiques peuvent y accéder. Elle offre une possibilité unique d'étudier le processus de succession primaire, c'est-à-dire la colonisation d'un nouveau territoire émergé par des organismes vivants. Cela commence par l'arrivée de végétaux sur une terre encore vierge et s'achève par la formation d'un écosystème durable et adapté aux conditions locales, très rudes à Surtsey. Le sol se compose essentiellement de téphra, c'est-à-dire de cendre volcanique sèche, ainsi que de palagonite, une roche qui ressemble au basalte. Surtsey fait partie de l'archipel des îles

Vestmann et est née de l'éruption d'un volcan sous-marin qui a duré, avec de courtes pauses, de 1963 à 1967. À son apogée, la colonne éruptive atteignait 2 kilomètres de haut. Au total, l'éruption a éjecté 1 kilomètre cube de matière. Ainsi, en 1967, la superficie de l'île était de 2,65 km<sup>2</sup>, mais aujourd'hui, elle est déjà presque deux fois plus petite à cause de l'érosion.

**Quelles premières espèces ont eu le courage de s'installer dans ce lieu inhospitalier ?**

La pionnière a été la roquette de mer, trouvée dès 1965 alors que l'éruption était encore en cours ! Le premier individu a non seulement survécu vaillamment pendant toute la saison de croissance, mais il a aussi produit des semences. Peu après sont apparues d'autres plantes typiques des littoraux, comme la mertensie maritime, le pourpier et le seigle de mer. Contrairement à ce que nous avons appris à l'école, les premiers colonisateurs ont donc été des plantes hautes, pas des mousses ou des lichens.

**Est-ce le vent qui les aurait amenées là ?**

C'était l'eau. Surtsey et l'Islande sont séparées par 32 kilomètres de mer, et c'est l'hydrochorie, la dispersion de graines grâce à des courants d'eau, qui a joué le rôle le plus important dans la première phase de colonisation. Les semences et les fruits flottent sans problème et peuvent survivre plus de trente semaines dans l'eau salée. Parfois, ils voyagent accrochés à des morceaux de bois ou à des œufs de raie. Cela dit, le vent a aussi participé au processus, c'est sans doute lui qui a amené saules, pissenlits ou encore champignons et lichens. En 1974, douze espèces de végétaux avaient été répertoriées, dont dix sont parvenues à s'installer durablement.

**Que s'est-il passé ensuite ?**

En 1986 sont apparus dans le sud de l'île dix nids de goélands bruns et argentés construits sur la lave nue. Quatre ans plus tard, il y en avait déjà 190, et des goélands marins ont aussi commencé à se montrer. Bien qu'arrivés quelques décennies après les premiers végétaux, les oiseaux ont apporté la plus grande contribution au processus de colonisation de l'île : on estime que 75 % des espèces végétales ont été transportées par leur intermédiaire, via leur système digestif, leur plumage ou leurs pattes. La cochléaire officinale est ainsi apparue pour la première fois exactement là où se reposaient les goélands. La camarine noire, les renoncules, le pâturin des prés et l'oseille ont aussi commencé à pousser autour des nids.

**Les oiseaux ont non seulement apporté des semences, mais aussi de l'engrais.**

Exactement, et cela a été crucial. Il ne s'agit pas seulement de restes de poissons, d'œufs ou encore d'oiseaux morts. Au début, l'île ne comportait pas de sol, seulement du téphra. En plus d'être sèche, de ne pas absorber l'eau et de s'éroder très facilement, la surface a une teneur en azote extrêmement faible. La colonie de goélands est devenue une oasis de verdure pour de nouvelles espèces, ou bien pour d'autres qui n'avaient pas réussi jusque-là à s'installer durablement

en raison du manque de nutriments. Les relevés de 1994 ont montré qu'en dix années à peine le nombre de plantes hautes était passé de 21 à 41 et celui d'espèces durablement installées de 11 à 34.

**Ces nouvelles espèces de plantes ont à leur tour attiré d'autres organismes.**

Oui, la croissance de la diversité des espèces végétales a entraîné une forte augmentation du nombre d'insectes. Les premiers étaient en réalité apparus dès 1964 et étaient venus soit seuls, soit portés par les vents du nord à partir des îles les plus proches dans l'archipel. C'était par exemple le cas d'une espèce de moustique, *Halocladus variabilis*, du coléoptère *Amara quenseli* et de la noctuelle baignée [un papillon de nuit]. Surtsey a aussi vu arriver des insectes absents d'Islande et transportés par des masses d'air en provenance d'Europe continentale. Par ailleurs, ceux retrouvés sur les plages ont probablement dérivé sur des plantes ou des bouts de bois. D'autres ont pu être apportés par des oiseaux. Sur Surtsey, il y a des escargots, et on a même trouvé une fois un lombric.

**La croissance de la population d'insectes a sans doute eu un impact sur l'écosystème ?**

Oui, elle a par exemple attiré le plectrophane des neiges, qui a commencé à construire des nids sur l'île en 1996. Auparavant, cet oiseau ne s'y arrêtait que pour se reposer. Encore aujourd'hui, sa population continue d'augmenter, et d'autres espèces de passereaux se sont installées dans son sillage, de même que l'oie cendrée. De temps en temps vient aussi pondre un couple de macareux moines. S'ils fondent un jour une colonie, cela donnera un nouvel élan au développement de la végétation.

**On voit nettement sur cette île déserte colonisée par étapes toutes les interactions entre espèces. Ce processus de succession primaire est-il universel ?**

C'est sans doute vrai pour cette zone climatique. À part Surtsey, les autres endroits dans le monde où l'on peut étudier ce phénomène sont l'île de Nishinoshima, au Japon, et l'archipel de Krakatoa, en Indonésie. Dans ce dernier cas, le climat chaud et humide a beaucoup accéléré la colonisation.



INTERVIEW

✓ Sur les étiquettes :  
Nouveau, mutant, nouveau.  
Dessin de Schot, Pays-Bas.

## À quoi ressemble une expédition pour aller à Surtsey ?

Tout d'abord, il faut préparer le séjour sur place, avoir un bon sac de couchage et bien nettoyer chaussures et vêtements afin de n'apporter aucune graine étrangère. Une partie du groupe s'occupe des courses : des bidons d'eau de 25 litres, de la nourriture, et notamment des œufs et des lardons puisque c'est le petit déjeuner traditionnel des chercheurs à Surtsey. Nous faisons le trajet en bateau mais devons finir en pneumatique puisqu'il n'y a pas de port. En raison des vagues, il ne m'est jamais arrivé de débarquer à pied sec. Parfois, les gardes-côtes nous transportent par hélicoptère, nous devons alors descendre à la corde car l'engin est trop gros pour pouvoir se poser. Comme il y a presque toujours du vent – jusqu'à 120 km/h –, nous sommes parfois bloqués sur place quelques jours de plus que prévu.

## Où vivent les chercheurs ?

Dans une petite cabane en bois avec des lits superposés, une grande table commune et du gaz en bouteille. Il n'y a pas de salle de bains, de toilettes ou de chauffage, mais nous avons un générateur d'électricité. Pour les besoins naturels, nous avons la mer. Le téphra nous sert de réfrigérateur : on y creuse un trou pour y stocker le lait, la viande et les œufs. Évidemment, nous ramenons tous nos déchets avec nous, ainsi que ceux rejetés par la mer. C'est un grand problème. En deux ans, nous avons ramassé sur cette petite île près de 2 tonnes de plastique, principalement des déchets de pêche comme des filets, mais aussi des jouets ou des bouteilles. En 2020 sont aussi apparus pour la première fois des gants bleus anti-Covid.

## En quoi consiste votre travail ?

Pendant les premières années, les chercheurs restaient à Surtsey tout l'été. Ils quadrillaient le territoire et signalaient chaque plante trouvée. Certains piquets sont d'ailleurs toujours là. Désormais, nous ne passons sur place que quelques jours par an. Nous vérifions quelles espèces sont présentes, leurs effectifs, leur répartition géographique, les phénomènes à l'œuvre dans l'écosystème. Il s'agit d'établir des comparaisons avec les années précédentes, et, chaque fois, nous trouvons au moins une nouvelle

espèce. La colonisation de Surtsey n'est pas encore terminée.

## Quel est l'avenir de l'île ?

Le processus de colonisation et d'installation de nouvelles espèces va sans doute se poursuivre pendant plusieurs décennies. L'expansion de la colonie de goélands aura pour effet d'étendre les zones à couvert végétal dense. Cela entraînera ensuite une augmentation des populations d'invertébrés et de vertébrés comme les macareux moines. Toutefois, l'impitoyable érosion aura aussi un fort impact sur la biodiversité. Nous estimons que, dans un ou deux siècles, elle aura détruit les terrains de lave et de téphra, ne laissant émerger que les cônes de palagonite, qui résistent à l'action des vagues. En conséquence, certains habitats végétaux disparaîtront et l'écosystème de Surtsey sera de plus en plus semblable à celui des autres îles bien plus anciennes de l'archipel.

L'érosion côtière emportera en premier les plantes qui poussent sur les plages de galets du nord de l'île, c'est-à-dire les espèces qui étaient arrivées les premières, comme la roquette de mer et la mertensie maritime. Que se passera-t-il sur les cônes de palagonite, qui resteront émergés pendant des milliers d'années ? Peut-être qu'après le départ des goélands viendront des fous de Bassan, déjà présents en grand nombre sur l'île voisine de Súlmasker. En tout cas, ce ne sera plus l'île de Surtsey telle que nous la connaissons aujourd'hui.

— **Propos recueillis par Aleksandra Kozłowska**  
Publié le 15 juin

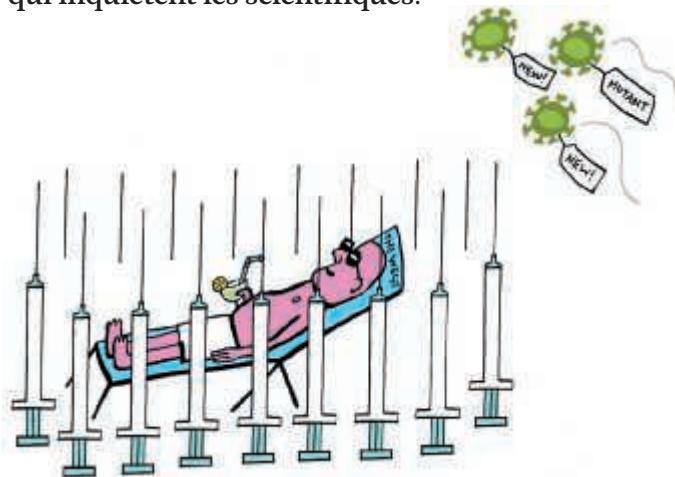
## Portrait

### PAWEL WASOWICZ

Ce botaniste polonais âgé de 40 ans vit depuis 2012 en Islande où il travaille pour l'Institut d'histoire naturelle (IINH). En plus de participer régulièrement aux expéditions sur l'île de Surtsey, il conduit des recherches sur les espèces non natives et invasives ainsi que sur les mécanismes de diffusion géographique des plantes. Il est par ailleurs curateur des collections de plantes vasculaires (pourvues de vaisseaux pour transporter l'eau) recueillies en Islande et préservées par l'IINH, soit près de 100 000 spécimens.

# Variant Delta, c'est grave docteur ?

**Santé.** À la veille de l'été, ce variant du coronavirus fait trembler la planète. Tour d'horizon de ses caractéristiques, qui inquiètent les scientifiques.



**E**n octobre 2020, l'Inde séquençait un nouveau variant du coronavirus, B.1.617.2, renommé Delta. En avril dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le classait "variant à suivre", puis "variant préoccupant" moins d'un mois plus tard. Et au 29 juin, il s'était propagé dans 96 pays, d'après l'agence onusienne. "Les signaux d'alerte liés au variant Delta se sont multipliés à travers le monde", rela-



tait le journal **Le Temps** le 30 juin. Reconfinements locaux en Australie, fermeture des écoles aux Royaume-Uni, nouvelles restrictions au Portugal et en Israël, hausse des infections en Russie et en Corée du Sud... Pourquoi le variant Delta inquiète-t-il tant ?

**Contagieux.** D'abord, ce variant est le plus contagieux de tous. Le 16 juin, la revue **The Economist** relayait les résultats de l'organisme de santé britannique Public Health England (PHE), qui suggère une contagiosité 2,5 fois plus importante que le Sars-CoV-2 détecté à Wuhan. Dans une étude publiée fin mai, non encore relue par des scientifiques, des chercheurs britanniques expliquent cette forte

contagiosité par des mutations dans le gène codant pour la protéine Spike (la clé permettant au virus de pénétrer dans les cellules humaines), mais cette hypothèse n'a pas encore été confirmée.

**Agressif.** En plus d'être plus contagieux, le variant Delta a une fâcheuse tendance à être responsable des cas graves. Une étude

préliminaire du Centre national des maladies infectieuses de Singapour a mis en évidence une association entre l'infection par le Delta et un risque plus élevé de besoin en oxygène, d'admission en soins intensifs ou de décès, par rapport aux variants détectés au Royaume-Uni et en Afrique du Sud. Un résultat confirmé par des données britanniques, qui établissent un risque d'hospitalisation deux fois plus élevé par rapport à l'Alpha (le britannique). À nouveau, ce serait une ou plusieurs mutations de Spike qui seraient responsables. Elles aideraient le virus à se protéger des anticorps et lui confèreraient un profil d'"évasion immunitaire", selon les termes de Trevor Bedford, biologiste informaticien au centre de recherche Fred

Hutchinson de Seattle, interrogé par **Science**. La revue **Nature** se voulait néanmoins rassurante le 22 juin, en soulignant qu'une récente étude du PHE "a révélé que les personnes ayant reçu une dose de vaccin [AstraZeneca ou Pfizer] ont 75 % moins de risques d'être hospitalisées que les personnes non vaccinées ; celles qui ont reçu deux doses, 94 %".

**Résistant.** Selon une autre étude du PHE, le variant Delta échappe plus facilement aux vaccins... mais pas totalement. "Une seule dose du vaccin d'AstraZeneca ou de Pfizer réduit de 33 % le risque de développer les symptômes du Covid-19 causés par le variant Delta, contre 50 % pour le variant Alpha", note **Nature**.

De plus, le vaccin confère une protection de 60 % contre les infections symptomatiques avec deux doses d'AstraZeneca et de 88 % avec deux doses de Pfizer (66 % et 93 % pour le variant Alpha). C'est pourquoi Peter Hotez, doyen de l'École nationale de médecine tropicale du Baylor College of Medicine, aux États-Unis, insiste sur la nécessité d'aller au terme du processus de vaccination. "La protection offerte par une seule dose semble faible, et si vous n'êtes pas du tout vacciné, considérez-vous à haut risque", conseillait le pédiatre dans le **New York Times** le 22 juin.

**Dominant.** Par ses différentes caractéristiques, le variant B.1.617.2 devrait "rapidement supplanter les autres et devenir dominant au cours des prochains mois", alerte l'OMS. Dans l'Union européenne, il pourrait même représenter 90 % des cas de Covid-19 d'ici fin août, estimait le 23 juin Andrea Ammon, responsable du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Interviewée par **Science**, l'épidémiologiste allemande se préoccupait notamment des jeunes, qui ne sont pas ciblés par la vaccination. La conseillère scientifique de l'OMS Soumya Swaminathan s'est quant à elle émue de la situation dans les pays en voie de développement. "Pour l'instant, le Delta représente une menace particulière pour les pays les plus pauvres, qui n'ont pas ou ont peu accès aux vaccins. Nous pourrions nous retrouver avec des épidémies explosives."

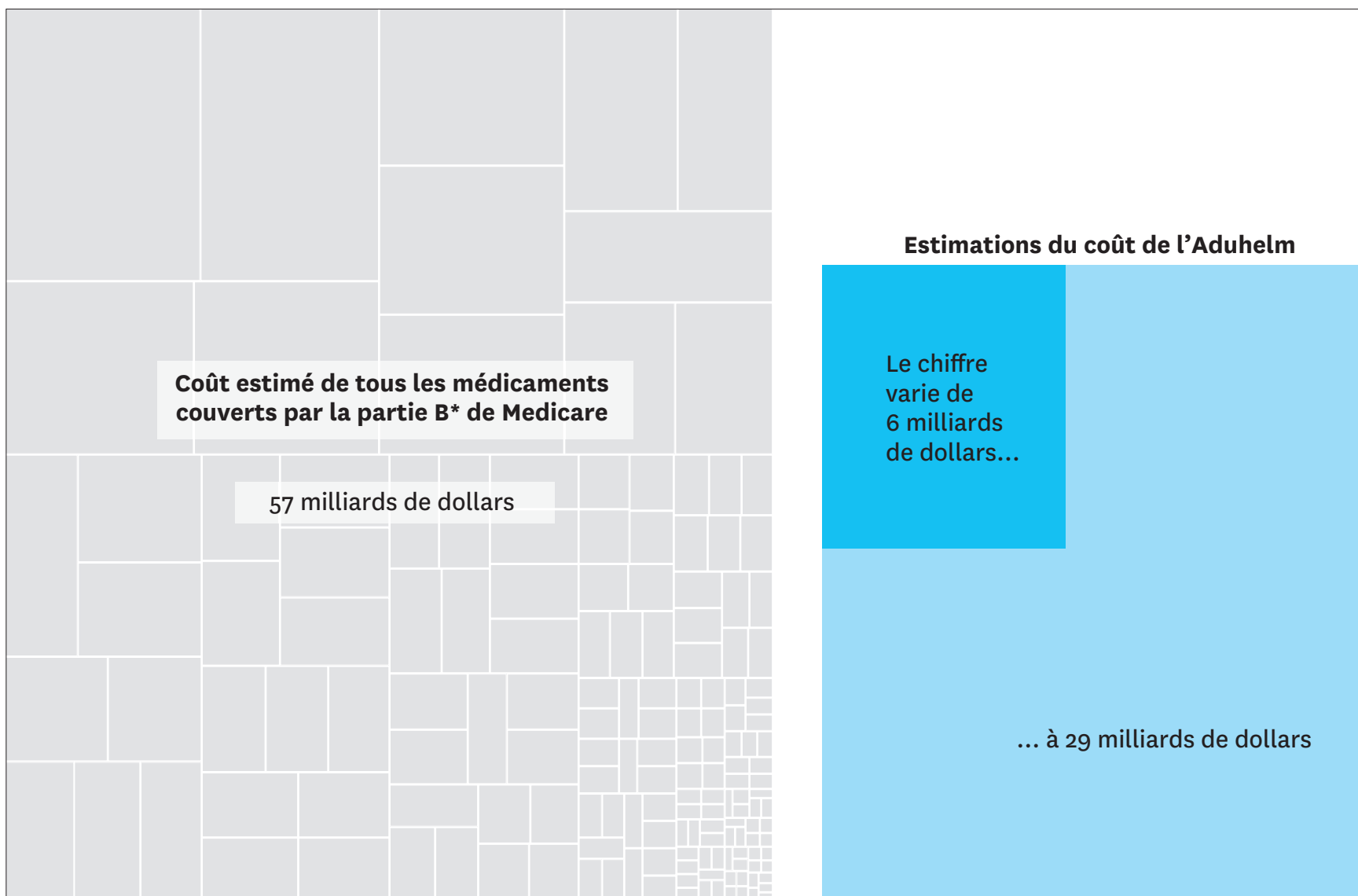
— **Courrier international**



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Le prix inouï du médicament Aduhelm

Biogen estime le coût de son traitement contre Alzheimer à 56 000 dollars par patient chaque année aux États-Unis.



\*La partie du programme fédéral de l'assurance-maladie qui couvre les personnes âgées ou invalides pour des soins externes et la plupart des médicaments prescrits sur ordonnance. Les chiffres des services fédéraux sur cette partie ont été adaptés pour compenser l'absence de données sur les dépenses des inscrits à Medicare Advantage (35 % des bénéficiaires), financé par des assureurs privés.

Les chiffres varient car les analystes ne connaissent pas le nombre de patients qui recourront à ce traitement. La fourchette haute, fondée sur un article de l'ONG Kaiser Family Foundation, part du principe que près d'un quart des 2 millions de bénéficiaires de Medicare suivant actuellement un traitement contre la maladie d'Alzheimer prendront un jour ce médicament. Le chiffre le plus bas est tiré d'une analyse de la banque d'investissement Cowen and Company, qui prévoit un total de ventes de 7 milliards de dollars d'ici à 2023.

THE NEW YORK TIMES



**THE NEW YORK TIMES.** Avec 1600 journalistes et quelque 7,5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est le premier quotidien des États-Unis. Cette infographie publiée le 22 juin montre que l'Aduhelm, devenu le 7 juin le premier

traitement contre Alzheimer approuvé aux États-Unis depuis 2003, malgré un prix et une efficacité controversés, pourrait être l'un des médicaments les plus chers pour l'assurance-maladie américaine. Un véritable gouffre financier.

## 360



## MAGAZINE

Ma nuit chez Frank Lloyd Wright • Architecture ... 48  
L'épopée du zèbre de guerre • Histoire..... 50

# CETTE CHANSON QUI NOUS RASSEMBLE

**Nous l'avons vérifié avec l'épidémie de Covid-19 : la musique allège nos peines et nous permet de communier malgré la distance et le confinement. Serait-elle un langage universel, que nous partagerions à l'unisson ? C'est la question que pose le premier volet de notre série d'été sur la musique.** *Die Zeit* [extraits] Hambourg

**C**ommençons par une grotte. Une grotte du nom de Hohle Fels, ou "Roche creuse", qui se niche à la lisière du Jura souabe, à une demi-heure en voiture à l'ouest d'Ulm [dans le sud de l'Allemagne]. Une étroite passerelle en métal conduit jusqu'à l'intérieur. L'air frais est chargé d'une odeur de cave. Au bout de quelques mètres, nous pénétrons dans une salle en pierre voûtée comme la coupole d'une cathédrale. Chacune de nos respirations est audible. Chaque bruit produit un écho.

Cela fait des décennies que les archéologues viennent à Hohle Fels étudier les restes d'une culture disparue depuis des lustres : celle de l'aurignacien, qui a perduré de 40000 à 32000 ans avant J.-C., la période où l'homme moderne a entamé son évolution. Les chercheurs ont exhumé d'innombrables lames et burins, outils de ces premiers *Homo sapiens*. Et, en 2008, ils ont fait une découverte sensationnelle : un os. Un os creux,



SOURCE



**DIE ZEIT**

Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire, 500 000 ex  
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Créé en 1946

↳ Dessin de Maria Corte, Espagne.

par la force d'occupation britannique, basé à Hambourg, cet hebdomadaire appartient au groupe Holtzbrinck. L'article que nous vous proposons ici a fait en mai la une du journal, sous le titre "Les prouesses de la musique".



de 22 centimètres de longueur, provenant d'une aile de vautour. Pendant tous ces millénaires, il avait reposé sous de lourdes couches de sédiments, fragmenté en une dizaine de morceaux. Quand ils ont été découverts, ces fragments semblaient quelconques. Puis les archéologues y ont découvert de petits trous et entailles. Ils ont

assemblé les morceaux et, aussitôt, ils ont compris ce qu'ils avaient entre les mains : une flûte. Une flûte de 40 000 ans. Le plus vieil instrument de musique du monde connu.

Les chercheurs s'accordent largement sur un point : le fait que ces hommes de l'âge de la pierre, qui pouvaient parcourir jusqu'à 20 kilomètres par jour à travers la toundra de l'époque glaciaire pour chasser le renne et le mammouth, qui luttait constamment contre le froid, les tigres à dents de sabre et les parasites importuns, prennent le temps de faire de la musique est d'une importance capitale. Ce goût pour la musique a donné à l'*Homo sapiens* un avantage sans pareil et, peut-être même, comme le supposent certains chercheurs, a-t-il assuré sa survie. Car la musique a tissé entre les humains un lien qui les rassemble jusqu'à aujourd'hui.



**A**vant que le virus ne le prive d'air, chaque jeudi après-midi, Heinz Rabert se rendait au local de son association, s'asseyait à sa place habituelle, discutait brièvement avec son voisin et, une heure et demie durant, faisait ce qu'il aime le plus au monde : chanter. Mais en ce jeudi après-midi d'avril, il est seul dans sa petite maison, dans la ville de Bocholt, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie [dans l'ouest de l'Allemagne], assis à la table du salon recouverte d'une nappe bleu ciel. Il a tout préparé : un surligneur, la fiche bristol

**LE GOÛT POUR LA MUSIQUE A DONNÉ AUX PREMIERS "HOMO SAPIENS" UN AVANTAGE SANS PAREIL, ET A PEUT-ÊTRE ASSURÉ LEUR SURVIE.**

avec le numéro de téléphone, les partitions, dont les coins sont renforcés avec du ruban adhésif, et son téléphone sans fil.

Heinz Rabert, 88 ans, est un homme jovial, à la voix grave et à la chevelure blanche. Il a toujours aimé sa voix mais, longtemps, n'en a guère fait usage. "Quand aurais-je pu ? demande-t-il. Quand tu te lèves à quatre heures du matin, le soir, tu ne vas plus à la chorale." Jeune homme, il a travaillé comme boulanger, plus tard, comme contremaître dans une usine textile, il a fabriqué des coussins de sièges auto, des revêtements de portes, des plages arrière. Puis la retraite est arrivée. Des amis l'ont emmené dans une chorale des environs. Il a intégré les basses et, à partir de ce moment-là, il a fait partie de la chorale d'hommes de l'association Katholische Arbeitnehmer-Bewegung de la commune de Rhede [à quelques kilomètres de Bocholt]. Il répétait toutes les semaines, chantait le dimanche à l'église et poussait la chansonnette dans les maisons de retraite, lors de fêtes d'anniversaire ou de noces d'or. Cela, des années durant.

Jusqu'à ce que, en mars 2020, la chorale soit considérée comme un groupe à haut risque [à cause de la pandémie de Covid-19]. Le plus jeune des chanteurs avait 51 ans, le plus vieux 94. La chef de chœur a voulu poursuivre les répétitions sur Skype, mais certains ne se débrouillent pas bien avec la technologie, quelques-uns n'ont pas Internet, voire pas d'ordinateur du tout. Elle a fini par mettre en place un système téléphonique. Depuis, ils répètent au téléphone. Quarante-cinq hommes, seuls, mais connectés les uns aux autres.

Heinz Rabert regarde l'horloge : il est presque 17 heures. Il compose le numéro sur le combiné et active le haut-parleur. On entend les murmures des chanteurs et la voix de la chef de chœur.

"Vous êtes tous là ? Vous m'entendez ? Willi ? Herbert ? Heinz ?"

"Oùiii, Monika, lance Heinz Rabert, je suis là !" Il s'accoude sur la table du salon. Il ne sait pas lire les notes, mais il suit du doigt le texte. La voix cassée, roulant les *r*, il se lance dans *La Pastorella* [un tube du chanteur de variété suisse Vico Torriani, sorti en 1976]. Sur la table trône un vase de myosotis, à côté de la photographie d'une dame en chemisier chic, le regard profond : Resi. Il a eu quatre enfants avec elle : deux filles, deux garçons. Cela fait douze ans qu'elle n'est plus.

Heinz Rabert a une voisine qui lui prépare le petit déjeuner chaque matin, et une entreprise lui livre à domicile ses autres repas. Ses enfants passent régulièrement.





**POUR QU'UNE SOCIÉTÉ NE SE DÉSAGRÈGE PAS, IL FAUT QUE QUELQUE CHOSE CRÉE UNE IDENTITÉ ET UN LIEN PAR-DELÀ LA LANGUE.**

soignant lui pose un casque sur les oreilles ; on entend *Le Lac des cygnes* de Tchaïkovski. Soudain, la vieille dame se ressaisit, soulève le menton, redresse le dos, ouvre ses bras secoués de tremblements. Ses mains et ses doigts élançés bougent encore avec l'élégance d'une danseuse. Ainsi, le temps de deux minutes, Marta González retourne à une époque où son corps était en pleine santé, portée par la musique et la mémoire de ses muscles. Puis elle s'affaisse de nouveau dans son fauteuil roulant. Depuis, M<sup>me</sup> González est morte. Cette vidéo a été visionnée plus de 12 millions de fois sur YouTube. L'ovation de sa vie.

Pendant la période de l'aurignacien, l'*Homo sapiens* s'est imposé face à son dernier concurrent : l'homme de Néandertal. Pourquoi ? Les scientifiques restent divisés sur ce point. Selon une théorie, alors que l'homme de Néandertal ne maîtrisait que des formes simples de langage et vivait en petits groupes, l'*Homo sapiens* disposait de bien meilleures aptitudes linguistiques, qui lui ont permis de s'organiser en groupes plus grands, lesquels pouvaient réunir jusqu'à 30 individus. La taille de ces groupes lui a assuré une certaine sécurité, elle a limité la consanguinité et a poussé l'homme moderne à affiner constamment ses compétences : pendant que les uns allaient à la chasse, d'autres fabriquaient de nouveaux outils et des vêtements, d'autres encore préparaient les repas ou s'occupaient des enfants.

Cette division du travail complexe a procuré à l'homme moderne un avantage du point de vue évolutif - et l'a placé devant un problème : plus un groupe est grand, plus il est difficile de limiter les conflits. Pour que la société ne se désagrège pas, il faut que quelque chose crée une identité et un lien par-delà la langue. Ce quelque chose, estiment certains scientifiques, est la culture. L'art, la religion, la musique. *«Quand les gens de Hohle Fels s'asseyaient autour du feu après avoir chassé le renne, ils écoutaient de la musique ensemble — cette musique les stimulait et les aidait à se sentir bien en groupe, conjecture Eckart Altenmüller. Elle renforçait la confiance en l'autre.»* La musique, un art de la cohésion sociale.



**E**n temps normal, Isabel Schicketanz se trouverait aujourd'hui entourée de personnes dont elle ne connaît ni la langue ni le pays d'origine, mais qu'elle comprendrait sans avoir à dire un mot. Cette soprano de 32 ans fait partie des quelque 70 000 musiciens professionnels d'Allemagne. En ce dimanche matin de juin 2020, elle se trouvait devant l'autel de l'église Saint-Nicolas, à Leipzig. Chaque année au mois de juin, le festival de Bach attire des dizaines de milliers de touristes étrangers, des touristes originaires du Japon, des États-Unis, de Malaisie, du Paraguay ou encore d'Oman. En 2020, une cinquantaine de chorales spécialisées dans Bach devaient venir de

cinq continents pour chanter ensemble pendant une semaine et demie. Et écouter le chef-d'œuvre qui clôt traditionnellement les festivités : la *Messe en si mineur*.

Pour les historiens de la musique, la *Messe en si mineur* de Jean-Sébastien Bach est un joyau de la musique européenne. Un sommet de la musique sacrée pour cinq solistes et un chœur à huit voix, et un imposant orchestre. Pour les épidémiologistes, c'est une calamiteuse tempête d'aérosols. Aussi, en ce dimanche, Isabel Schicketanz se trouve dans une église vide pour exécuter une version allégée de la messe : une poignée de chanteurs, de vents et de cordes, un luth, une timbale et un chef d'orchestre installé à un orgue positif [petit orgue portatif] : l'Agence de la santé a autorisé la présence de 17 musiciens, pas un de plus.

Le chef d'orchestre donne le départ : *Kyrie eleison*. "Seigneur, prends pitié." La musique du petit ensemble emplît l'immense nef. Surtout la voix d'Isabel Schicketanz. "C'était comme si nous avions de nouveau le droit de respirer", dira-t-elle plus tard de cet instant.



Rares sont les noms de compositeurs aussi étroitement liés à l'idée d'une langue musicale mondiale. Bach est un "compositeur presque universel", a dit Carl Sagan [1934-1996]. Cet astrophysicien américain qui a travaillé pour la Nasa a participé à une des plus grandes missions spatiales des États-Unis : *Voyager 1*. La sonde spatiale est partie en 1977 du cap Canaveral [en Floride] pour étudier l'univers et envoyer sur Terre des photos et des données de mondes et planètes inexplorés. Outre des appareils photo et des instruments de mesure, Carl Sagan avait fait fixer autre chose sur la sonde *Voyager* : un disque en or contenant des photos, mais aussi des enregistrements de mots et de sons de la Terre. Un "message à d'éventuelles civilisations extraterrestres", selon les mots mêmes de Sagan. Un échantillon de la culture humaine. Une adresse aux aliens.

Sagan avait demandé à plusieurs spécialistes de musique de dresser une liste des morceaux "les plus importants de notre monde". Ils ont retenu 27 titres, dont des airs traditionnels de Chine et d'Inde, des chants nuptiaux et pastoraux de Bulgarie et du Pérou, mais surtout : de la musique classique européenne. Des œuvres de Beethoven et Stravinsky. Et trois de Bach. Sur le disque, Sagan a aussi fait graver cette dédicace : "Aux musiciens - de tous les mondes, de tous les temps."

La sonde *Voyager 1* n'a pas fini son voyage : aujourd'hui, elle a atteint l'espace interstellaire, à quelque 23 milliards de kilomètres de la Terre. Si elle n'envoie plus guère de données à la Terre, elle reste un puissant symbole de la puissance éthérée, transcendante, de la musique. D'une langue que tous les êtres humains, et peut-être même les extraterrestres, comprennent. Reste que plus la sonde s'éloigne de la Terre, plus ceux qui voudraient la rapatrier pour repenser le disque d'or donnent de la voix.

La musicologue Melanie Wald-Fuhrmann dirige l'Institut Max Planck d'esthétique empirique, à Francfort. Ses recherches portent sur la façon dont les êtres humains s'approprient la musique et dont les goûts esthétiques imprègnent la société. Il y a quelques années, pour déterminer s'il existe une langue musicale universelle, si la musique

est donc comprise indépendamment du contexte culturel, elle a mis en place l'expérience suivante : elle et son équipe ont passé à des sujets venus d'Allemagne, d'Inde et du Ghana différents morceaux de musique – européenne, indienne et ghanéenne. Sur une liste de 27 émotions, les participants de l'étude devaient choisir celles qui, à leur avis, correspondaient le mieux au contenu des morceaux : joie, désespoir, agressivité, etc.

Pour la plupart, les sujets comprenaient la musique de leur culture mais rencontraient des difficultés avec celle d'autres pays. Un des morceaux ghanéens, par exemple, est apparu joyeux et plein d'entrain aux auditeurs allemands – notamment parce qu'il évoquait une composition en mode majeur. Or il s'agissait d'un chant funèbre.

En 2015, des scientifiques de l'université technique de Berlin et de deux universités canadiennes ont publié les résultats d'une étude pour laquelle ils s'étaient rendus chez les Mbenzélés, un groupe ethnique de la forêt tropicale congolaise. Les Mbenzélés, qui vivent sans électricité ni téléphone mobile, n'avaient jamais été en contact avec de la musique occidentale. Les chercheurs leur ont passé différentes choses, entre autres la musique de la saga *Star Wars* et du film *Psychose*. Les sujets devaient dire si la musique était censée déclencher des sentiments positifs ou négatifs. Le plus souvent, ils tombaient à côté. Tout comme un groupe de sujets canadiens qui, pour la même étude, a dû évaluer la musique des Mbenzélés.

Melanie Wald-Fuhrmann résume : "On comprend généralement mal la musique qui nous est étrangère." Et : "L'idée selon laquelle la musique constituerait une langue universelle des émotions est une idée européenne." Une idée qui a émergé au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'ère du sentimentalisme, aux prémices du romantisme. Une idée qui a voyagé jusque dans l'espace interstellaire, et qui, aujourd'hui, semble toutefois invalidée par la science. Soit, mais qu'est-ce qui fait venir chaque année des amoureux de Bach paraguayens et japonais jusqu'à Leipzig ? Qu'est-ce qui poussait les ados, au début des années 1970, à Bangkok et à Hong Kong, à attendre l'arrivée des Beatles en poussant des hurlements ?



**QUAND LA SOPRANO ISABEL SCHICKETANZ A REPRIS LE CHANT, ELLE A EU L'IMPRESSIION D'AVOIR "DE NOUVEAU LE DROIT DE RESPIRER".**



**"ON COMPREND GÉNÉRALEMENT MAL LA MUSIQUE QUI NOUS EST ÉTRANGÈRE."**

Melanie Wald-Fuhrmann,  
MUSICOLOGUE

Pourquoi la musique des films de Bollywood touche-t-elle des millions de fans bien au-delà des frontières indiennes ? Pourquoi le *boys band* coréen BTS compte-t-il parmi les groupes les plus populaires de la planète ?

Tout cela, nous dit Melanie Wald-Fuhrmann, tient à la puissance de la musique, certes, mais aussi et surtout à la puissance de ceux qui diffusent le canon de la culture musicale européenne depuis des siècles. La musicologue me recommande de faire un petit tour au département d'ethnomusicologie des musées d'État de Berlin, logé dans un bâtiment gris au sol en linoléum du quartier de Dahlem. Là, dans des salles sombres, de hautes vitrines abritent quelque 3 000 instruments de musique du monde entier : des gongs ageng d'Indonésie en bronze reluisant, richement décorés de dragons aux écailles dorées ; des luths turcs ornés de nacre ; des cithares d'Afrique de l'Est en écorce ; des guitares sud-américaines en carapace de tatou ; des flûtes néo-zélandaises en os humain – les descendantes de la flûte de Hohle Fels en os de vautour.

La richesse des instruments et des techniques de jeu, la diversité des systèmes tonals et rythmiques, la complexité des bases théoriques et des modes esthétiques – ici, tout cela saute aux yeux. Quelques salles plus loin, on se rend aussi compte de la façon dont la diversité a été uniformisée et la richesse appauvrie. Des cartons noirs s'entassent sur des étagères qui montent jusqu'au plafond. Ils contiennent plus de 16 000 cylindres phonographiques, des supports sonores de la taille d'une petite boîte de conserve, recouverts de cire foncée et parcourus de micro-sillons – les ancêtres du disque vinyle. Des morceaux de musique des quatre coins de la planète sont enregistrés sur ces cylindres. Ils forment une sorte de mémoire musicale du monde – du monde tel que le concevaient les ethnologues allemands du début du xx<sup>e</sup> siècle.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne a installé sur tout son territoire des camps de prisonniers de guerre. Leurs pensionnaires étaient des Russes, des Français, des Britanniques, mais aussi des soldats des colonies françaises et britanniques, ainsi

que des Géorgiens, des Arméniens et des Coréens, qui se battaient du côté russe. Ces hommes étaient utilisés comme travailleurs forcés dans les usines et les entreprises agricoles. Et comme cobayes. Les ethnologues utilisaient des phonographes, des appareils d'enregistrement en bois munis d'un pavillon métallique, et forçaient les prisonniers à chanter des morceaux de leur pays dans le pavillon.

Ces chercheurs ont dressé un catalogue méticuleux de leurs enregistrements. Prenons par exemple le cylindre 464, sur lequel est enregistré un chant populaire coréen du nom d'*Arirang*. La voix, au milieu des parasites et des grésillements, n'est plus que faiblement audible. Plus d'un siècle de poussière a mis la cire à rude épreuve. Mais le son reste suffisamment bon pour comparer l'enregistrement avec une version moderne de l'*Arirang*. Cette chanson est encore très populaire en Corée du Nord et du Sud; on l'entonne notamment lors de compétitions sportives auxquelles participent des athlètes des deux Corées – à défaut d'un hymne national commun. Melanie Wald-Fuhrmann estime que le vieil enregistrement du cylindre correspond au système tonal de la musique coréenne traditionnelle. La version actuelle, en revanche, semble avoir été écrite dans une gamme majeure européenne. "Ce chant s'est occidentalisé", conclut la chercheuse. L'*Arirang* d'aujourd'hui rappelle la pop coréenne et la musique de Bollywood. "La surface est exotique, mais, en dessous, c'est le système tonal occidental."

La langue de la musique n'a rien à voir avec l'espéranto, cette langue universelle artificielle créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour que des personnes d'origine différente puissent se comprendre facilement. Elle ressemblerait plutôt à l'anglais. La culture musicale occidentale s'est largement diffusée dans le monde, d'autant plus depuis l'apparition des supports sonores modernes et le boom de l'industrie musicale en Occident. Ainsi est née une communauté mondiale de fans de musique pop et classique. Et certains musiciens trouvent que ce répertoire mériterait un bon dépoussiérage.



**S**i Ketan Bhatti pouvait ramener *Voyager* sur Terre, il effacerait la playlist du disque : "L'intention était bonne, mais, aujourd'hui, elle est complètement dépassée", entre la ribambelle de chefs-d'œuvre occidentaux et l'"ethnokitsch", terme que Bhatti utilise pour désigner les exemples choisis plus ou moins consciemment de ce qui, aux États-Unis, dans les seventies, paraissait exotique. Debout au milieu de chaises, de pupitres et d'étuis d'instruments, Bhatti tape dans les mains. Au-dessus de lui, de la mousse acoustique, à ses pieds, un mélomèle de câbles.

Une salle de répétitions d'un immeuble berlinois. Ketan Bhatti, 39 ans, est compositeur et percussionniste émérite. Son boulot, dit-il, est de "causer le trouble". Né à New Delhi, il a grandi en Allemagne. Il y a huit ans [après plusieurs autres aventures musicales], il a fondé un ensemble avec la musicienne Cymin Samawatie : le Trickster Orchestra. Une allusion au *trickster*, ce "fripon" archétypal qui, dans nombre de nos cultures, a pour rôle de troubler l'ordre divin et de créer de



## TROUBLER L'INDUSTRIE MUSICALE OCCIDENTALE, SANS LA DÉTRUIRE. TEL EST LE BUT QUE S'EST FIXÉ KETAN BHATTI.

l'espace pour le changement. Ketan Bhatti fait face à son orchestre : 15 musiciens originaires de sept pays. À l'alto : Martin Stegner, né à Nuremberg, qui travaille à l'Orchestre philharmonique de Berlin. Au sheng, un orgue à bouche chinois : Wu Wei, qui a été professeur au Conservatoire de musique de Shanghai, un des meilleurs du monde dans ce domaine. Au koto, une sorte de cithare japonaise : Naoko Kikuchi, originaire de la ville japonaise de Sendai. Au ney, une flûte en roseau arabe : Mohamad Fityan, d'Alep. Au synthétiseur : Korhan Erel, d'Istanbul. Les musiciens utilisent des techniques traditionnelles de leur pays d'origine, ils puisent dans le jazz, le dodécaphonisme et la musique sérielle. Ils improvisent, cherchent, trouvent et se perdent – un babélisme musical de haut vol [le babélisme étant une confusion créée par l'usage de nombreuses langues].

L'ensemble a donné une série de concerts intitulée "Disturbing the Universal". Troubler l'industrie musicale occidentale, sans la détruire. Tel est le but que s'est fixé Ketan Bhatti, explique-t-il. Il ne dirige pas son orchestre au sens classique : il fait des signes avec les mains. Et il y a un signe qu'il utilise souvent : il tire sur le lobe de son oreille – écoutez-vous ! "J'ai grandi en Allemagne, j'ai des oreilles allemandes, je ne changerai pas. Nous venons tous de cultures musicales différentes, nous ne nous comprendrons jamais complètement." Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est s'écouter et s'imiter mutuellement jusqu'à ce que quelque chose de nouveau survienne. "Ce quelque chose de nouveau, c'est ce que nous comprenons tous." Dans le monde de Ketan Bhatti, le langage universel de la musique existe bel et bien. Mais c'est un langage qu'il faut inventer ensemble. Ketan Bhatti décrit de grands mouvements avec les bras. Le volume monte. Grattements, murmures, bégaiements, tantôt tout cela évoque le jazz – pour mon oreille allemande – tantôt du Schönberg tardif. Puis, tout à coup, de ce brouhaha de voix naît un rythme organisé. Un rythme qui réunit les 15 musiciens. Un rythme au son duquel on ne peut pas ne pas bouger.



**L**a danse existe dans toutes les cultures. Et même chez les animaux. Le cacatoès, le chimpanzé, le lion – lors d'expériences, toutes ces espèces ont fait montre, au minimum, d'un sens du rythme rudimentaire. Certaines sont même capables d'organiser leur chant en structures répétitives. Cela étant, l'aptitude à ordonner des suites de notes autonomes en motifs rythmiques précis est le propre de l'être humain. Ce don l'aide à coordonner de grands groupes et améliore ses performances corporelles : pour danser, mais aussi pour chasser, faire du sport ou une marche militaire.

Au fil des millénaires, d'innombrables structures rythmiques sont apparues : la mesure à trois temps de la valse viennoise et celle à deux temps de la marche prussienne, la polyrythmie du Moyen Âge européen, le *tala* de la musique classique indienne, la *clave* de l'Amérique latine, le *cross-beat* de l'Afrique de l'Ouest. Pour les ethnomusicologues, il n'y a pas de rythme universel. En revanche, il existe des principes sur lesquels repose le sens du rythme de la plupart d'entre nous : l'habitude d'ordonner le rythme en groupes de deux ou trois temps. La tendance à marquer le rythme non pas avec l'exactitude d'une machine, mais avec d'infimes variations par rapport au mètre parfait. Et la place accordée à une pulsation qui habite chaque être humain : le battement cardiaque.

En 2018, des chercheurs de l'université Harvard, qui voulaient déterminer s'il existe une sorte de répertoire de chansons universel, ont fait une étonnante observation. Ils ont passé à 750 personnes des quatre coins du monde des chansons de différentes régions du globe. Alors que les sujets n'ont quasiment jamais identifié les chansons d'amour qui n'appartenaient pas à leur culture, ils ont presque tous reconnu deux types de chants : les chansons pour danser et les berceuses. La musique qui nous fait bouger. La musique qui nous apaise. De tous les airs, les berceuses sont ceux qui ont été le mieux reconnus. Leur mélodie apaisante, leur rythme doux, leur dynamique tout en retenue – tout cela semble universel.

Certains chercheurs pensent même que la berceuse repose sur un archétype de communication musicale : les sons qu'émet spontanément une maman guenon lorsqu'elle pose son petit sur le côté, et qu'elle essaie de compenser l'éloignement des corps par des signaux acoustiques.

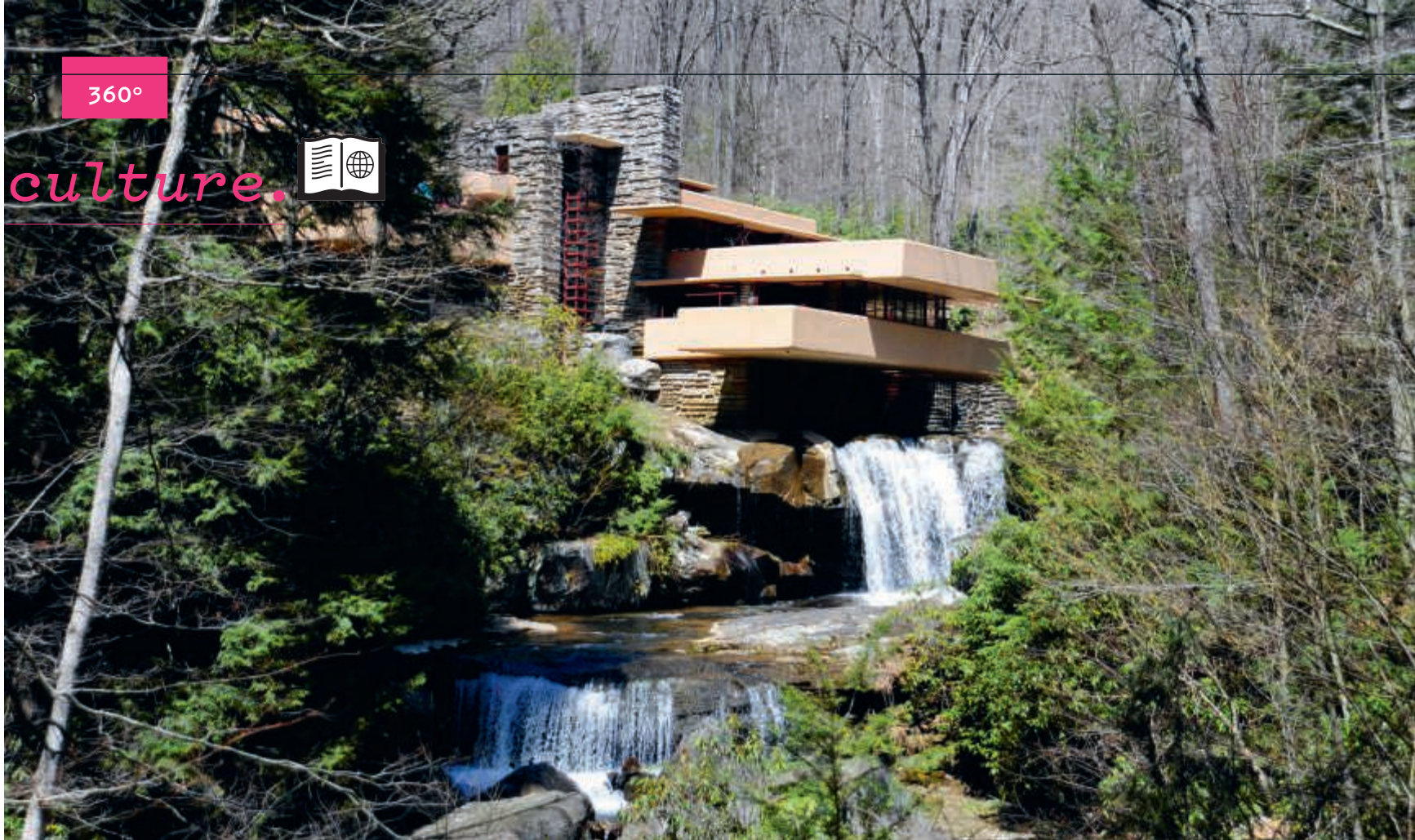
Une forme première de musique qui dit : "Tu n'es pas seul".

— Caterina Lobenstein

Publié le 19 mai

✎ Dessins de Maria Corte, Espagne.

**LA SEMAINE PROCHAINE  
AUX ÉTATS-UNIS,  
LES NOCES RENOUVÉES  
DU RAP ET DE LA POÉSIE.**



—Financial Times Londres

**A**lors que les États-Unis, sortant de la tourmente politique [provoquée par l'invasion du Capitole de Washington, en janvier, par des partisans de Donald Trump], s'interroge[aient] sur ce qui fait leur essence, je ne cess[ais] de retomber sur ce terme cher à Frank Lloyd Wright, "*Usonian*", ou "usonien".

Le plus célèbre des architectes américains (1867-1959) popularisa cet adjectif pour décrire sa vision de l'essence de l'architecture de son pays. Il s'agissait de nommer quelque chose de spécifique aux États-Unis mais, à la différence de la plupart des particularismes étasuniens, ce quelque chose se signalait par sa modestie, son aspect insolite et son respect du cadre environnant. Chez Wright, pas d'escalier grandiose, pas de colonnes impériales, pas de hauts plafonds, et surtout, pas de boîte.

"*Toute ma vie j'ai lutté contre l'attrait fallacieux de la sempiternelle boîte*", résumait Wright en 1952, dans un discours devant de jeunes architectes américains. Par "boîte", il entendait celle que forment le sol, les murs et le plafond des pièces conventionnelles, et qu'on juxtapose à d'autres pour former une boîte plus grande – la maison. Chez Wright, cette vision allait au-delà du simple goût pour les espaces décloisonnés : la boîte lui paraissait une "*caisse de contention carrée... impropre à notre vocation progressiste et démocratique, à rebours de l'individualisme*".

Peut-on rêver plus belle escapade, en cette année marquée par le confinement et l'isolement, qu'un séjour dans une maison dessinée par Wright en personne ? Si l'architecte

## Ma nuit chez Frank Lloyd Wright

En Pennsylvanie, il est possible de visiter plusieurs maisons dessinées par le maître de l'architecture américaine, toutes en jeux de lumière et en espaces décloisonnés. Et même, fait rare, d'y passer la nuit.

a conçu plus de 1 000 édifices, dont plus de 500 ont été réalisés, il n'en existe aujourd'hui qu'une soixantaine ouverts au public, et à peine une poignée dont on puisse profiter, le temps d'une nuit, rien que pour soi. Parmi ceux-là, il y a Polymath Park, en Pennsylvanie : je me suis rendue dans cette petite oasis pour passionnés d'architecture, qui a surgi dans les forêts du comté de Westmoreland à l'initiative de Tom et Heather Papinchak.

Ce couple n'avait jamais ressenti de vocation particulière pour l'histoire de l'architecture. Quand ce terrain d'un peu plus de 52 hectares a été mis en vente, à côté de leur maison, les Papinchak l'ont achetée dans le seul but d'empêcher des promoteurs de mettre la main dessus. Parmi les sapins du Canada [une essence aussi appelée "pruche du Canada"], s'élevaient déjà deux maisons conçues dans les années 1960 par

Peter Berndtson, un disciple de Frank Lloyd Wright. Les Papinchak se sont alors lancés dans le déplacement, brique par brique, de deux constructions usoniennes de Wright datant des années 1950 : la Duncan House, relocalisée depuis l'Illinois et ouverte ici au public en 2007 ; et la Mäntylä House, venue du Minnesota et inaugurée en 2019.

Aujourd'hui, les amateurs peuvent participer à des visites guidées des deux maisons (ce que beaucoup font en même temps qu'un pèlerinage à la Fallingwater House, à une trentaine de kilomètres, qui constitue un authentique balcon sur la forêt et la réalisation la plus célèbre de l'architecte). Et quelques chanceux posent leur valise ici pour une nuit.

"*Nous sommes deux individus lambda attachés à la préservation d'un pan de l'histoire*", résume Heather, alors que nous bavardons

sur la terrasse en bois de ce qui fut sa maison, jusqu'à ce que le couple déménage pour permettre au projet de voir le jour. L'ancien domicile des Papinchak abrite aujourd'hui Treetops, le restaurant de Polymath Park, ouvert aux visiteurs de passage et aux hôtes dormant sur place (dans ces maisons qui sont de vraies pièces de musée, il est interdit de cuisiner, sinon au micro-ondes). À mesure que les choses avançaient, Heather Papinchak s'est plongée dans l'étude de Wright, entre rencontres avec ses descendants et collaborations avec des étudiants en architecture. "*Certains le trouvent pompeux. Moi, il me fascine. Son idée était de permettre à l'Américain moyen de vivre dans un environnement comme celui-ci, porté par la nature et par l'architecture de sa maison.*"

"*Il faut observer la lumière se déplacer dans la maison comme Frank Lloyd Wright l'avait imaginé*", me dit-elle. Passer une journée à ne rien faire d'autre que regarder la course du soleil à travers une vaste pièce d'un seul tenant (concept clé de toutes les constructions de Wright, jusqu'à la plus petite construction de plain-pied), voilà une perspective alléchante.

Ma visite guidée, en petit groupe, commence par la Duncan House, signée Wright. Après une porte que je franchis en me baissant légèrement, me voilà propulsée directement dans une cuisine de 1957, où les boutons du plan de cuisson me semblent dignes de la salle de lancement de *Spoutnik*. Placages d'acajou clair, Formica rouge, séjour niché en contrebas et revêtement de sol en liège complètent cette beauté. J'aperçois dans la salle de bains un sèche-cheveux vintage rose, clin d'œil à l'optimisme technologique des années 1950.

**Fallingwater House, en Pennsylvanie.**

← Extérieur. Photo Michael Hemminger/The New York Times. ↓ Le salon. Photo Christopher Little © Western Pennsylvania Conservancy/Unesco.



Partout, le regard ne se pose que sur des lignes horizontales, ainsi que les dessin des tasseaux de bois sur les murs intérieurs comme extérieurs, ou des piliers en pierres de parement à certaines embrasures dans la cuisine. Ces horizontales créent comme un fil rouge dans les volumes. *“L’horizontale est la ligne de la vie domestique”*, estimait Frank Lloyd Wright.

Quelques minutes de voiture à travers bois, et nous voici à la Balter House, une réalisation de 1964 de Berndtson qui, en façade, sort à peine de l’ordinaire cabane de jardin. La surprise vient de l’intérieur, qui révèle une imposante cheminée en pierres et un séjour tout de verre et de bois, qui s’élance sur des pilotis au-dessus des fougères de l’extérieur. L’effet est saisissant : j’ai l’impression de respirer du vert. Est-ce une volonté d’originalité ou un acte de rébellion, en tout cas, plus de lignes horizontales ici : le disciple de Wright a choisi la verticale, aussi bien pour les poutres et les panneaux de bois que pour les fenêtres.

La dernière étape de notre visite est la Mäntylä House, où je reviendrai à 17 heures, une fois les visiteurs de passage repartis. Mon temps sera compté : je devrai avoir plié bagage à 10 heures le lendemain matin, pour que le ménage soit fait avant le début des visites\*. La maison est inondée de lumière, mais je préfère ne pas trop m’attarder pour préserver le plaisir d’une exploration des lieux en solo. Après quelques heures de déambulation sous les arbres, je peux enfin découvrir “ma” maison.

Du côté extérieur par lequel on la découvre, la Mäntylä House, conçue en 1952 par Wright pour Emma et Ray Lindholm, a des airs de bunker de béton blanc rayé d’horizontales. En haut d’un mur de cette façade s’alignent de petites fenêtres carrées qui évoquent des meurtrières. Cette conception est assez typique de Wright : il voulait une façade discrète pour ses maisons familiales, mais à l’arrière celles-ci s’ouvrent grand à la lumière et au paysage environnant – et à un sentiment de liberté.

C’est une réussite. À l’intérieur s’offre à moi un vaste espace de plain-pied, en L, caractéristique de la maison usonienne telle que Wright l’avait pensée pour la classe moyenne américaine. L’arrière de la maison est presque intégralement vitré, ouvert sur

**“Toute ma vie, j’ai lutté contre l’attrait fallacieux de la sempiternelle boîte.”**  
Frank Lloyd Wright

les arbres – le terme finnois “mäntylä” signifie “des pins”. Presque plat vu du devant, le toit rouge s’élève à l’arrière en triangle, tel un oiseau prenant son envol. Le carrelage fait de grandes dalles rouges se prolonge de l’intérieur vers l’extérieur, ménageant une immense terrasse à cheval entre le dedans et le dehors – la “boîte” vole bel et bien en éclats.

Je défais ma valise dans la chambre principale, parée de panneaux de cyprès aux tons chauds et dont le lit donne directement sur

les bois. Puis je vais m’installer devant la cheminée. Je me sens un peu empruntée. Ma tasse tachée de rouge à lèvres a quelque chose de blasphématoire sur les tables dessinées par Wright. Je fouille les placards en quête de je ne sais quoi.

Si Frank Lloyd Wright était connu pour imposer ses idées à ses clients, il aimait travailler sur les commandes relativement modestes de familles de la classe moyenne. Il n’avait cependant lui-même rien d’un ascète – un jour qu’il sortait d’une pneumonie, sa première envie fut pour *“une truite mouchetée et une coupe de champagne”*, a raconté l’une de ses filles. À sa mort, en 1959, à l’âge de 91 ans, l’architecte avait conçu, sur une période de vingt-cinq ans, 130 de ces maisons familiales usoniennes.

Après mon dîner au Treetops, je réintègre mes quartiers avec une part de gâteau qui agrémentera cette soirée que j’entends placer, ainsi que Wright m’y invite dans son article “Democracy in overalls” [littéralement “La démocratie en bleu de travail”, écrit en 1958], sous le signe du *“repos dans la tranquillité”* qu’il entendait offrir aux habitants de la maison usonienne.

L’architecte aimait jouer avec l’alternance resserrement-libération – créer des espaces exigus, cauchemars de claustrophobes, pour mieux vous précipiter ensuite vers le grand espace, la liberté et la créativité. Chez cet architecte de 1,77 mètre qui se targuait de dessiner *“à échelle humaine”*, aménagements en surplomb et plafonds bas permettent d’induire ce sentiment de claustration et de tension physique qui doit

déboucher sur un choc brutal, celui de l’espace. Le bureau de la Mäntylä House en est une saisissante illustration. Un couloir étroit tout en lignes horizontales, en étau entre panneaux de bois et béton, s’ouvre sur une pièce qui tient plus du sous-marin que du bureau. Attirée comme un aimant vers une chaise basse posée devant un bureau attendant à une petite fenêtre sur les bois, je me retrouve devant une machine à écrire, prise d’une irrésistible envie de taper. L’architecture comme stimulant pour la concentration !

Je me couche tôt, m’attendant à être éveillée par le jour dans la chambre sans rideau. Mais le soleil levant se cache, et la lumière du jour me réveille étonnamment tard. À mon programme de la journée, j’ai inscrit deux autres réalisations de Wright dans cette région des Laurel Highlands : le Kentuck Knob (1956), chant d’amour à la forme hexagonale et luxueuse demeure intégrée à une colline, et l’incontournable Fallingwater, cascade de rectangles dessinée vingt ans plus tôt [en 1939].

Il me reste un peu de temps encore pour profiter, dans la plus parfaite solitude, des vertus apaisantes de cette cour naturelle où se côtoient chênes, cerisiers et érables. Si Wright avait un talent incomparable pour créer un sentiment de liberté, les forêts de Pennsylvanie s’y entendent assez bien aussi.

—Katrina Manson  
Publié le 17 février

\* Une nuit à la Mäntylä House coûte 475 dollars (environ 400 euros), la maison pouvant accueillir jusqu’à quatre personnes.

**LES MOTS DES AUTRES**

L’actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

histoire. 

## La fabuleuse épopée du zèbre de guerre

**Fin du XIX<sup>e</sup> siècle-début du XX<sup>e</sup> siècle — Empire allemand**

Dans sa volonté de damer le pion aux Britanniques, l'empereur Guillaume II est prêt à tout, même à financer la création d'un hybride de zèbre pour son armée. Avec des résultats douteux.



— **Der Spiegel** *Hambourg*

**D**urant la vingtaine d'années qui précède la Première Guerre mondiale, la rivalité et l'hostilité ne font que croître entre les puissances coloniales britannique et allemande. Ainsi, vers 1900, les partisans de l'empire colonial allemand proclament : *“Ce serait un triomphe de la ténacité allemande, de l'intelligence allemande et de l'esprit d'entreprise allemand si l'Allemagne offrait au monde un nouvel animal domestique utilisable.”*

On pourrait croire à une plaisanterie, mais il n'en est rien : la mobilité est un des grands points faibles des puissances coloniales européennes. Les moyens de transport sont rares, et dans de vastes régions de l'Afrique, les bêtes de somme sont victimes de la maladie du sommeil.

Un défi dont compte bien profiter Fritz Bronsart von Schellendorff. Né en 1868, ce fils de l'intendant du théâtre de la cour de Weimar Hans Bronsart von Schellendorff et neveu du ministre prussien de la guerre Paul Bronsart von Schellendorff va habilement tenter de faire jouer les deux puissances rivales l'une contre l'autre, comme le montre l'ouvrage que lui a consacré l'historien Andreas Greiner.

C'est âgé d'à peine 21 ans que Bronsart von Schellendorff pose pour la première fois le pied sur le sol de l'Afrique de l'Est, pour rejoindre la Schutztruppe [littéralement, “troupe de protection”], ainsi nommée car elle est censée protéger les intérêts commerciaux allemands et non la population locale. Aux côtés de soldats soudanais sous commandement allemand, il participe aux combats contre les soulèvements indigènes.

Sa carrière militaire est de courte durée, mais quelques années plus tard, il revient en Afrique, cette fois pour accomplir une mission capitale qu'il s'est lui-même fixée : Schellendorff veut permettre à l'Empire allemand de devancer ses adversaires, grâce à une sorte d'arme secrète – le “zébroidé”. Il s'est juré de domestiquer les zèbres

et de les croiser avec des chevaux afin de créer un nouvel animal de trait.

Tant les éleveurs que les fonctionnaires de l'Empire allemand estiment que le zébroidé semble *“littéralement prédestiné à des fonctions militaires, en particulier les expéditions dans les pays tropicaux”*. Toutefois, les Britanniques envisagent aussi d'utiliser un tel hybride pour leur artillerie et leur cavalerie. Une course aux armements biologiques s'annonce.

Schellendorff peut compter sur le soutien de spécialistes de renom. Parmi ses connaissances se trouvent Carl Hagenbeck, marchand d'animaux sauvages et directeur du zoo de Hambourg, et le baron Lionel Walter Rothschild, l'excentrique banquier et zoologiste britannique, connu pour parcourir Londres à bord d'une calèche tirée par des zèbres.

**Les Britanniques envisagent aussi d'utiliser un tel hybride. Une course aux armements biologiques s'annonce.**

En 1895, Schellendorff a gagné à sa cause assez de partisans allemands de l'empire colonial qui sont prêts à investir en tant qu'actionnaires dans sa Kilimandjaro Straussenzucht GmbH [Société d'élevage d'autruches du Kilimandjaro]. Outre l'élevage de ces grands oiseaux coureurs, l'entreprise, dont le siège est situé à Berlin, a pour objectif de capturer des zèbres et autres animaux sauvages, de les domestiquer et de tenter des expériences d'hybridation.

C'est dans la savane de Mbuguni (aujourd'hui en Tanzanie), au sud du Kilimandjaro et près de la frontière avec le protectorat britannique, qu'il établit sa première ferme. Schellendorff publie des articles et documente les progrès de son élevage de zèbres à grand renfort de lettres et de photos. Pour finir, il propose à la vente ses

premiers zèbres prétendument domestiqués. À la réception de cette information positive, les actionnaires augmentent le capital de la société, qui est rebaptisée la Kilimandjaro Handels- und Landwirtschaftsgesellschaft (Société agricole et commerciale du Kilimandjaro, KHLG).

En décembre 1901, Schellendorff s'adresse directement à l'empereur Guillaume II : *“Dans le cas où Votre Majesté ordonnerait la formation d'une armée coloniale, le zèbre présenterait une valeur inestimable en tant qu'animal de selle et de bât, en particulier pour l'artillerie, car il est extrêmement puissant et tout à fait immunisé.”* Schellendorff assure en outre que le gouvernement britannique aurait approuvé de son côté le financement de l'élevage de zèbres et que Londres chercherait à le convaincre de travailler pour les colonies britanniques.

Deux mois plus tard, Guillaume II ordonne à la Schutztruppe d'acheter huit zèbres à la KHLG et de mettre à l'épreuve leurs capacités à des fins militaires. Tandis que des officiers se démènent pour chevaucher ces animaux particulièrement rétifs, dans une autre lettre, Schellendorff exhorte l'empereur à se hâter car *“nous perdons du temps, et il ne serait pas étonnant que les Anglais s'emparent de l'affaire et que nous finissions une fois de plus par être distancés, comme toujours”*.

Mais quand arrive la nouvelle, depuis l'Afrique de l'Est, que les officiers et leurs zèbres ont enfin réussi à franchir un obstacle, la KHLG, à Berlin, décide d'arrêter les frais. Elle interrompt les versements d'argent destinés à l'élevage de zèbres et met Schellendorff à la porte. Peu après, c'est au tour de l'empereur d'apprendre qu'il a été le dindon d'une énorme farce.

L'histoire de Schellendorff est donc celle d'une fraude savamment mise en scène, rendue possible par ses nombreuses relations et par le fait que sa ferme expérimentale était très éloignée de la métropole.

— **Solveig Grothe**  
Publié le 26 avril

➤ Vers 1910, un officier de l'armée coloniale allemande tente de chevaucher un zèbre.

Photo Haeckel Brothers/  
Paul Thompson/FPG/  
Hulton Archive/  
Getty Images

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

De nouvelles puissances émergent, les alliances se redessinent,  
le Moyen-Orient bascule une fois de plus.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Sortir faire du shopping,  
sans sortir ma carte!

T'arrives à suivre?



**Chez Hello bank! on fait tout pour vous suivre  
et simplifier vos paiements avec Apple Pay.\***



\*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.  
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.  
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.